

## CHAPITRE IV

### LE SYSTÈME BANCAIRE GABONAIS



## 1. LA LÉGISLATION DE LA BANQUE ET DU CRÉDIT

L'obtention de l'indépendance a décidé les Etats membres de l'Union Monétaire de l'Afrique Equatoriale française à exercer directement, en matière de réglementation et de contrôle de l'activité bancaire, les fonctions précédemment remplies par le Comité monétaire de la zone franc. La République Fédérale du Cameroun fut la première à prendre l'initiative par un décret du 24 mars 1962 « portant réglementation de la profession bancaire et créant des organismes destinés à assurer l'étude et la mise en oeuvre de la politique du crédit ainsi que le contrôle de la profession bancaire » (1). Des dispositions analogues furent successivement adoptées par la République Centrafricaine (loi du 21 avril 1962), par la République du Congo (loi du 15 juin 1963), par la République du Gabon (décret du 2 novembre 1964) et par la République du Tchad (décret du 4 février 1965).

Le décret du Gabon est formé de 44 articles groupés sous trois titres:

- titre I: sur la profession bancaire, sur la nature et l'origine des fonds confiés aux banques (art. 3-17);
- titre II: sur les organismes destinés à assurer l'étude et la mise en oeuvre de la politique du crédit ainsi que l'organisation et le contrôle de l'activité bancaire (art. 18-37);
- titre III: sur les dispositions transitoires (art. 38-44).

---

(1) Voir l'*Organisation Monétaire et Bancaire*, *op. cit.*, page 17.

Le premier article présente un intérêt particulier, car il délimite le champ d'application du décret à deux types d'organismes: les banques et ce qu'on appelle les institutions financières. Aux termes de cet article, on considère banques: « toutes les entreprises qui, habituellement, reçoivent du public, sous forme de dépôt ou sous une autre forme, des fonds qu'elles emploient à leur propre risque dans des opérations d'escompte, de crédit ou dans des opérations financières ».

On retrouve donc, dans cette énonciation, les caractères typiques d'une entreprise de crédit: exercice systématique de l'activité d'intermédiation du crédit, gestion des fonds à son propre risque, et utilisation des disponibilités monétaires d'autrui (1). Pour pouvoir exercer leur activité, cependant, ces entreprises doivent disposer d'un capital minimum. Celui-ci a été fixé, pour les banques nationales et pour les banques étrangères, dans la mesure de 200 millions de francs C.F.A. pour les banques constituées sous forme de société anonyme et de 50 millions pour toutes les autres (2). Ces chiffres ont été ramenés respectivement à 100 et à 25 millions pour les établissements ayant un seul siège permanent. Signalons en outre que le capital doit être entièrement versé dans un certain délai établi par la Commission pour le contrôle bancaire. Les entreprises bancaires doivent être constituées — en vertu des dispositions de l'article 4 — sous forme de sociétés en nom collectif, en commandite simple, anonyme et à responsa-

---

(1) On peut consulter à ce sujet: GIORDANO DELL'AMORE, *L'economia delle aziende di credito*, vol. II, *I sistemi bancari*, Giuffrè, Milan, 1966, pages 30-39; UGO CAPRARA, *La banca*, Giuffrè, Milan, page 414; TANCREDI BIANCHI, *Le banche di deposito*, Utet, Turin, pages 1-7.

(2) Les Autorités monétaires de l'Afrique Equatoriale n'ont jamais adopté de mesures discriminatoires envers les opérateurs étrangers.



bilité limitée. En outre, tous les établissements intéressés ont, entre autres, l'obligation de (1):

- 1) adhérer à l'Association professionnelle des banques et communiquer à ladite Association, dans un délai d'un mois à partir de leur inscription sur la liste des banques, les noms de leurs représentants et de leurs suppléants au sein de l'Association;
- 2) clore leur exercice au 31 décembre et rédiger un bilan suivant les modèles fixés — d'un commun accord — par le Ministre de l'Economie Nationale et par le Ministre des Finances sur la proposition du Conseil National du Crédit;
- 3) rédiger — dans le courant de l'année — des situations comptables. Ces situations doivent être établies chaque trimestre, exception faite pour les banques désignées par la Commission de contrôle bancaire qui ont l'obligation de les faire chaque mois;
- 4) fournir à la Banque centrale tous les renseignements qui leur sont demandés sur les crédits accordés;
- 5) soutenir toutes les opérations d'émission et de conversion de la dette publique, aux conditions établies de commun accord par les Ministres des Finances et de l'Economie Nationale;
- 6) se soumettre à certaines décisions de caractère individuel concernant, par exemple, la fermeture des guichets;
- 7) s'en tenir aux décisions de caractère général concernant les taux d'intérêt à verser sur les opérations actives et passives, la création des services communs, les règles de liquidité, la formation du personnel et la réglementation de la concurrence.

---

(1) Voir l'art. 8 du décret du 2 novembre 1960.

Tous les établissements bancaires, exception faite pour la Banque Gabonaise de Développement, qui bénéficie à cet égard d'un Statut particulier, sont classés en trois catégories: banques de dépôt, banques d'affaires et banques de crédit à moyen et à long terme.

Les banques de dépôt sont définies comme des « établissements qui reçoivent du public des dépôts à vue et à terme, dont l'échéance ne dépasse pas deux ans ». Elles sont tenues à ne pas détenir — dans des entreprises autres que des banques, des établissements financiers ou des sociétés immobilières nécessaires à leur activité — des participations pour un montant supérieur à 10% de leur capital. En aucun cas, la valeur globale de ces participations, y compris les souscriptions pour de nouvelles émissions d'actions, ne peut dépasser 75% des ressources propres de ces établissements. Le dépassement de cette limite, de même que toute utilisation des dépôts dans des participations ou dans des investissements immobiliers, sont interdits, à moins qu'ils n'aient été expressément autorisés par le Conseil National du Crédit (art. 10).

L'activité principale des banques d'affaires est « la prise et la gestion de participations dans des entreprises déjà existantes ou en formation et l'octroi de crédit, sans limite de durée, aux entreprises publiques et privées qui bénéficient, ont bénéficié ou bénéficieront desdites participations » (art. 10). Le montant de ces crédits ne devra pas dépasser l'ensemble des ressources propres et des dépôts ayant un terme de préavis ou d'échéance supérieur à deux ans. Signalons en outre, aux termes de l'article 10, que les banques d'affaires ne peuvent « recueillir des dépôts à vue ou dont l'échéance est inférieure à deux ans, que lorsqu'ils proviennent de leur personnel, des entreprises auxquelles elles ont accordé des

financements, des personnes physiques ou juridiques dont le commerce constitue l'activité principale et enfin des souscripteurs d'actions de société où elles ont pris des participations, à condition que lesdits souscripteurs soient titulaires de comptes-titres à la banque ».

Par contre les banques de crédit à moyen et à long terme accordent surtout des financements à plus de deux ans. Elles ne peuvent recevoir que les dépôts dont la durée est égale ou supérieure à deux ans (1) et sont soumises, en ce qui concerne les participations, aux mêmes limites que les banques de dépôt.

Remarquons à ce point que les définitions de l'article 10 reflètent le texte de l'art. 2 de la loi française du 17 juillet 1946 (2). La spécialisation imposée par cette loi visait évidemment à empêcher la transformation des banques de dépôt en banques mixtes (3). La couverture des besoins financiers à moyen et à long terme des entreprises aurait dû être effectuée par les banques

---

(1) Pour les dépôts de durée inférieure, il faut une autorisation du Conseil National du Crédit.

(2) Cette loi fut successivement modifiée par le décret 66-81 du 25 janvier 1966, aux termes duquel les banques de dépôt et les banques d'affaires n'étaient plus soumises à l'obligation de la durée pour les dépôts collectés. Voir G. DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito*, vol. II, *I sistemi bancari*, op. cit., page 198 et ROBERTO RUOZI, *L'evoluzione strutturale e funzionale del sistema bancario francese*, Giuffrè, Milan, 1966, page 94.

(3) Comme chacun sait, les banques mixtes sont « des banques de dépôt qui font des opérations de crédit mobilier tout en pratiquant, systématiquement des prêts à court terme ». Voir G. DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito*, vol. II, *I sistemi bancari*, op. cit., page 277. Elles achètent des actions ou en soutiennent le flottant par des fortes injections de crédit, dans l'intention de classer ces titres par la suite. Un tel comportement de la part des banques mixtes se répercuterait négativement — dans les mêmes circonstances — sur les possibilités de développement des petites et moyennes entreprises qui, ne pouvant avoir recours au marché des valeurs mobilières, s'alimentent surtout au crédit bancaire et ceci s'avèrerait d'autant plus aléatoire que le rapport

de crédit à moyen et à long terme et par les banques d'affaires. Dans les intentions du législateur, les premières devraient pourvoir aux financements à long terme, tandis que les autres devraient non seulement pourvoir aux besoins financiers mais aussi promouvoir un développement équilibré des dimensions de l'entreprise en lui apportant un surcroît de capital-actions (1). Les sources de recette de ces établissements seraient les suivantes:

- 1) capital propre;
- 2) opérations spéciales de dépôt en compte courant (2);

---

entre capital propre et masse fiduciaire est plus bas. Pour plus de détails voir GUIDO CARLI, *Relazione della Banca d'Italia per il 1968*, page 352. D'autre part, tout en reconnaissant les nombreuses possibilités d'investissements à long terme des banques de dépôt, nous trouvons conseillable la négociation de prêts à moyen terme sous forme spécialisée. Bianchi, et avec lui d'autres auteurs, recherche les motifs de ces préférences dans les circonstances suivantes:

- 1) réduction des coûts inhérents à l'évaluation et à la couverture des risques de l'activité de crédit à moyen terme;
- 2) amélioration de l'efficacité de la politique des Autorités monétaires centrales;
- 3) suppression, pour les banques de dépôt, des dangers d'une concentration des risques inhérents à une certaine catégorie de prêts.

Voir TANCREDI BIANCHI, *Il mercato del credito a medio termine*, Utet, Turin, 1970, page 101; GIORDANO DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito*, vol. II, *I sistemi bancari*, op. cit., pages 150, 161 et suivantes; ROBERTO RUOZI, *L'evoluzione del sistema bancario francese*, op. cit., pages 85-86.

(1) Les banques de crédit mobilier, « tout en se consacrant institutionnellement à l'octroi de prêts, se transforment souvent en participants temporaires et s'assujettissent de ce fait aux risques de la marche économique de l'entreprise débitrice ». Voir G. DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito*, vol. II, *I sistemi bancari*, op. cit., pages 150 et 173. Remarquons en outre que parfois ces établissements se font promoteurs de la constitution d'entreprises et jouent ainsi le rôle d'entrepreneurs. Naturellement ces participations doivent avoir une durée transitoire, sinon ces établissements prendraient le caractère de sociétés d'investissement.

(2) Ces rapports financiers donnent lieu à des soldes constamment au débit de l'établissement, et sont presque toujours stipulés avec des banques de dépôt participant aux capitaux d'appartenance directe.



- 3) émission et placement de titres à revenu fixe;
- 4) dépôts à terme du public;
- 5) refinancement de la Banque centrale (1).

Signalons que le capital propre — surtout dans les banques d'affaires — remplit des fonctions stratégiques essentielles, en ce sens qu'il permet une meilleure diversification des investissements, une plus grande autonomie vis-à-vis des Autorités monétaires centrales et un recours plus élevé à l'endettement (2). Rappelons aussi que les banques de dépôt seraient avantagées — pour le moins à la longue — si les établissements spéciaux pouvaient élargir la collecte des fonds, car l'épargne ainsi recueillie leur permet d'accorder des financements capables de mieux équilibrer la structure financière des entreprises en phase de développement. Ceci permet aux entreprises de ne pas devoir compter exclusivement sur leurs propres capacités d'autofinancement pour réaliser leurs plans de développement et rend le recours au crédit des banques de dépôt moins risqué et, en dernier ressort, moins onéreux. Ces banques peuvent donc, à conditions égales et dans la mesure où l'activité des établissements spécialisés a satisfait les besoins financiers à long terme de l'entreprise, accorder, avec plus de sécurité, des volumes de crédit à court terme plus élevés.

De plus, les investissements des entreprises à la production provoqueront, outre un appel à un plus grand volume de crédit à court terme, une augmentation du produit national brut, du revenu national net, de la base monétaire et un accroissement de

---

(1) A l'aide de cet instrument, les Autorités monétaires peuvent agir, de façon sélective, sur le développement de certaines activités économiques.

(2) Voir G. DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito*, vol. II, *I sistemi bancari*, op. cit., page 165 et T. BIANCHI, *Il mercato del credito*, op. cit., page 113. Dell'Amore remarque que parfois dans les banques de crédit mobilier, ce sont les capitaux propres qui prévalent.

la masse fiduciaire des banques de dépôt. Ces dernières pourront ainsi effectuer des investissements plus élevés dans des conditions de meilleure élasticité. Les banques de dépôt pourraient donc, dans la mesure où ces considérations sont valables, trouver avantageux d'investir une partie des moyens collectés dans des titres à revenu fixe émis par les établissements spécialisés (1).

Cette spécialisation poussée devrait être garantie par les deux clauses de 10% et de 75%. En réalité, la première clause est trop rigoureuse pour les banques de dépôt de grandes dimensions et trop libérale pour les petites banques (2), tandis que l'on peut aisément éluder la seconde du moment qu'elle ne prévoit pas les critères suivant lesquels les participations doivent être évaluées. En outre, la possibilité de prendre de grosses participations dans

---

(1) Voir sur ce point W. T. NEWLYN, *Money in an African Context*, op. cit., pages 14-15; T. BIANCHI, *Il mercato del credito*, op. cit., page 121. A ce propos, Bianchi rappelle que l'équilibre économique des gestions bancaires se rattache au mouvement des opérations négociées et non à leur consistance, autrement dit qu'il se rattache aux flux et non aux « stocks ». Précisons cependant que cette activité d'intermédiation entre le court et le long terme devrait être limitée à la part d'épargne que contiennent — en raison d'un certain manque d'offre d'activité de crédit suffisamment diversifiée — les dépôts en compte courant. Ceci à cause de la faible élasticité de l'offre et du volume considérable d'importations provoqué par les investissements à la production dans les Pays de l'Afrique Equatoriale. On peut consulter sur ce sujet E. CAMERON, *The « Crédit Mobilier » and the Economic Development of Europe*, dans « Journal of Political Economics », décembre 1953. Enfin, il vaut la peine de rappeler que, par un comportement de ce genre, les banques de dépôt élargissent la gamme de liquidité des titres financiers en circulation sur un certain marché du crédit où les entreprises et le public peuvent investir. Dans la mesure où cela s'avèrera, on assistera à la naissance d'un marché financier, dont l'existence non seulement facilitera la solution des problèmes de liquidité, mais deviendra condition première du bon fonctionnement des établissements de crédit. Voir GEOFFREY BELL, *Competing for Deposits*, dans « The Banker », mars 1970, page 289.

(2) Voir ROBERTO RUOZI, *L'evoluzione del sistema bancario francese*, op. cit., page 196 et suivantes.

des banques d'affaires et dans des établissements financiers (1) permet aux banques de dépôt, à travers le mécanisme des participations bancaires, d'acquérir et de conserver indirectement des positions supérieures à celles prévues expressément par la loi (2). Signalons toutefois que lorsque l'activité d'une banque ne correspond plus aux conditions qui en avaient justifié la classification d'origine, le Conseil National du Crédit peut décider, sur la proposition de la Commission de Contrôle Bancaire, de modifier ladite classification.

Toutefois, l'absence d'entrepreneurs nationaux, la faible propension des opérateurs locaux à investir dans des titres à revenu variable (3) et la présence — dans les Pays de l'Afrique Equatoriale

---

(1) Le champ d'action des établissements financiers est limité, aux termes de l'art. 27 de la loi française du 13 juin 1941, à l'activité de commissionnaire et d'intermédiaire dans des opérations concernant les valeurs mobilières et les effets privés et publics, aux opérations de crédit à court et moyen terme et aux opérations de change, de prise en garantie ou d'encaissement d'effets commerciaux, de chèques et d'effets publics. Notons que l'art. 1 de la loi en question prévoit pour les banques uniquement les opérations d'escompte, de crédit et les opérations financières. Dans la pratique opérationnelle française, on a permis aux banques d'effectuer les opérations prévues pour les établissements financiers et vice versa. Ces établissements, qui doivent travailler avec des fonds propres ou des ressources qui ne viennent pas du public, sont tenus à démontrer que le montant des fonds reçus sous quelque forme que ce soit du public est représenté, à l'actif du bilan, par une contrepartie disponible au moins égale en valeur absolue, et composée exclusivement de titres publics à brève échéance et de dépôts à vue dans des banques ou des établissements financiers. Voir R. RUOZI, *L'evoluzione del sistema bancario francese*, op. cit., page 114 et suivantes et SERGIO BORTOLANI, *Système bancaire du Niger*, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, Milan, 1971, page 47.

(2) Voir R. RUOZI, *L'evoluzione del sistema bancario francese*, op. cit., page 107.

(3) Il est évident que les participations prises par les banques d'affaires doivent être mobilisées dans un délai raisonnable afin que leur activité de crédit ne se transforme pas en gestion de paquets d'actions. Remarquons en outre que si le classement des actions émises par les entreprises nationales est effectué

et du Gabon — de compagnies étrangères qui sont, de par leurs dimensions et leur structure, à même de satisfaire leurs besoins financiers sur les marchés internationaux et de diversifier largement leurs sources de collecte, sont des facteurs qui font clairement apparaître l'insuffisance de prémisses favorables à l'affirmation des banques de dépôt dans les Pays examinés. Il semble donc que dans un contexte de ce genre, les chances d'aboutir réellement à la haute spécialisation envisagée par le législateur sont inexistantes. D'où l'urgence pour les Autorités monétaires d'intervenir afin de créer les conditions nécessaires à l'action d'établissements spécialisés et, notamment, d'institutions qui se vouent à la collecte et à l'investissement de l'épargne. Le besoin de banques de développement aptes à favoriser la création de petites industries et le développement de l'agriculture — pour que ces entreprises gagnent de plus amples marchés intérieurs — se fait donc particulièrement sentir dans les Pays qui nous intéressent, surtout lorsque l'on considère que ces établissements permettent aux banques de dépôt d'exercer une activité d'intermédiation ordonnée entre le court et le moyen terme.

Ensuite, les articles 12 et 13 du décret du 2 novembre 1964 établissent les critères de définition des banques étrangères et les obligations auxquelles elles sont soumises. Aux termes de ces articles, on considère comme banques étrangères celles qui sont soumises au contrôle d'opérateurs non résidents. Pour exercer leur activité au Gabon, ces établissements doivent:

- 1) tenir à leur siège une comptabilité séparée pour les opérations effectuées en territoire gabonais;

---

chez des opérateurs étrangers, on aura un déplacement des centres de décision en faveur de ces derniers et, de là, une plus grande dépendance du système économique vis-à-vis de l'étranger.



- 2) faire état de l'investissement dans ces opérations d'un capital propre non inférieur au minimum requis pour les banques nationales (1).

La deuxième section du titre 1er définit la nature et l'origine des fonds confiés aux banques. Aux termes de l'article 15, il est défendu aux établissements autres que les banques de recevoir du public des dépôts à vue ou à échéance inférieure à deux ans. On ne considère pas comme fonds reçus du public:

- 1) les sommes reçues à titre de participation au capital-actions d'une entreprise;
- 2) les sommes reçues ou laissées en dépôt par les membres des sociétés à responsabilité limitée, en nom collectif et en commandite;
- 3) les fonds qu'une personne ou une entreprise se procure sous forme d'escompte, d'avances ou en mettant en pension des effets de personnes ou d'entreprises qui exercent la profession de banquier ou toute autre qui s'y rapporte;
- 4) les dépôts du personnel, lorsqu'ils ne dépassent pas 10% du capital (art. 14).

Les banques et les institutions financières qui opèrent sur le territoire gabonais sont soumises aux dispositions de la loi en objet, par contre des conventions respectives règlent l'activité des établissements suivants:

- la Banque centrale;
- la Banque de Développement;

---

(1) Aux termes de la décision n. 1-66 du Conseil National du Crédit, la liste des « banques étrangères », catégorie « banques de dépôt » est ainsi établie: Union Gabonaise de Banque (U.G.B.), société à responsabilité limitée ayant un capital de 200 millions de francs C.F.A.; Banque Nationale de Paris (B.N.P.), société à responsabilité limitée ayant un capital de 210 millions de francs C.F.A.; Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale (B.I.A.O.), société à responsabilité limitée ayant un capital de 40 millions de francs C.F.A.

- la Caisse d'Epargne Postale;
- la Caisse Centrale de Coopération Economique (C.C.C.E.);
- les organismes financiers internationaux;
- les compagnies d'assurance.

Le décret prévoit en outre l'enregistrement sur la liste des banques comme condition nécessaire à l'exercice de l'activité de crédit et impose la cession de toute opération, pour une période allant jusqu'à six mois, dans le cas où ces établissements auraient été rayés de ladite liste.

On a prévu enfin de nombreuses limitations pour ceux qui se trouvent à la tête d'un établissement bancaire ou d'entreprises qui exercent une activité bancaire et notamment: l'obligation de posséder la nationalité gabonaise, sauf pour les dérogations accordées en ce sens par le Conseil National du Crédit, et l'interdiction aux charges publiques par suite de sanctions civiles ou pénales (1).

## 2. DIMENSIONS, STRUCTURE ET CONCENTRATION

Pour être jugé efficace, le système bancaire doit être en mesure:

- 1) d'assurer — dans la structure technique et à l'échéance désirée par la clientèle — des volumes de crédit en accord avec la stabilité monétaire;
- 2) de contenir, autant que possible, le niveau des taux d'intérêt;
- 3) de minimiser le coût de l'intermédiation de crédit.

A cette fin, les établissements de crédit doivent se soumettre à une stricte discipline structurelle et fonctionnelle, apte à pro-

---

(1) Aux termes de l'art. 11 les banques instituées au Gabon — avant la publication de ce décret — bénéficient de droit des dérogations prévues en matière de nationalité. On a prévu cependant que le Conseil National du Crédit aura la faculté d'accorder des dérogations en cette matière.

mouvoir l'évolution du système bancaire de telle sorte que la structure et le fonctionnement de ce dernier atteignent, dans des conditions d'élasticité, un degré d'efficacité toujours plus élevé (1). Il semble donc possible, en se servant d'une juste politique de structure, qui favorise certaines concentrations (2) à l'intérieur du système, et d'une politique rationnelle de distribution des guichets,

---

(1) Un établissement de crédit sera d'autant plus efficace que le volume et l'éventail de ses opérations actives et passives sera vaste et l'écart entre ses taux actifs et passifs sera petit. Voir G. DELL'AMORE, *Economia dei saggi attivi bancari*, Giuffrè, Milan, 1971, page 164; MARCO ONADO, *Aspetti economici della legislazione bancaria italiana*, dans « Il Risparmio », mars 1971, page 437. Remarquons en outre que la tutelle de la solvabilité des établissements de crédit ne constitue plus l'objectif prioritaire des contrôles publics, même si ces derniers, entre autres finalités, doivent se proposer d'éviter que la concurrence bancaire ne gagne une intensité susceptible de mettre en danger aveuglément la solvabilité des établissements de crédit. Cet objectif s'avère d'autant plus nécessaire dans les Pays en voie de développement parce que l'on permet aussi aux titres financiers émis par ces établissements de remplir des fonctions monétaires et l'on facilite la mobilisation de l'épargne. Voir à ce sujet PAOLO MOTTURA, *Il controllo pubblico della concorrenza bancaria*, Giuffrè, Milan, 1970, page 646; T. BIANCHI, *Le aziende di deposito*, Utet, Turin, 1969, page 234 et suivantes; G. DELL'AMORE, *L'economia delle aziende di credito*, vol. II, *I sistemi bancari*, Giuffrè, Milan, 1969, page 888; R. RUOZI, *Le economie di scala*, op. cit., page 64 et JOHN HICKS, *Saggi critici di teoria monetaria*, pages 31-32.

(2) D'après le Gouverneur de la Banque d'Italie, on ne devrait pas abandonner, en vue de ce processus de concentration, le principe de maintenir le système de crédit fondé sur un grand nombre de centres de décision indépendants les uns des autres. Voir BANCA D'ITALIA, *Relazione del Governatore per l'anno 1964*, Rome, 31 mai 1965, pages 473-474. A ce propos il semble que l'adoption du critère *limited area branch-banking* facilite la réalisation d'une meilleure politique structurelle de la part des Autorités monétaires centrales. En effet, si ces dernières désiraient augmenter le degré de concentration, elles pourraient encourager l'ouverture de nouveaux guichets dans les centres urbains, là où ceux-ci tendent à augmenter le degré de concentration, et à restreindre l'articulation en dehors des zones métropolitaines où l'expansion de l'articulation tend à le réduire. Voir JACK M. GUTTENTAG et EDWARD S. HERMAN, *Banking Structure and Performance*, dans « The Bulletin », New York, n. 41-43, février 1967, pages 14-18.

de réaliser de larges économies d'échelle, voire une réduction des coûts d'intermédiation (1).

Les dimensions qu'atteignent les entreprises de crédit se reflètent de façon déterminante sur leurs caractéristiques fonctionnelles et sur la structure des coûts (2). De plus, les politiques de collecte et de placement se modifient en fonction de la croissance des dimensions.

En effet, la possibilité de mieux diversifier les sources de collecte a une influence favorable sur la variabilité de la masse

---

(1) Voir BANCA D'ITALIA, *Relazione del Governatore per l'anno 1968*, Rome, 31 mai 1969, page 355; LYLE E. GRAMLEY, *A Study of Scale Economies in Banking*, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City », 1962; PAUL M. HORVITZ, *Economies of Scale in Banking*, dans « Commission on Money and Credit », Private Financial Institutions, Prentice Hall, Inc., Englewood Cliffs, N.J., 1963; GEORGE BENSTON, *Branch Banking and Economies of Scale*, dans « Journal of Finance », mai 1965, pages 312-333 et plus diffusément R. RUOZI, *Le economie di scala nelle aziende di credito italiane*, dans « Il Risparmio », juillet 1968, page 66 et suivantes, ainsi que toute la bibliographie qui y est citée.

(2) Voir R. RUOZI, *Le economie di scala*, op. cit., page 64 et suivantes; LYLE E. GRAMLEY, *Growth and Earnings at Individual Commercial Banks*, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City », *Essays on Commercial Banking*, IV édition, décembre 1969, pages 9-18; R. D. COWTHORNE, *Selected Factors Affecting Bank Earnings*, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City », *Essays on Commercial Banking*, op. cit., pages 1-8; PHILLIPS ALMARIN, *Competition, Confusion and Commercial Banking*, dans HAROLD A. WOLF et R. CONRAD DOENGES, « *Readings in Money and Banking* », Appleton Century Crofts, New York, 1968, pages 6-7. Ce dernier auteur remarque que les données disponibles sur les économies d'échelle sont assez dénuées de signification. Ceci parce que l'efficacité opérationnelle est soumise à de nombreux facteurs qui lui sont étrangers. Ces facteurs concernent la différente composition des actifs et des passifs des établissements de crédit et les différentes politiques de services qu'adoptent ces derniers. Voir sur ce sujet RICHARD E. BOND, *Deposit Composition and Commercial Bank Earnings*, dans « Journal of Finance », mars 1971, page 50. Remarquons en outre qu'une banque peut se procurer chez d'autres plus grandes les services qu'elle n'est pas économiquement à même de produire. Cela constitue, par exemple, une importante raison d'être pour les établissements centraux de catégorie. Cependant, ces possibilités ne permettent pas d'annuler complètement les désavantages de la dimension.



monétaire car elle réduit considérablement l'amplitude des oscillations temporelles qui intéressent cette quantité économique. Cela permet aux établissements de crédit de réduire la quantité de réserves monétaires et d'élargir celle des investissements qu'ils effectuent sous différentes formes techniques (1). Leurs politiques d'investissement peuvent envisager une plus grande expansion de leurs placements, dans l'espace et dans le temps, en réduisant ainsi les risques de gestion et en améliorant, en dernier ressort, leurs conditions d'équilibre économiques et financières (2). Ce phénomène permet en outre aux banques d'améliorer à leur avantage le rapport de force contractuelle et de choisir plus librement leur clientèle. Très probablement, les établissements de crédit se serviront de cette plus grande liberté de choix pour étendre leurs rapports avec les entreprises dont les caractéristiques structurelles et fonctionnelles leur permettent d'améliorer, en ce qui concerne la sécurité, le flux de leurs rentrées et de leurs sorties monétaires. Un tel comportement devrait cependant donner lieu à la révocation des lignes de crédit précédemment accordées aux petites et moyennes entreprises, en créant, à leur détriment, un processus de rationnement du crédit (3).

---

(1) Voir S. M. GOLDFELD, *Commercial Bank Behaviour and Economic Activity. A Structural Study of Monetary Policy in the Post-War United States*, North Holland Publishing Company, Amsterdam, 1966, page 70.

(2) Voir MARCO ONADO, *La disciplina legislativa delle dimensioni bancarie*, dans « Il Risparmio », mai 1971, pages 762-763 et la bibliographie qui y est citée; MARIO MONTI, *Gli obiettivi delle banche - I tassi d'interesse e la politica monetaria*, Tamburini, Milan, 1970, page 12; LYLE E. GRAMLEY, *Deposit Instability at Individual Banks*, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City », *Essays on Commercial Banking*, op. cit., pages 50, 52, 53.

(3) Voir A. PIN, *Il razionamento del credito bancario*, op. cit., pages 484-485. D'après cet auteur, la marge des emprunteurs non satisfaits vient de l'existence d'un écart continu entre la demande de crédit qui arrive aux banques et la portion de cette demande qui peut être comblée aux taux d'intérêt courants.

Remarquons par ailleurs que l'augmentation du degré de concentration peut donner des résultats négatifs en ce qui concerne la distribution des services financiers entre les différentes régions d'un Pays, entre les différents secteurs de la production et, à l'intérieur de chaque secteur, entre les différentes catégories d'entreprises. Cela se produit surtout lorsque les grandes banques suivent exclusivement leur propre intérêt et préfèrent concentrer leur activité dans les zones les plus avancées et opérer avec les entreprises qui peuvent leur assurer le maximum de rendement immédiat. Dans de telles conditions, les banques locales sont les seules en mesure d'assurer à la clientèle locale une juste disponibilité de moyens financiers et de satisfaire les requêtes des entreprises qui subissent, de la part des grandes banques, le processus de rationnement (1).

L'importance d'une articulation territoriale des établissements de crédit, apte à fournir à toutes les entreprises l'accès matériel aux services financiers requis, apparaît donc dans toute son évidence. Il est donc opportun d'encourager la constitution de banques de différentes catégories et l'ouverture de guichets dans les zones

---

(1) Voir TANCREDI BIANCHI, *Le banche di deposito*, op. cit., page 310; ROBERTO RUOZI, *Le economie di scala*, op. cit., page 67. Ce dernier auteur fait, dans cet ouvrage, une mise au point très importante sur les rapports qui s'établissent entre dimensions bancaires et force contractuelle. D'après lui, en effet, la force contractuelle des établissements en objet est non seulement fonction de ses propres dimensions et de celles des entreprises clientes, mais aussi de la structure du marché où la banque et ses clients sont appelés à opérer. Cela nous rappelle que les généralisations dans ce domaine sont fort dangereuses. Phillips a fait des remarques similaires. Il considère cependant que la force contractuelle d'une entreprise qui demande du crédit est — à conditions égales — plus grande si cette dernière est «...willing and able to "shop" among banks and the other financial institutions for the best terms». Ou, en d'autres mots, que «the monopoly power of sellers is inversely related to the ability of customers to "shop"». Voir A. PHILLIPS, *Competition, Confusion and Commercial Banking*, op. cit., page 8.

économiquement les moins développées, dans les zones rurales et dans les centres urbains qui, bien que disposant déjà de guichets bancaires, peuvent absorber l'activité de nouveaux établissements de crédit (1).

De plus, il ne faut pas oublier que même les services offerts par les différentes banques ne sont pas parfaitement homogènes entre eux. L'activité bancaire donne généralement lieu à la production conjointe d'un éventail de services assez diversifié. Chaque banque se forge, aux yeux du public, une image d'efficacité économique, de capacité technique et de compétence financière qui lui est propre et qui la différencie des autres. Voilà donc, du moment que les crédits offerts par les différentes banques ne sont pas parfaitement interchangeables aux yeux des opérateurs, que se forme un processus de diversification qualitatif qui entraîne un effet de segmentation des marchés de chacun des produits bancaires (2). Cela crée de multiples sous-marchés qui, tout en étant reliés entre eux par de nombreux rapports d'interdépendance à l'intérieur du marché du crédit auquel ils appartiennent, représentent la structure de marché dont il faut tenir compte pour examiner, avec la rigueur voulue, les rapports concurrentiels entre les différents établissements et les relations qui s'établissent entre

---

(1) Voir en détail GEORGE BENSTON, *Do Large Banks Neglect Small Business?*, dans « Journal of Finance », septembre 1966; DONALD JACOBS, *The Interaction Effects of Restrictions on Branching and Other Bank Regulations*, dans « Journal of Finance », mai 1965, pages 344-345 et T. A. B. CORLEY, *The Small Firm and the Banker: Aspects of the Bolton Report*, dans « The Bankers' Magazine », janvier 1972, pages 5-8.

(2) Voir PAOLO MOTTURA, Présentation au volume *Concorrenza e controlli nell'attività bancaria*, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, Milan, 1970, page 32; MARCO ONADO, *La disciplina legislativa delle dimensioni bancarie*, op. cit., page 767; DEAN CARSON, PAUL M. HORVITZ, *Concentration Ratios and Competition*, dans A. V., « *Studies in Banking Competition and the Banking Structure* », article réimprimé d'après la « National Banking Review », Comptroller of the Currency, Washington, 1966, page 19 et suivantes.



ces derniers et les entreprises demandeuses de crédit (1). L'étude de la concentration de l'activité de crédit devra donc porter sur chacun des segments qui composent le marché du crédit, en tenant compte toutefois des interconnexions complexes entre ces segments.

Il ressort clairement de ce que nous venons d'exposer que les variations de l'articulation territoriale et des dimensions ont un

---

(1) Il faut remarquer que les entreprises de petites et moyennes dimensions disposent d'un nombre d'alternatives fort limité, car non seulement elles sont conditionnées par une faible mobilité opérationnelle, mais d'autres facteurs aussi les entravent tels que, par exemple, le coût des transports, la difficulté d'établir des relations fiduciaires avec des établissements situés sur d'autres places, la tendance des banques à diversifier la production et à se spécialiser selon le type de clientèle, etc. La demande de crédit des petites entreprises prendra, en raison du peu d'alternatives à leur disposition, des éléments de rigidité plutôt accentués. Ceci permettra, sur un court délai du moins, aux opérateurs de l'offre en général et aux établissements bancaires en particulier, de jouir dans l'exercice de leur activité de crédit d'importants éléments de monopole qui, dans certaines situations, pourraient prendre les caractéristiques d'un oligopole différencié. De plus cela leur permettra à la limite de contrôler le processus de formation des taux actifs et passifs, surtout lorsque la contrepartie est formée par de petites entreprises qui sont dans l'impossibilité de trouver dans leur entourage des alternatives de financement ou de dépôt valables. Cette structure de marché peut aussi expliquer — ne serait-ce qu'en partie — la grande variabilité qui caractérise l'intensité de la concurrence bancaire dès que la demande — pour des raisons conjoncturelles ou d'évolution structurelle du marché — tend à se contracter. Voir sur ce sujet: A.D. ALHADEFF, *Monopolistic Competition and Banking Markets*; E. ROBERT KUKUNE, *Monopolistic Competition Theory: Studies in Import. Essays in honor of Edward Chamberlain*, John Wiley & Sons, New York, 1967, pages 357-379; PAOLO MOTTURA, Présentation au volume *Concorrenza e controlli nell'attività bancaria*, op. cit., page 31; R. RUOZI, *I finanziamenti bancari alle aziende agricole*, Giuffrè, Milan, 1964, page 200 et suivantes; R. RUOZI, *Concentrazione bancaria e credito all'agricoltura*, Giuffrè, Milan, 1971, page 13 et suivantes; J.M. GUTTENTAG et EDWARD S. HERMAN, *Banking Structure and Performance*, dans « The Bulletin », New York, février 1967, n. 41-43, pages 10-17. Il ressort de ce que nous venons d'exposer que les rapports de concentration calculés sur la base des communautés locales seront plus ou moins dignes de foi que ceux qui sont basés sur des étendues territoriales plus vastes, suivant le type de clients considéré. Ainsi, par exemple, les coefficients de concentration sur une base nationale ou internationale sont plus significatifs pour les entreprises à caractère national ou multinational.



rôle important dans le processus de formation des coûts et des revenus d'exercice et rendent la réalisation d'une nouvelle politique des taux avantageuse pour les établissements de crédit (1). Il est même bien connu que, pour un même établissement, les taux actifs sont considérablement différenciés suivant la force contractuelle des requérants, la forme technique des opérations effectuées avec ces opérateurs, la multiplicité des lignes de crédit qui leur sont accordées, et celles qu'il est prévu de leur accorder à l'avenir (2).

D'autre part, les banques peuvent, dans la mesure où leur force d'attraction n'est pas indépendante du taux de rémunération versé, payer des taux d'intérêt différents pour des dépôts qui ont les mêmes caractéristiques économiques et techniques. Naturellement, plus la liquidité du marché et du système bancaire sera

---

(1) Phillips soutient que l'activité bancaire peut être considérée comme « une industrie où la concurrence doit être limitée par les Autorités publiques pour maintenir la liquidité au mécanisme des paiements et pour donner de la sécurité aux déposants ». Voir ALMARIN PHILLIPS, *Competition, Confusion and Commercial Banking*, dans « Journal of Finance », mai 1964, page 32.

(2) La dynamique des taux actifs variera considérablement suivant le type d'établissement de crédit considéré et les caractéristiques structurelles des systèmes bancaires, parce que le degré de réponse des divers établissements à certaines décisions de politique monétaire variera dans les différentes situations examinables. Notamment, les banques de dépôt ont, à conditions égales, une structure de taux d'intérêt plus diversifiée que celle des établissements de crédit spéciaux, parce que les entreprises avec lesquelles elles travaillent n'ont pas toutes la même force contractuelle, ce qui permet une vaste discrimination sur le plan territorial, et parce que la politique de gestion des banques de dépôt ressent plus promptement les variations que provoque la politique des Autorités monétaires dans les conditions de liquidité intérieure. Voir à ce sujet: GIORDANO DELL'AMORE, *L'economia dei saggi attivi bancari*, op. cit., page 236 et suivantes; A. GAMBINO, *Economia creditizia*, op. cit., page 324 et JOE S. BAIN, *Pricing, Distribution and Employment*, Holt, Rinehart & Winston Ltd. Inc., New York, 1953, pages 273-315.

faible, plus la variété de ces taux sera poussée (1). Le coût de l'intermédiation du crédit fluctuera avec une intensité différente selon les banques tout en présentant une tendance commune au cours des vicissitudes conjoncturelles et monétaires. Dans les Pays où il n'existe pas de marché monétaire efficace et en général dans les Pays en voie de développement, par exemple, les taux actifs et ceux qui se rapportent aux relations interbancaires, tendent à gonfler périodiquement à cause de la lenteur des processus de réajustement entre demande et offre de fonds. Ces Pays sont toutefois caractérisés par de forts déséquilibres de nature territoriale — entre le niveau des taux actifs et le niveau moyen des taux passifs — à cause de la segmentation accentuée qui caractérise leur marché du crédit (2).

D'ailleurs, même l'action des Autorités monétaires centrales pour contenir le volume de la monnaie et de la quasi-monnaie dans les limites que la situation demande devient un facteur permanent de diversification des taux bancaires. Je dirai même que, puisque les instruments à la disposition des Autorités ont augmenté, et, étant donné qu'il leur est possible d'avoir recours à une politique de taux officiels et de variation des plafonds de refinancement et des caractéristiques qualitatives du papier et des titres admis au

---

(1) Rappelons que, dans des conditions de liberté d'option, les établissements de crédit orienteront leur politique, plutôt que sur les taux demandés par la Banque centrale pour les opérations de refinancement, sur les taux actifs qu'ils arrivent à obtenir des entreprises clientes. Les taux passifs qu'ils versent peuvent donc s'avérer plus élevés que les taux de rendement des titres à moyenne et longue échéance. Voir G. DELL'AMORE, *L'economia dei saggi attivi bancari*, op. cit., page 236 et suivantes et A. GAMBINO, *Economia creditizia*, op. cit., page 324.

(2) De plus, ces déséquilibres peuvent, à cause du manque d'établissements spéciaux de crédit, donner lieu à un processus de rationnement du crédit au détriment de certaines catégories d'opérateurs. Voir ROBERTO RUOZI, *Concentrazione bancaria e credito all'agricoltura*, op. cit., page 15.

refinancement, même les répercussions sur les taux bancaires actifs sont devenues plus complexes, au point qu'on ne parvient plus à les évaluer si l'on n'est pas parfaitement au courant des modalités qui régissent leur manipulation (1). Cependant, bien que l'activité des établissements de crédit soit étroitement liée à la politique des instituts d'émission, il faut souligner que ces établissements disposent d'un système de taux actifs autonome fortement dépendant de leurs caractéristiques structurelles et fonctionnelles (2). Cette autonomie apparaît renforcée par le fait que les taux actifs se rapportent toujours à certaines formes techniques et à des clients différents qui peuvent comporter pour la banque des risques fort différents au point de justifier des écarts même considérables dans les taux (3). Etant donné les rapports complexes qui existent entre structure et fonctionnement des établissements de crédit, il semble qu'une bonne politique de structure (4) et une

---

(1) Pour parvenir à juger sciemment les effets de ses manoeuvres, la Banque centrale doit évaluer le comportement du système bancaire et voir surtout si ce dernier tend à maximiser — dans les limites imposées par le marché et per les Autorités monétaires — le profit ou les dimensions. Voir en détail MARIO MONTI, *Gli obiettivi delle banche*, *op. cit.*, page 37.

(2) On juge que ces considérations sont également valables pour les Pays en voie de développement qui sont caractérisés par une prépondérance de banques et d'entreprises usagères étrangères. Dans de telles situations il est très probable en effet que les défauts structurels et fonctionnels du système bancaire et du système économique interdisent aux Autorités monétaires d'intervenir avec décision sur les mouvements de capitaux et sur les rapports entre trésorerie en monnaie nationale et en devises de ces banques. Par contre, là où il y a une prépondérance de banques nationales, les défauts structurels et fonctionnels qui les caractérisent permettent aux Autorités monétaires d'agir directement — par une politique de refinancements bien articulée — sur les taux actifs des établissements bancaires: ces taux tendent alors à fluctuer plus harmonieusement par rapport aux taux officiels. Voir GIORDANO DELL'AMORE, *Economia dei saggi attivi bancari*, *op. cit.*, pages 206-207.

(3) Voir A. GAMBINO, *Economia creditizia*, *op. cit.*, pages 338-339.

(4) Rappelons qu'aucune politique de structure n'est réalisable dans le court terme.

discipline des dimensions ne suffisent pas, dans le court terme, à assurer le déroulement de l'activité bancaire dans des conditions qui garantissent un maximum d'efficacité sur le plan de l'entreprise et sur le plan social. Dans un tel contexte, un accord de cartel apte à maintenir un certain équilibre dans le système des taux d'intérêt, pourrait être indiqué (1). Ces accords de cartel concernent surtout les opérations à court terme et définissent les limites minima pour les taux actifs et maxima pour les taux passifs, en laissant aux entreprises bancaires la faculté d'appliquer des taux actifs supérieurs ou des taux passifs inférieurs à ceux qui avaient été établis, sans aucune limitation. Tout ceci nous amène à réfuter l'affirmation selon laquelle les cartels bancaires élimineraient l'élasticité voulue dans les options concernant les taux actifs parce qu'ils laissent subsister de larges écarts entre les prix pratiqués aux différentes entreprises bénéficiant le crédit d'une même zone et, à plus forte raison, de zones différentes (2). D'autre part, par

---

(1) Par contre, il ne semble pas recommandable que les pouvoirs publics établissent des prix politiques dans le sens strict du mot, car ces derniers non seulement provoquent la suppression de la libre concurrence, mais ils peuvent aussi donner lieu à une pénurie de crédit bancaire accentuée et dangereuse dans les zones les moins avancées d'un Pays. Signalons toutefois qu'il sera possible — par une restructuration appropriée du système bancaire — d'assurer à ces zones un juste flux de financement. Voir G. DELL'AMORE, *Economia dei saggi attivi bancari*, op. cit., page 267; CHARLES M. LINKE, *The Evolution of Interest Rate Regulation on Commercial Bank Deposits in the United States*, dans « The National Banking Review », juin 1966, pages 458-459.

(2) Afin d'éviter que ces accords ne soient partiellement détournés, il faudra que les Autorités monétaires:

- 1) soient promptes à changer les conditions de l'accord lorsque la conjoncture de marché en conseille une révision rapide;
- 2) exercent sagement leurs fonctions de surveillance et de contrôle de l'activité de crédit.

Voir: GIORDANO DELL'AMORE, *Economia dei saggi attivi bancari*, op. cit., page 270 et suivantes.



la discipline des taux passifs, les Autorités monétaires veulent éviter que la dynamique des taux passifs versés par les banques aux déposants puisse se répercuter sur l'activité des établissements de crédit spécialisés et provoquer chez le public une propension excessive à la détention d'actifs liquides au détriment d'autres actifs financiers (1) qui empêcherait un juste équilibre entre le flux de l'épargne et les canaux financiers de l'économie. Il faut en outre considérer que, si les plafonds sur les taux passifs étaient rigoureusement respectés, les banques de dépôt ne pourraient agir de façon autonome, à court terme, sur leur dimension que marginalement; autrement dit en variant:

- l'endettement envers la Banque centrale;
- l'endettement envers l'étranger;
- le solde des comptes interbancaires;
- la répartition des fonds disponibles entre les activités douées d'une différente capacité d'engendrer des dépôts (2).

---

(1) La concurrence sur les dépôts et sur les taux passifs tend à s'étendre — dans les phases restrictives — des banques de dépôt à tous les établissements qui forment le système bancaire et provoque de lourdes pertes de liquidité chez les entreprises les moins aguerries et les établissements de crédit spéciaux. Ces derniers, pour pouvoir faire face à leurs engagements, se voient contraints à s'adresser à la Banque centrale qui, à son tour, sera pratiquement forcée à leur accorder les refinancements demandés. Tous cela provoquera une augmentation de la liquidité du public, une hausse du coût des capitaux et un effet restrictif sur le niveau des investissements. Voir PAOLO MOTTURA, *Il controllo pubblico della concorrenza bancaria*, op. cit., page 25 et suivantes; LUCIO IZZO, *Saggi di analisi e teoria monetaria*, op. cit., pages 57-58; DONALD R. HODGMAN, *Commercial Bank Loan and Investment Policy*, Champaign, Illinois, 1963, pages 116-135, 158-160 et DAVID C. MOTTER, *Bank Mergers and Public Policy*, dans « The National Banking Review », septembre 1963, page 96, note 23.

(2) Voir MARIO MONTI, *Gli obiettivi delle banche*, op. cit., pages 6-7. Cet auteur remarque que là où l'on fait rigoureusement respecter les plafonds sur les taux passifs, ces taux représentent une variable instrumentale de politique monétaire, tandis qu'en cas contraire, ces derniers constituent l'une des plus

Il semble donc opportun, pour maintenir un certain équilibre dans le système des taux d'intérêt, de conférer aux Autorités monétaires centrales le contrôle direct des caractéristiques structurelles et fonctionnelles du système bancaire (1). Ce dernier aura la charge d'utiliser ces instruments pour créer une structure qui tienne compte des aspects positifs et négatifs d'un haut degré de concentration et qui assure aux activités bancaires:

- 1) une haute efficacité dans le sens de la réduction des coûts de l'intermédiation du crédit;
- 2) une meilleure destination des ressources en vue de la promotion de l'épargne, des investissements et du revenu national;
- 3) la capacité d'empêcher de larges transferts de fonds entre les différents opérateurs financiers.

---

importantes variables endogènes au système bancaire que les Autorités monétaires ne peuvent aspirer à contrôler qu'indirectement et seulement après avoir compris de quelle manière les banques procèdent à l'établissement des taux d'intérêt à verser sur les dépôts de leur clientèle. Voir également à ce sujet: JAMES TOBIN, *Deposit Interest Ceiling as a Monetary Control*, dans « Journal of Money, Credit and Banking », février 1970, pages 4-14; LYLE E. GRAMLEY, *Growth and Earnings*, op. cit., page 11; *The Operation of Monetary Policy since Radcliffe*, dans D. C. CROOME et H. G. JOHNSON, « Money in Britain, 1959-1969 », O.U.P., 1970, page 212; BRIAN GRIFFITHS, *Competition in Banking*, I.E.A., 1970, pages 14, 44-46, 56-57; MILTON FRIEDMAN, *Controls on Interest Rates Paid by Banks*, dans « Journal of Money, Credit and Banking », février 1970, pages 15-32.

(1) Voir pour plus de détails: G. DELL'AMORE, *Un ventennio di evoluzione delle Casse di Risparmio italiane*, Giuffrè, Milan, 1966, page 5 et suivantes, et *Il contributo del sistema bancario alla politica del risparmio*, Giuffrè, Milan, 1967, page 6 et suivantes. Rappelons qu'on ne peut attribuer à l'observation des limites de rémunération sur les opérations de collecte et d'investissement aucun caractère d'obligation et que les Autorités monétaires préfèrent en assurer le respect par un système d'encouragements. Il arrive souvent toutefois que les stimulants proposés paraissent servir davantage à améliorer la situation du compte économique des banques qu'à assurer le respect effectif des limites proposées. Voir MARIO MONTI, *Gli obiettivi bancari*, op. cit., page 46.

### 3. LES INSTRUMENTS POUR LE CONTRÔLE STRUCTUREL ET FONCTIONNEL DU SYSTÈME BANCAIRE GABONAIS

Les Autorités monétaires de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun disposent de nombreux instruments pour agir sur la structure du système bancaire gabonais. Les dispositions des articles 6, 8, et 10 de la loi bancaire de ce Pays permettent, en effet, d'exercer un contrôle valable sur les dimensions, sur l'articulation territoriale, sur la concentration, en un mot, sur la structure toute entière du crédit gabonais.

Le Conseil National du Crédit a en effet la faculté de procéder à l'inscription des établissements à la liste des banques lorsqu'il juge que les besoins du système économique en justifient la demande. Mais à ce contrôle pourrait échapper l'expansion des dimensions ou de l'articulation territoriale d'un établissement si ce processus était réalisé par des opérations de fusion ou par des prises de participations comme dans le cas d'une *chain banking* (1). Les Autorités monétaires peuvent toutefois se servir des dispositions de l'article 8, qui établit que les établissements de crédit doivent se soumettre à certaines décisions de caractère individuel, telles que, par exemple, la radiation de la liste des banques ou la fermeture de guichets. Ces dispositions obligent les établissements bancaires à rechercher le consentement préalable des Autorités monétaires centrales avant d'effectuer de telles opérations.

---

(1) Comme on le sait, par le terme *chain banking* on entend se référer à un processus de fusion effective. Dans bien des cas, en effet, une grande banque préfère établir des rapports étroits avec une petite banque plutôt qu'effectuer une véritable fusion. Ce processus se fait généralement moyennant l'achat d'actions qui permet à la grande banque de s'assurer un contrôle effectif sur la petite et d'exercer des activités qui ne rentrent pas dans ses attributions institutionnelles. Voir GIORDANO DELL'AMORE, *L'economia delle aziende di credito*, vol. II, *I sistemi bancari*, op. cit., page 342.

Les possibilités de contrôle sur la structure du système bancaire sont ultérieurement renforcées par l'article 10. Aux termes de cet article, en effet, la Commission de Contrôle des Banques examine, pour le compte du Conseil National du Crédit, les demandes de qualification (1) des entreprises qui désirent exercer une activité bancaire, et peut proposer, si elle le juge nécessaire, la classification de l'entreprise requérante dans une catégorie autre que celle demandée. De plus, cette Commission peut proposer au Conseil National du Crédit de modifier la classification d'une banque lorsqu'elle juge que son activité ne correspond plus aux conditions qui l'avaient motivée à l'origine.

Il est bon d'examiner à ce point quelques-unes des décisions du Conseil National du Crédit qui influent sur le comportement du système bancaire et, plus exactement, celle qui institue pour les banques commerciales un rapport entre le capital propre et le volume de leurs engagements, un plancher en titres et un coefficient minimum de liquidité.

La première de ces mesures doit être examinée avec les dispositions de l'article 4 de la législation bancaire (2). Ces dispositions permettaient aux Autorités monétaires de disposer d'un instrument utile pour agir sur la concentration du système bancaire. En effet, si celles-ci avaient voulu élargir les dimensions et le degré de concentration du système, elles auraient pu adopter des

---

(1) Comme chacun sait, suivant la législation en question, les banques peuvent être classées comme: banques de dépôt, banques de crédit à moyen et à long terme, banques d'affaires.

(2) Aux termes de l'art. 4, on a attribué aux Autorités monétaires la faculté de fixer — pour les divers établissements — le montant minimum du patrimoine net. Les Autorités monétaires peuvent jouir des facultés qui leur ont été accordées pour fixer les minimums discriminants, de manière à tenir compte des caractéristiques fonctionnelles et des risques inhérents à l'exercice du crédit des différents types d'établissements.



mesures discriminatoires au détriment des petites entreprises, ou bien, si elles l'avaient jugé nécessaire, elles auraient pu décourager la présence d'établissements bancaires étrangers.

Signalons en outre que, en manipulant un tel instrument, les Autorités monétaires auraient pu conditionner le comportement de chaque établissement de crédit. En effet, en élevant la mesure de capital propre nécessaire pour pouvoir octroyer un certain montant de prêts, elles auraient pu décourager les banques de dépôt à accorder des crédits à long terme ou, pour le moins, elles auraient pu rendre cette activité moins risquée et moins dangereuse pour le développement économique. L'utilisation de cet instrument a cependant des limites bien précises, car, pour ne pas dénaturer les fonctions des banques de dépôt, on doit tenir compte du fait que chez ces dernières la masse fiduciaire est normalement plus élevée que le capital propre.

Il est bon, à ce point, d'examiner la décision d'instituer un rapport entre patrimoine et volume des engagements des banques de dépôt (1) en raison de 7% pour les financements réescomptables (2) et de 10% pour les engagements non réescomptables (3).

---

(1) Voir BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE EQUATORIALE ET DU CAMEROUN, *Bulletin mensuel*, janvier 1971, page 37. Voir également les décisions du 1er décembre 1970 des Conseils Nationaux du Crédit.

(2) Il est peut-être bon de préciser que les plafonds de réescompte assignés à chaque banque par les Autorités monétaires centrales ne représentent pas une duplication de cet instrument. En effet, tandis que le plafond sert à délimiter le recours des banques à des opérations de refinancement, ce coefficient établit la limite au delà de laquelle — en présence d'un capital propre — les établissements de crédit ne peuvent plus accorder d'autres financements aux opérateurs privés du système économique. Les plafonds de réescompte assignés à chaque banque ne pourront naturellement dépasser 14,28 fois les fonds propres des entreprises examinées.

(3) Il est bon de rappeler que le coefficient en question se prête fort bien à donner une mesure adéquate du système des risques des banques de dépôt, en ce sens qu'il tient compte des engagements « hors bilan ». Ces der-

Il s'agit donc d'un coefficient de solvabilité (1), capable d'exercer une influence de nature quantitative et sélective sur le volume des financements accordés par ces établissements. En effet, cette forme particulière de réserve obligatoire (2) peut contraindre les opérateurs bancaires à ne pas utiliser, dans le financement des processus de production, une partie des moyens collectés (3). De plus, les différents taux de réserve requis pour les différents types de crédit peuvent altérer les taux de rendement effectifs des différents

---

niers, comme chacun sait, doivent être « rappelés » à part, sinon — suivant les règles de comptabilité que l'on adopte après l'enregistrement des effets spéciaux de démobilisation, présentés à l'Institut d'émission pour obtenir le refinancement — il n'en resterait plus trace dans les bilans des établissements bancaires.

(1) Les Autorités monétaires doivent cependant éviter de mettre — par la manœuvre de cet instrument — des entraves excessives à la gestion des banques. Elles obtiendraient dans ce cas des effets opposés à ceux qu'elles désirent car elles empireraient les conditions de rentabilité de ces établissements. Cela réduirait grandement la valeur de la garantie la plus efficace sur laquelle les créiteurs peuvent compter. Voir GIORDANO DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito*, vol. II, *I sistemi bancari*, op. cit., page 460.

(2) Il est peut-être bon de signaler que cet instrument se prête fort bien à contenir le niveau de la demande globale dans des systèmes économiques caractérisés — comme celui dont nous nous occupons — par une forte dépendance du reste du monde et par la capacité des établissements de crédit de s'endetter envers leurs correspondants.

(3) Remarquons qu'un rapport modeste entre patrimoine net et engagements facilite aux petits établissements la possibilité de gestion. Ceux-ci se trouvent par contre en difficulté lorsqu'un rapport élevé les oblige à des augmentations qu'ils ne sont pas toujours en mesure d'effectuer, surtout lorsqu'il s'agit d'établissements de nature publique. Voir GIORDANO DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito*, vol. II, *I sistemi bancari*, op. cit., page 469. Il ressort clairement de ce que nous venons d'exposer que les Autorités monétaires peuvent se servir de cet instrument pour agir sur le degré de concentration du système et sur les dimensions de chaque établissement. Naturellement, plus les contrôles sur le respect de ces plafonds seront fréquents et plus cet instrument sera efficace pour contrôler le niveau de la demande globale. La nécessité de cette fréquence est encore plus accentuée par l'extrême variabilité qui caractérise, dans le courant de l'année, le volume de la masse monétaire.

genres de prêts et, de là, influencer sur la politique et sur l'octroi de crédit des banques de dépôt (1). Un autre instrument dont disposent les Autorités monétaires gabonaises est représenté par la possibilité qui leur est offerte d'imposer aux banques de dépôt un investissement en bons d'équipement, généralement sur la base d'un certain pourcentage du volume des dépôts (2). Au Gabon ce pourcentage a été établi dans la mesure de 10%. Cette forme de réserve obligatoire devrait servir à augmenter l'efficacité des plafonds de réescompte en empêchant les banques de liquider les bons d'équipement et en leur retirant une partie de leur monnaie fiduciaire (3). Cependant, si l'on tient compte des caractéristiques fonctionnelles du système gabonais et, notamment, de la dépendance des centres de décision étrangers, il semble possible de soutenir que le recours à cet instrument découle davantage du désir d'orienter une part considérable de l'accroissement du crédit bancaire vers le secteur public, plutôt que de la volonté de régler la liquidité suivant les exigences cycliques (4).

---

(1) Voir ARNOLD DILL, *Selective Credit Controls — The Experience and Recent Interest*, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Atlanta », mai 1971, page 8. Cet auteur met en relief qu'il s'agit de solutions temporaires parce qu'une bonne allocation du crédit ne peut sortir que du fonctionnement harmonieux des marchés financiers.

(2) Afin d'éviter de brusques contractions dans les réserves de liquidité des banques de dépôt, il faudrait que le classement des titres de fraîche émission chez les établissements susmentionnés fût accompagné de l'ouverture de comptes courants de la part du Trésor pour éviter des répercussions négatives sur la gestion des banques et sur la liquidité de l'économie. Voir DONALD R. HODGMAN, *Commercial Bank Loan and Investment Policy*, Bureau of Economic and Business Research, University of Illinois, Champaign, Illinois, 1963, page 132.

(3) Dans ce cas également, le plancher sera d'autant plus efficace que son établissement aura été fréquent. Voir DAVID A. ALHADEFF, *Concorrenza e controlli nell'attività bancaria*, op. cit., pages 263-264.

(4) Voir également sur ce sujet PAOLO BAFFI, *Monetary Stability and Economic Development in Italy, 1946-1960*, dans « Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review », mars 1961, page 8.

Dans la mesure où cette interprétation correspond à la réalité du comportement des Autorités monétaires, il faut signaler que la législation bancaire met à leur disposition un instrument de plus pour atteindre cet objectif (1). En effet, aux termes de l'article 8, les banques sont tenues à appuyer toutes les opérations d'émission et de conversion de la dette publique aux conditions qui seront fixées d'un commun accord entre le Ministre des Finances et le Ministre de l'Economie Nationale. C'est là certainement un instrument efficace à la disposition des Autorités monétaires pour agir sur l'activité de transformation des dettes à court terme en crédits à moyen et long terme (2).

De même, l'introduction d'un coefficient minimum de liquidité permet aux Autorités monétaires d'influencer le comportement des banques commerciales pour éviter qu'elles ne se trouvent fréquemment dans des situations de manque de liquidité (3). A l'origine ce rapport atteignait 70 %, mais depuis le 31 décembre 1968 il a été porté à 75 %. Il a été accordé aux banques de se conformer au nouveau coefficient dans la mesure d'un point par trimestre. Elles sont donc obligées à garder, en argent comptant ou en actifs

---

(1) Il est très probable que les établissements de crédit trouvent avantageux — dans le cas où ils seraient poussés à surcharger leur portefeuille-titres — d'augmenter les taux passifs dans une plus grande mesure que les taux actifs si les dimensions constituaient leur objectif. Voir MARIO MONTI, *Gli obiettivi delle banche*, op. cit., page 16 et pages 33-34 et W. T. NEWLYN, *Money in an African Context*, op. cit., page 121.

(2) Il semble intéressant de signaler que les pouvoirs que cet instrument confère à la Banque centrale constituent la force de frappe dont elle peut se servir pour agir sur la structure des taux d'intérêt actifs et passifs des établissements de crédit pour que ces derniers se conforment aux objectifs de la politique monétaire, du moment qu'elle peut contrôler l'afflux qui parvient aux banques de ressources utilisables comme réserve. On peut consulter à ce sujet l'intéressant ouvrage de LUCIO IZZO, *Saggi di analisi e di teoria monetaria*, op. cit., page 58.

(3) Ce coefficient a été introduit sur la décision du Conseil National du Crédit n. 1-68 du 30 octobre 1968.



liquides (Bons du Trésor, papier commercable bancable, etc.) au moins 75% de leurs passifs à vue ou à brève échéance. Et, du moment que le papier financier ne peut être inclu parmi les actifs liquides que lorsqu'il est réescomptable à la Banque centrale, il est évident que cette disposition prend, ne serait-ce qu'accidentellement, le caractère d'un instrument de contrôle monétaire de nature sélective (1).

Le Conseil National du Crédit n'a pas jugé nécessaire d'introduire un « coefficient de diversification des investissements » qui établit un rapport entre le patrimoine d'une banque et le montant global des investissements effectués en faveur d'un opérateur donné. Ce coefficient a le but de rendre moins aléatoire la gestion bancaire et de permettre aux Autorités monétaires d'agir sur la distribution du crédit bancaire dans le cas où, le rapport entre capital propre et crédit accordé étant supérieur au coefficient de diversification, leur autorisation devrait être demandée. Cependant, vu le bas nombre d'entreprises emprunteuses, le Conseil National du Crédit a préféré soumettre les interventions de refinancement des Autorités monétaires au respect des plafonds d'endettement de ces entreprises plutôt qu'opérer un partage réglementaire des risques.

Enfin, le Conseil National du Crédit, par la décision du 1er décembre 1969 (2), a mis à la disposition des Autorités monétaires un instrument de plus: le contrôle des ventes à tempérament. Cette décision établissait en effet que:

- 1) la vente à crédit des biens d'équipement devait être soumise au paiement, au moment de la livraison, d'une somme équivalant à 25% de la valeur globale;

---

(1) Voir DAVID A. ALHADEFF, *Concorrenza e controlli nell'attività bancaria*, op. cit., page 263.

(2) Cette décision est entrée en vigueur le 1er janvier 1970.

2) la durée du crédit ne pouvait aller au delà de:

- 18 mois pour le matériel forestier et pour les travaux publics, les tracteurs et les camions de plus de 12 tonnes de poids total;
- 12 mois pour le matériel de transport de personnes ou de marchandises, de poids inférieur à 12 tonnes et pour les machines-outils.

Il est évident que, par cette disposition, le Conseil National du Crédit entendait exercer — à travers la Banque centrale — un contrôle sélectif sur les crédits que les banques de dépôt accordaient aux entreprises. Ces crédits, outre l'autofinancement, le capital propre et les financements à moyenne et à longue échéance, servent à satisfaire en partie les besoins de financement à long terme de ces entreprises. Une telle disposition trouve donc sa raison d'être dans la constatation que l'épargne intérieure et extérieure aux entreprises ne suffit pas à financer le processus d'accumulation du capital et dans le désir de limiter l'intervention des banques de dépôt dans le domaine du crédit à moyen et à long terme. Cependant, étant donné que les grandes entreprises possèdent une force contractuelle supérieure à celle des petites et des moyennes entreprises, elles peuvent, plus facilement que ces dernières, augmenter leur endettement envers les banques de dépôt et éviter de cette manière les effets des dispositions sur le contrôle des ventes à tempérament (1). Signalons toutefois que cette possibilité dépend, en dernier ressort, du degré d'autonomie dont jouissent ces banques par rapport à l'Institut d'émission, car c'est de lui que dépend le volume des financements que les opérateurs bancaires peuvent

---

(1) Il faut remarquer que, si les entreprises étrangères exportatrices de biens d'équipement instituaient au Gabon des entreprises de leasing, l'efficacité de cette disposition serait pratiquement nulle. Dans cette hypothèse, on se trouverait devant des importations financées par du crédit étranger.

accorder au delà des plafonds fixés par les Autorités monétaires centrales pour chaque entreprise (1).

On peut donc affirmer que cet instrument peut favoriser un processus de concentration industrielle au détriment des petites et des moyennes entreprises et qu'il se prête à contenir les pressions des grandes entreprises — à travers les financements bancaires — sur le niveau de la demande globale, sur les prix et sur les disponibilités en devises du Pays selon la fréquence et l'intensité du recours aux processus de refinancement de la part des banques commerciales (2).

Il semble donc que l'adoption de critères de sélection du crédit à court et à moyen terme ne soit pas opportune, d'abord parce que son efficacité est assez douteuse et ensuite parce qu'elle risque de créer des conflits à l'intérieur du système des interventions publiques (3).

#### 4. LES CARTELS BANCAIRES

Au cours du paragraphe précédent, nous avons examiné les motifs qui peuvent amener les Autorités monétaires à l'institution

---

(1) Même les petites et moyennes entreprises peuvent éviter ces dispositions dans la mesure où les maisons d'importation parviennent à obtenir des banques commerciales des crédits plus élevés et se servent de ces ressources pour leur accorder des facilités de paiement.

(2) Il n'en est naturellement pas de même si l'on accorde aux banques de dépôt, comme cela arrive au Gabon, la possibilité de s'endetter librement auprès de correspondants étrangers. En effet, si les banques avaient recours, pour répondre aux besoins de financement des entreprises, au crédit étranger, il n'y aurait aucune répercussion dans le court terme sur les disponibilités de devises du Pays. Cependant, même dans ce cas, la disposition en objet est susceptible de promouvoir un processus de concentration industrielle.

(3) Pour plus de détails voir LUCIO IZZO, *Saggi di analisi e teoria monetaria*, op. cit., page 83 et suivantes.

d'un cartel bancaire (1). Comme on le sait, par l'introduction de planchers pour les taux actifs, on a voulu, entre autres, éviter qu'une forte concurrence ou bien un déséquilibre marqué entre la demande et l'offre de prêts ne pousse les banques à relever excessivement les taux de placement (2). Par contre, par l'introduction de plafonds pour les taux passifs, les Autorités monétaires tendent à empêcher qu'un excès de concurrence ne mène à une concentration indésirable et à un affaiblissement du système bancaire (3). D'une façon plus générale, on peut affirmer qu'en se servant de cet instrument les Instituts centraux essaient d'agir sur l'efficacité du système bancaire pour la maximiser (4).

Au Gabon également, le 10 octobre 1968, un accord interbancaire qui fixe des planchers pour les taux actifs et des plafonds

---

(1) D'après Dell'Amore, les taux fixés par des accords volontairement conclus entre les banques, surtout lorsque ces accords ont été stipulés sous les auspices et avec l'approbation officielle ou tacite des Autorités publiques, rentrent dans le cadre des taux administrés. Voir GIORDANO DELL'AMORE, *Economia dei tassi attivi bancari*, op. cit., page 151.

(2) Il est peut-être bon de rappeler que les banques adoptent une politique de prix lorsqu'elles veulent contrecarrer la concurrence que font à leurs activités financières celles des autres opérateurs. Inversement, sur les marchés où la concurrence des intermédiaires financiers non bancaires est négligeable, les banques de dépôt préfèrent adopter des politiques non basées sur le prix. Voir: DONALD R. HODGMAN, *Commercial Bank Loan*, op. cit., chap. X et XI; CLAY ANDERSON, *Competitive Factors in Business Loans*, dans B. H. BECKHART, « *Business Loans of American Commercial Banks* », Roland Press Co., New York, 1959, pages 305-311; L. L. WERBOFF et M. E. ROZEN, *Market Shares and Competition Among Financial Institutions*, dans C.M.C., « *Private Financial Institutions* », Prentice-Hall, Inc., Englewood Cliffs, N.J., 1963, pages 265-327.

(3) Voir: CLAY ANDERSON, *Competitive Factors in Business Loans of American Commercial Banks*, Ronald Press Co., New York, 1969, pages 305-311 et ROLAND ROBINSON, *Unit Banking Evaluated*, dans DEAN CARSON, « *Banking and Monetary Studies* », R. D. Irwin, Homewood, Illinois, 1961, pages 301-302.

(4) Voir: BRIAN GRIFFITHS, *Competition in Banking*, op. cit., pages 14, 57; J. S. G. WILSON, *Regulation and Control of the United Kingdom Banking and Financial Structure*, dans « *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review* », n. 89, juin 1969, pages 128-145.



pour les taux passifs, a été stipulé entre la Banque Nationale de Paris (B.N.P.), l'Union Gabonaise de Banque (U.G.B.) et la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale (B.I.A.O.). Les conditions prévues par le cartel sont applicables à toutes les opérations, hormis celles qui sont effectuées:

- 1) entre établissements bancaires;
- 2) par les banques avec leur personnel;
- 3) pour le financement de la production et de la commercialisation du coton.

Les opérations de collecte des fonds ont été subdivisées en trois catégories: dépôts à vue, à terme et d'épargne.

Pour les dépôts à vue on a prévu les rémunérations annuelles suivantes:

- jusqu'à 200.000 francs C.F.A.: néant;
- au delà de 200.000 et jusqu'à 2.000.000 de francs C.F.A.: 1,50%;
- au delà de 2.000.000 et jusqu'à 5.000.000 de francs C.F.A.: 2%;
- plus de 5.000.000 de francs C.F.A.: 2,50%.

Pour les dépôts à terme, les conditions de rémunération ont été établies de façon différente suivant l'échéance:

		de 3 à 6 mois		plus de 6 mois	
		néant		néant	
jusqu'à Fr. C.F.A.	200.000				
au delà de	200.000				
et jusqu'à	2.000.000	2%	par an	2,50%	par an
au delà de	2.000.000				
et jusqu'à	5.000.000	2,50%	» »	3%	» »
au delà de	5.000.000				
et jusqu'à	25.000.000	3%	» »	3,50%	» »
au delà de	25.000.000				
et jusqu'à	50.000.000	3,50%	» »	4%	» »
au delà de	50.000.000	3,75%	» »	4,25%	» »

En cas de prélèvement avant l'échéance du terme, l'établissement de crédit accordera des avances sur les sommes déposées à terme à un taux d'au moins 1% supérieur à celui qu'il verse sur le dépôt.

Pour les dépôts d'épargne — à condition que la somme versée soit comprise entre 25.000 et 3.000.000 de francs C.F.A. — on a prévu un taux de 4%. Le titulaire de ce type de compte reçoit un livret qu'il ne peut utiliser qu'au guichet où il a effectué ses versements.

Par contre, sur les comptes de dépôts en devises, aucune rémunération ne pourra être versée (1).

En ce qui concerne les opérations de placement, on se rapporte à des taux de base, et plus exactement à:

T.B. = taux de réescompte de la Banque centrale pour des opérations de crédit à découvert ou de campagne;

T.E.B. = taux requis par l'Institut d'émission pour prendre des effets en pension.

Ces taux sont ensuite majorés suivant les risques qui accompagnent ces opérations.

Pour les crédits réescomptables, la majoration minimum s'élève à 2,50 pour cent.

Pour les opérations de financement à moyen et à long terme on prend pour base le taux requis par les Autorités monétaires pour ce genre d'opérations de refinancement et on le majore de 2% ou de 2,50% suivant que les crédits accordés sont supérieurs à 25.000.000 de francs C.F.A. ou non (2).

---

(1) Naturellement, dans la mesure où les banques de dépôt ont recours à des politiques de *liabilities management*, elles instaurent des discriminations au détriment des petits dépôts. Voir: *After the P.I.B. Report*, dans « The Banker », juillet 1967, page 586; BRIAN GRIFFITHS, *Competition in Banking*, op. cit., page 57; ROBERT LINDSAY, *The Economics of Interest Rate Ceilings*, dans « The Bulletin », New York, n. 68-69, décembre 1970, page 34.

(2) Ces conditions sont applicables tant que les financements accordés sont réescomptables à la Banque centrale.

L'escompte du portefeuille-effets sera pratiqué aux conditions suivantes:

- 1) pour les effets libres, commerciaux ou sur l'étranger: T.E.B. + 2%;
- 2) pour les effets documentés:
  - jusqu'à la cession des documents T.E.B. + 1%;
  - après la cession taux d'escompte appliqué au papier libre.

Pour les effets non documentés, dont l'échéance est supérieure à 6 mois, on applique, pour la période supplémentaire, une commission mensuelle de 1/12%, et pour les effets documentés, une commission de 0,50%. Cette commission ne peut dépasser 5.000 francs C.F.A.

Les conditions que nous venons d'exposer peuvent être réduites pour les entreprises:

- qui bénéficient de participations de l'Etat;
- dont l'activité présente pour l'Etat un intérêt particulier;
- douées d'une grande force contractuelle.

Les niveaux sont les suivants:

- 1) pour les financements à découvert: T.B. + 2%;
- 2) pour l'escompte d'effets commerciaux, libres ou sur l'étranger: T.E.B. + 1,75%;
- 3) pour l'escompte d'effets:
  - avant la délivrance des documents: T.E.B. — 0,75%;
  - après la délivrance des documents: taux du papier libre, plus une commission de 0,50% jusqu'à un maximum de 5.000 francs C.F.A.;
- 4) pour l'escompte d'effets de groupe pour le financement du matériel: T.B. + 1,50 pour cent.

Le cartel bancaire contient une liste des sociétés qui sont admises à bénéficier de ces conditions préférentielles. Cependant, les industries pétrolières comprises dans cette liste ne peuvent jouir de ces conditions que lorsque les crédits qui leur ont été accordés et déclarés à la Centrale des Risques ne dépassent pas 90% du plafond établi.

Pour l'octroi de crédit à découvert (1), partiellement ou complètement non réescomptable à la Banque centrale, on a prévu des charges additionnelles ainsi établies:

- a) aux crédits réescomptables de 50 à 90%, une commission mensuelle de 1/18% sur la valeur maximum des financements non réescomptables, accordés à une entreprise donnée;
- b) aux crédits réescomptables à moins de 50%, une commission de 1/12% à calculer suivant les critères précédemment employés;
- c) aux crédits non réescomptables, une commission de 1/8%.

Par contre, si les crédits non réescomptables ont été accordés moyennant la forme technique de la pension d'effets, on appliquera les conditions suivantes: T.B. + 2,50%; plus une commission mensuelle de 1/18% ou de 1/12% suivant que la part non réescomptable du financement est supérieure ou inférieure à 50 pour cent.

Si les effets sont complètement non réescomptables, les banques sont tenues à appliquer un taux d'intérêt égal au T.B. majoré de 3% et d'une commission mensuelle de 1/8 pour cent (2).

---

(1) Signalons que, dans l'éventualité de financements non complètement mobilisables à la Banque centrale, on appliquera les taux prévus pour les crédits à découvert aux opérations d'escompte d'effets également, hormis l'escompte de papier commercial auquel on appliquera les taux prévus pour cette forme particulière de financement.

(2) Pour la pension d'effets également, on calculera la commission sur la plus haute valeur atteinte par les financements non réescomptables en l'espace



Enfin, pour les financements munis de garantie bancaire, on a établi les conditions suivantes:

Découverts:	Intérêts	Commission mensuelle
Clients normaux	T.B. + 2,50%	0,75%
Clients spéciaux	T.B. + 2 %	0,25%
Escompte d'effets libres commerciaux ou sur l'étranger:		
Clients normaux	T.E.B. + 2,25%	0,75%
Clients spéciaux	T.E.B. + 2 %	0,50%
Escompte d'effets documentés:		
Clients normaux	T.E.B. + 1 %	0,75%
Clients spéciaux	T.E.B. + 0,75%	0,50%

Dans le cartel on spécifie en outre les conditions se rapportant aux intérêts (1), aux commissions et aux autres aspects que nous n'avons pas jugé nécessaire de mentionner, étant donné la portée limitée de cet ouvrage.

## 5. LA CENTRALE DES RISQUES

Afin de suivre plus scrupuleusement la distribution du crédit, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun a organisé, à son siège de Paris, une Centrale des Risques pour chacun des Pays de la zone d'émission (2).

Les banques de dépôt et les établissements financiers doivent déclarer, avant le 10 de chaque mois, à l'Institut d'émission, les

---

d'un mois. Il est peut-être superflu de signaler que ces taux de pénalisation ont le but de favoriser chez les entreprises le respect des plafonds de crédit qui leur ont été assignés par les Autorités monétaires centrales.

(1) On considère places bancables celles où la Banque centrale possède une filiale ou une représentation.

(2) Les dispositions se rapportant à la création et au financement de la Centrale sont entrées en vigueur le 31 octobre 1965.

financements et les ouvertures de crédit (1) qui ont été accordés à chaque client jusqu'au soir du dernier jour du mois qui précède.

(1) Les formulaires pour les déclarations sont remplis de manière à garder séparés le montant du crédit accordé et celui du crédit utilisé. Les Autorités monétaires ont donc la possibilité de disposer mensuellement de données sur les marges de crédit non utilisées. Cela permettra à la Banque centrale de prévoir, avec une certaine sûreté, les effets que les décisions des opérateurs qui jouissent des facilités de crédit pourront avoir sur le système économique et sur le système bancaire. En effet, si l'on suppose que les opérateurs bancaires visent à la maximisation de leurs dimensions après avoir obtenu des marges de profit acceptables, les Autorités monétaires peuvent penser qu'ils effectueront le plus grand volume d'investissements possible dans les limites qui leur sont consenties par les différents coefficients institutionnels de liquidité et par leurs propres réserves de liquidité. Dans ces circonstances elles supposeront sans doute qu'une augmentation des découverts de compte courant — par suite de l'utilisation des facilités en question — obligera les établissements de crédit soit à un processus de désinvestissement, soit au recours aux opérations de refinancement. Si un tel comportement, qui se répercutera forcément sur le marché du crédit, sur le niveau de la demande globale et sur le processus d'accumulation du capital, déplaît aux Autorités monétaires, ces dernières peuvent toutefois se servir des instruments dont elles disposent — comme par exemple l'obligation de déposer une partie des disponibilités ou, plus généralement, d'utiliser les fonds suivant certaines directives — pour agir sur les décisions des banques et les induire à exercer une activité d'intermédiation entre le court et le long terme conforme à leurs objectifs. Voir sur ce point W. T. NEWLYN, *Money in an African Context*, op. cit., page 20. Il est peut-être bon de rappeler que, du moment que l'emploi des ouvertures de crédit en compte courant n'est pas forcément neutre, le pouvoir d'achat que ce crédit fournit ne peut pas être considéré comme de la monnaie suivant ce qu'on appelle la « théorie de la neutralité monétaire » dont Newlyn est un influent partisan. On parvient à la même conclusion suivant la définition de la monnaie de Hicks. D'après cet auteur, par monnaie il faut entendre « ... un actif entièrement liquide, non pas parce qu'il n'a point d'intérêt ... mais ... bien qu'il existe des coûts de transaction pour passer d'un titre à la monnaie puis à un autre titre, ceux-ci sont inférieurs à ceux qui résultent de la tentative d'échanger directement un titre avec un autre ». En effet, même les effets de commerce, par exemple, peuvent, toujours d'après le même auteur, prendre des caractéristiques monétaires. Voir J. HICKS, *Saggi critici di teoria monetaria*, op. cit., pages 20, 34. Voir également MILTON FRIEDMAN et ANNA SCHWARTZ, *The Definition of Money: Net Wealth and Neutrality as Criteria*, dans « Journal of Money, Credit and Banking », février 1969, pages 1-14; GEORGE G. KAUFMAN, *Current Issues in Monetary Economics and Policy: A Review*, dans « The Bulletin », New York, n. 57, mai 1969, pages 23-24, 42-47 et toute la bibliographie qui y est citée.

Les lignes de crédit accordées par chaque banque devront être caractérisées selon leur forme technique. En ce qui concerne les escomptes, notamment, il faudra indiquer séparément ceux qui ont été octroyés sur effets libres et ceux qui ont été accordés sur effets documentés. De plus, toute banque et tout établissement financier a l'obligation de spécifier la forme technique adoptée pour le financement de chaque opérateur. Ils doivent également indiquer, pour les opérations d'escompte, les crédits accordés sur effets libres et sur effets documentés, tandis qu'ils sont tenus à compenser les financements accordés — à un opérateur donné — moyennant une ouverture de crédit en compte courant et par des avances, par les dépôts à vue ou à terme existant chez eux et dont la disponibilité appartient à cet opérateur.

Aux termes de l'article 6, les banques et les sociétés financières sont tenues à communiquer la position des clients qui:

- 1) ont obtenu un prêt égal ou supérieur à 2.000.000 de francs C.F.A. pour les crédits à court terme ou à 10 millions et plus pour ceux à moyen et à long terme;
- 2) ont été objet de communications précédentes de la part de toute banque ou établissement financier situé en Afrique Equatoriale ou au Cameroun, à moins que les Autorités monétaires centrales n'aient décidé de rayer cette maison de la liste des entreprises recensées.

Signalons toutefois que même les crédits inférieurs aux limites que nous avons mentionnées peuvent faire l'objet de communications. De plus, aux termes de l'article 9, tandis que les lignes de crédit accordées et les prêts éventuellement utilisés par les établissements financiers doivent être signalés, ceux qui sont accordés aux banques de dépôts ne font pas l'objet de relevés.

Toujours aux termes de l'article 9, les banques ou les établissements financiers qui octroient des crédits, soit en qualité de cor-

respondants d'établissements de crédit nationaux non tenus à la déclaration, soit sur la base des garanties que ces derniers leur ont accordées, sont tenus à en donner communication au nom du véritable bénéficiaire du crédit. Et encore, les banques situées dans la zone d'émission qui participent, avec des établissements étrangers, à la gestion de crédits consortiaux, doivent:

- 1) lorsqu'elles sont chef de groupe, déclarer leur participation et celle des établissements non situés à l'intérieur de la zone d'émission;
- 2) lorsqu'il s'agit de simple participation au consortium, communiquer leur quote-part de financement.

Si un client se sert à la fois de lignes de crédit consortiales et de lignes individuelles, les banques sont tenues, dans leur communication, à maintenir séparées ces deux catégories de crédit (1).

Enfin, les banques chef de groupe de consortiums de crédit doivent fournir à la Centrale des Risques, outre les renseignements que nous avons mentionnés, une liste des financements consortiaux qu'elles ont gérés, en indiquant, pour chaque consortium, la quote-part de participation de chacune des banques.

Successivement, après avoir terminé le travail d'élaboration des informations reçues, l'Institut d'émission fera parvenir à chaque banque la situation récapitulative des risques signalés pour chaque bénéficiaire. On ne fournira pas, naturellement, les données sur la répartition des crédits par banque ou par établissement financier.

Il est donc évident que la Centrale des Risques représente un instrument d'extrême importance pour les banques et pour les Autorités monétaires, car non seulement elle permet de connaître

---

(1) Il faut maintenir cette séparation pour le court et le moyen terme également.



la dynamique de l'endettement bancaire de chaque opérateur, mais elle consent aussi d'obtenir un grand volume de renseignements sur l'évolution du comportement et de la structure du système bancaire (1).

Le pouvoir d'information de cet instrument a été renforcé à la suite de la décision générale prise par le Conseil National du Crédit le 22 novembre 1965. Cette décision oblige les établissements bancaires et financiers à dénoncer à la Banque centrale les cas de non-paiement total ou partiel de chèques ou d'effets de commerce, quel que soit le motif de l'insolvabilité, et même si aucune action de protêt n'a été intentée, pourvu que ces cas aient été enregistrés par les établissements en question. De cette manière, les Autorités monétaires centrales peuvent intégrer les renseignements qu'elles obtiennent sur la dynamique de l'endettement bancaire des entreprises qui opèrent à l'intérieur de la zone d'émission, et approfondir leurs connaissances sur la variabilité des flux du crédit bancaire aux petites et moyennes entreprises lorsque les conditions conjoncturelles se modifient et lorsque les tensions de liquidité se produisent dans les banques qui les financent. La Banque centrale peut donc, en connaissance de cause, se servir

---

(1) Même l'institution d'une chambre de compensation peut être considérée comme un instrument d'information très utile. En effet, non seulement elle facilite le fonctionnement du système bancaire, mais elle permet aussi aux banques de dépôt de suivre journallement la dynamique du réafflux des moyens investis. C'est pourquoi les dirigeants d'un établissement bancaire — s'il arrivait que les soldes de ce dernier à la chambre fussent négatifs à plusieurs reprises — sauront qu'ils perdent de la liquidité au profit de leurs concurrents et pourront de ce fait rechercher les motifs de ce reflux pour y porter remède. Il faut néanmoins ajouter que la valeur signalétique des soldes de la chambre de compensation diminue à mesure qu'augmentent les duplications dans le volume global des dépôts, auxquelles ce système de relevés peut donner lieu à la suite de la distribution territoriale du système bancaire et de l'insuffisance du service postal. Voir: TANCREDI BIANCHI, *Le banche di deposito*, op. cit., page 45 et suivantes et PAOLO MOTTURA, *Il controllo pubblico della concorrenza bancaria*, op. cit., page 30.

des instruments monétaires de nature sélective et agir sur l'articulation, sur la structure et sur le comportement des opérateurs bancaires, en vue d'atténuer l'intensité des processus de rationnement du crédit, d'autant plus que ce rationnement se répercute défavorablement, dans les Pays en voie de développement, sur les petites et moyennes entreprises. C'est pourquoi les Autorités monétaires peuvent poursuivre, comme objectif à longue échéance, une articulation plus poussée de l'activité d'intermédiation du crédit, en introduisant dans le système bancaire des établissements tels que les caisses d'épargne et les banques de développement qui se prêtent mieux, de par leurs finalités, à assurer à ces opérateurs un flux de crédit approprié et constant.

A cette fin, elles peuvent en outre favoriser la découverte de fonds de la part des établissements que nous avons indiqués en imposant aux banques de dépôt de souscrire des titres qu'ils auraient émis ou de leur accorder des financements à moyenne et longue échéance. Signalons toutefois que les Instituts d'émission ne peuvent pas surcharger le portefeuille-titres des banques commerciales, car, dans les phases de restriction du crédit et devant une demande de crédit en expansion, elles devraient inévitablement mobiliser une partie de leurs portefeuilles moyennant des opérations dont les Autorités monétaires devraient constituer la contrepartie (1). Ces dernières, par contre, pourraient éviter, si

---

(1) En effet, même s'il est fort probable que la demande de monnaie dans ces Pays soit inélastique à des variations du taux d'intérêt, il y aurait des répercussions sur le coût des financements. Cela entraverait la création d'un marché financier et provoquerait une diminution de la capacité d'autofinancement des petites et moyennes entreprises. De plus, en présence d'un système de distribution opérant en régime d'oligopole cela donnerait lieu à une hausse du niveau général des prix. On verrait, de ce fait, se décourager la propension à l'épargne des familles et, en dernier ressort, cela agirait négativement sur la capacité d'accumulation du système. Pour cette raison, même si la liaison entre le secteur de la

elles poussaient les établissements de crédit à financer à moyen et à long terme les banques de développement, l'incompatibilité qui surgit à la réalisation de leurs objectifs à court terme, car les passifs de ces établissements spéciaux de crédit ne jouent pas de rôle monétaire (1). Il paraît donc que l'introduction, dans un système bancaire, d'établissements de crédit spéciaux peut mener à une allocation plus rationnelle des ressources disponibles, à une amélioration de la structure financière et des possibilités de développement des petites et moyennes entreprises ainsi qu'à une meilleure autonomie des centres de décision du système de la production (2).

#### 6. LE CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT, LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES BANQUES ET L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES

A ce point, après avoir examiné quelques-uns des instruments de la politique du crédit, nous avons jugé nécessaire d'analyser les organismes auxquels est confiée l'étude de la politique monétaire de même que l'organisation et le contrôle de l'activité bancaire.

Le Conseil National du Crédit a la tâche d'étudier la politique et la distribution du crédit, la structure et le fonctionnement du système bancaire. Il exerce en outre, par le truchement d'une

---

production et le secteur financier n'est pas assurée par le taux d'intérêt, les Autorités monétaires centrales ne peuvent abandonner le contrôle de cette quantité économique lorsqu'elles veulent promouvoir le développement du système économique.

(1) Pour plus de détails voir TANCREDI BIANCHI, *Le banche di deposito*, *op. cit.*, page 213.

(2) Il est peut-être bon de rappeler que l'activité d'intermédiation de crédit, bien qu'étant d'importance fondamentale aux fins du développement, ne peut rien si les entrepreneurs manquent de capacité d'entreprise.

commission spéciale, choisie parmi ses membres, et dont la composition et les pouvoirs sont définis par les dispositions des articles 26, 27, 28 et 29 de la loi bancaire, une activité de surveillance sur le système bancaire.

Le Conseil se réunit sous la présidence du Ministre de l'Economie Nationale et comprend:

- le Ministre des Finances, qui remplit les fonctions de Vice-Président;
- le Directeur général de la Banque Centrale de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun ou un de ses représentants;
- le Directeur général de la Banque Gabonaise de Développement;
- le Directeur des Affaires Economiques;
- le Directeur de l'Office des Changes;
- le Président de l'Association Nationale des Banques, ou un de ses représentants;
- deux représentants nommés par la Chambre de Commerce;
- un représentant des organismes coopératifs désigné, d'un commun accord, par le Ministre de l'Economie et par le Ministre des Finances.

Lorsque l'on doit examiner certains problèmes particuliers, à ces personnes peuvent s'ajouter, à titre consultatif, certaines personnalités choisies sur la base de leur compétence spécifique.

Le Conseil doit se réunir, sur la convocation du Président, au moins deux fois par an et délibérer à la majorité simple. Ses décisions sont valables si au moins  $\frac{2}{3}$  de ses membres sont présents ou représentés. En cas de parité des voix, le vote du Président l'emporte. Parfois, afin de mieux analyser certains problèmes, le Conseil peut se réunir en comités restreints dont la composition et les mandats doivent être définis pendant la pre-



mière réunion ordinaire du Conseil. Celui-ci reçoit des départements ministériels et des organismes publics ou para-publics les informations et les documents nécessaires à l'exécution de ses tâches. Il obtient en outre de la Banque centrale les données statistiques concernant les quantités économiques qui caractérisent l'activité du système bancaire gabonais telles que, par exemple, les données se rapportant:

- au volume des dépôts et des placements bancaires;
- au volume des refinancements;
- aux risques bancaires recensés par la Centrale des Risques et classés par catégorie d'activité économique;
- aux transferts de devises effectués par la Banque centrale.

Cet organisme conseille le gouvernement sur les mesures à adopter pour:

- promouvoir la collecte des dépôts;
- diminuer la thésaurisation;
- augmenter la monétisation de l'économie;
- mobiliser, en vue de l'accumulation du capital, les disponibilités monétaires du public.

Le Conseil exerce aussi une activité de consultation en faveur de l'Etat et des autres organismes publics en ce qui concerne les décisions sur les modalités d'émission des titres à revenu fixe sur le marché intérieur du crédit, sur les marchés étrangers et sur le marché international. De plus, on doit le consulter sur la politique du crédit que l'on devra adopter pour couvrir les besoins financiers du plan de développement. A ce propos, il a même le droit d'obtenir des organismes chargés de la programmation tous les renseignements utiles pour estimer les caractéristiques des besoins de financement extérieur du Trésor. Enfin, le Conseil donne son avis sur l'opportunité de créer de nouvelles banques ou

de nouveaux guichets, et peut proposer toute mesure apte à améliorer:

- la politique monétaire et de crédit des Autorités monétaires centrales;
- la structure et le fonctionnement du système bancaire.

Le Conseil National du Crédit exerce, comme nous l'avons déjà dit, une activité de surveillance sur le système bancaire par l'intermédiaire d'une commission ainsi composée:

- le Vice-Président du Conseil National du Crédit qui, dans la Commission de Contrôle Bancaire, remplit les fonctions de Président;
- le Directeur général de la Banque centrale ou l'un des ses représentants;
- le Directeur des Affaires Economiques du Ministère de l'Economie Nationale;
- le Directeur du Ministère des Finances, chargé des problèmes bancaires.

Cette Commission se réunit sur la convocation du Président et délibère à la majorité simple. En cas de parité des voix, le vote du Président l'emporte.

Elle exerce son activité de contrôle sur les bilans (1), sur le compte de pertes et profits et sur les situations comptables que les banques doivent envoyer périodiquement. A ce propos elle

---

(1) Rappelons que, sur la décision du Conseil National du Crédit du 25 février 1965, il a été imposé aux banques d'observer, dans la rédaction de leurs bilans et de leurs comptes de profits et pertes, un schéma bien défini. Cette décision obligerait notamment les établissements de crédit à spécifier, hors bilan, les classes de risques suivantes:

- engagements pour cautions et pour avals;
- effets de mobilisation;
- ouvertures de crédit confirmées.

L'imposition aux banques de dépôt d'indiquer hors bilan la valeur des effets de mobilisation est en rapport avec les règles de comptabilité en vigueur

peut leur demander les renseignements et les éclaircissements qu'elle juge nécessaires. Lorsqu'elle considère que les données dont elle dispose sur un certain établissement bancaire sont insuffisantes ou ne sont pas dignes de foi, elle peut faire effectuer des inspections par un agent expressément préposé par le Ministère des Finances ou par celui de l'Economie Nationale.

De plus elle peut proposer au Conseil National du Crédit de soutenir la modification ou l'intégration de la législation bancaire ou l'adoption de critères aptes à garantir la solvabilité et la liquidité du système bancaire (1). La Commission a enfin la tâche d'assurer le respect de la réglementation de l'activité bancaire et de sanctionner les fautes rencontrées. Dans les cas les plus graves, elle peut arriver à proposer au Conseil la radiation de la liste des banques, la suspension des cadres et l'interdiction de certaines opérations (2).

A ce point, il nous reste à examiner un autre organisme: l'Association Professionnelle des Banques. Cette Association est soumise au contrôle du Conseil National du Crédit et réunit tous les établissements inscrits à la liste des banques aux termes de la

---

qui ne consentent pas de mettre en évidence la grandeur des refinancements obtenus par un opérateur bancaire sous cette forme technique particulière qui fait reposer sur lui la charge de pourvoir, à chaque échéance, au paiement des effets de démobilisation. Et ceci parce que ces effets, bien que portant la signature des bénéficiaires des financements accordés par ouverture de crédit en compte courant, engagent directement l'établissement bancaire. Si l'on considère que les banques ont un recours plutôt fréquent à l'Institut d'émission grâce aux effets de démobilisation, l'opportunité de cette décision, prise en vue de permettre une connaissance plus exacte des risques qui menacent l'Institut par suite des investissements effectués grâce à l'octroi de crédits en compte courant et des engagements pris par le recours aux effets en question, apparaît évidente.

(1) Naturellement ces critères pourraient être différents pour chaque catégorie de banques.

(2) Il est peut-être bon de préciser que les décisions du Conseil et de la Commission ne doivent pas être motivées.

loi du 1er juillet 1906 et du 16 août 1907. Cet organisme est administré par un Conseil de Direction formé par un président de nationalité gabonaise, par deux vice-présidents et par un secrétaire-trésorier. Les conseillers sont élus pour un an à majorité simple et sont immédiatement rééligibles.

Le président est tenu à convoquer l'assemblée générale avant la fin du premier trimestre de chaque année et toutes les fois que cela se rend nécessaire.

Le Conseil décide à la majorité simple et en cas de parité des voix le vote du Président l'emporte.

L'Association Professionnelle tâche d'encourager, moyennant ses membres, le respect des règlements sur l'activité bancaire. A cette fin, elle opère comme intermédiaire entre les banques et le Conseil National du Crédit et, dans certains cas, entre les banques et la commissions de contrôle. En outre, cet organisme a la tâche d'étudier les problèmes inhérents:

- à l'exercice de l'activité bancaire;
- à la création de services communs;
- aux conditions d'association.

Il est enfin tenu à donner son avis sur les demandes d'inscription à la liste des banques et sur les décisions de caractère général du Conseil National, surtout en matière d'accords bancaires.

## 7. LES CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DU SYSTÈME BANCAIRE

Au cours de l'étude de la législation bancaire de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun on peut constater:

- 1) qu'elle a établi une distinction entre les banques et les établissements financiers;



- 2) qu'elle a spécifié les critères suivant lesquels les maisons de crédit pouvaient être classées dans l'une des trois catégories suivantes: banques de dépôt, banques d'affaires et banques de crédit à moyen et long terme; et en a discipliné les fonctions (1).

Aux termes desdites dispositions, il existe actuellement, dans la zone d'émission, des banques commerciales et des établissements financiers. Par contre, il n'existe pas de banques d'affaires et de banques de crédit à moyen et long terme.

Il nous semble intéressant de signaler que, dans ce contexte, les banques commerciales françaises et anglaises ont en grande partie cédé la place aux établissements de droit local, tout en participant à leur capital par de gros paquets d'actions. Il arrive souvent, en vérité, qu'il s'agisse de paquets majoritaires. Nous avons la création, par exemple, de la part du Crédit Lyonnais, de la Société Camerounaise de Banque au Cameroun, de la Banque Commerciale Congolaise au Congo, de la Banque Tchadienne de Crédit et de Dépôts au Tchad et de l'Union Gabonaise de Banque au Gabon, de même que celle de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Cameroun, de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Congo, réalisée par la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (actuellement Banque Nationale de Paris), et enfin l'institution, de la part de la Société Générale, de la Société Générale de Banque au Cameroun et de la Société Générale de Banque au Congo.

Parfois ce processus a permis aux Autorités d'un Pays d'acquérir la partie du capital confiant les pouvoirs de décision de

---

(1) Comme nous l'avons précédemment remarqué, il faut rappeler que cette loi ne régissait pas l'activité des banques de développement. En effet, le fonctionnement de ces établissements est réglé par des lois spéciales, que nous analyserons par la suite.

certains établissements, comme, par exemple, dans le cas de la Banque Commerciale Congolaise et de la Banque Tchadienne de Crédit et de Dépôts.

Signalons aussi que ce processus a amené une participation étrangère plus diversifiée. De nombreux établissements bancaires américains, allemands, suisses et italiens ont acquis des quote-parts dans ces banques.

Cependant, ce processus de transformation n'a pas été complet, il y a encore des banques étrangères qui opèrent dans la zone d'émission et il n'y a pas eu de véritable passage des centres de décision des opérateurs étrangers vers les opérateurs nationaux car certains sont restés, de fait, entre les mains des banques étrangères d'origine. Nous pensons donc que ce processus n'a pas atténué de façon sensible le degré de dépendance des banques commerciales de la zone d'émission vis-à-vis des opérateurs étrangers.

Après cette brève introduction, nous allons examiner les établissements de crédit établis au Gabon. Ce sont: l'Union Gabonaise de Banque, la Banque Internationale de l'Afrique Occidentale et la Banque Nationale de Paris.

La première fut instituée, en juillet 1962, par le Crédit Lyonnais. Son siège est à Libreville et elle possède des filiales à Port-Gentil et à Franceville. Son capital — 200 millions de francs C.F.A. — est ainsi réparti:

- 40% au Crédit Lyonnais;
- 20% à la République du Gabon;
- 5% à la Banque Gabonaise de Développement;
- 15% à la *Morgan Guarantee International Corporation*;
- 10% à la *Deutsche Bank*;
- 10% à la *Banca Commerciale Italiana*.

Les deux autres sont des banques étrangères (1) ayant leur siège à Paris et des filiales à Libreville et à Port-Gentil. La B.I.A.O. (Banque Internationale de l'Afrique Occidentale) (2) a récemment ouvert une filiale à Moanda.

Ces banques n'opèrent pas seulement au Gabon mais aussi dans de nombreux autres Pays africains tels que la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Sénégal, le Dahomey, le Togo, le Mali, la République Centrafricaine, la Haute-Volta et le Tchad.

Ces établissements posent donc aux Autorités monétaires gabonaises des problèmes délicats de contrôle sur les volumes de crédit qu'ils peuvent accorder à l'économie, vu qu'ils peuvent facilement obtenir et accorder des lignes de crédit par l'intermédiaire de leurs filiales à l'étranger. Il s'agit évidemment de problèmes difficilement résolubles et qui, en tous cas, impliquent l'introduction de plafonds sur le niveau des rapports en question (3).

Enfin, en ce qui concerne l'articulation territoriale de ces banques signalons qu'une grande partie du territoire national, et

---

(1) Les banques étrangères, comme chacun sait, sont soumises, en ce qui concerne leur activité au Gabon et dans les autres Pays de la zone, à la loi bancaire et aux autres dispositions sur le capital minimum, le coefficient de liquidité et les autres rapports dont nous avons déjà eu l'occasion de parler.

(2) Le capital de la B.I.A.O. est de 60 millions de francs C.F.A., ainsi réparti:

— 51% à la Compagnie Financière France-Afrique;

— 49% à la *First National City Bank*.

Avant l'entrée de ce dernier établissement, le capital de la B.I.A.O. arrivait à 40.000 millions de francs C.F.A. et était ainsi souscrit:

2% par *KLEHE et C.ie*;

7% par *ALLEN et C.ie*;

40% par *International Banking Corporation*;

51% par la Compagnie Financière France-Afrique dont 40% étaient à leur tour contrôlés par un groupe de grandes banques françaises.

(3) Voir su ce point PAOLO BAFFI, *Gli influssi della componente estera sul governo della liquidità*, op. cit., pages 51-52.

notamment les zones rurales, est complètement dépourvue de services bancaires.

Le système bancaire du Gabon ne comprend pas seulement des banques commerciales. Il existe aussi une Banque Gabonaise de Développement.

Rappelons aussi, bien qu'elles n'entrent pas dans le cadre du système bancaire, les caisses d'épargne postales, les Centres de Chèques Postaux et la Caisse Nationale de Crédit Rural qui exercent d'importantes fonctions à l'intérieur du Pays.

La classification des entreprises de crédit suivant l'échéance de leurs financements s'avère difficile, car seules les banques commerciales peuvent être considérées comme des établissements de crédit ordinaire dans le sens strict du mot, même s'il n'est pas exclu qu'elles puissent pratiquer du crédit à plus longue échéance. La Banque de Développement effectue par contre des opérations de durée variable et son domaine d'intervention est très différencié.

La Caisse Nationale de Crédit Rural s'est par contre spécialisée dans l'octroi de financements au secteur rural.

## 8. LA BANQUE GABONAISE DE DÉVELOPPEMENT

Cette banque fut instituée le 31 décembre 1960 sous la forme juridique de société anonyme (1). Elle reprit les actifs et les passifs de la Société Gabonaise de Crédit — 80.000.000 de francs C.F.A. — et elle émit des actions pour une valeur de 320 millions de francs C.F.A. à souscrire en espèces.

---

(1) Voir l'*Organisation Monétaire et Bancaire des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun*, op. cit., page 12. Aux termes de l'art. 6 du Statut de la Banque en question, la durée est fixée pour 99 ans, à partir du 1er juillet 1960.



En 1962, sur la délibération de l'Assemblée Générale du 5 décembre, de nouvelles actions furent émises pour un montant de 600 millions à souscrire en espèces et devant être libérées avant le 30 juin 1965. Son capital social s'élève donc actuellement à 1 milliard de francs C.F.A. ainsi réparti:

- 60% au gouvernement gabonais;
- 24% à la Caisse Centrale de Coopération Economique;
- 8% à la B.C.E.A.E.C.;
- les 8% restants ont été souscrits par la Caisse de Dépôts et Consignations (1).

La tâche fondamentale de cet établissement est représenté par l'allocation de financements et d'assistance technique à tous les projets aptes à promouvoir le développement économique et social du Gabon. Il peut effectuer dans ce but des opérations en propre et pour le compte de l'Etat, des collectivités locales et des institutions qui en dépendent.

---

(1) Il est intéressant de relever que toutes les banques de développement des Pays de la zone d'émission ont été caractérisées par une genèse commune. Elles ont acquis, en effet, le capital d'organismes particuliers de crédit social qui s'élevait — pour chacun des Etats de l'Afrique Equatoriale — à 80 millions de francs C.F.A. et à 600 au Cameroun. Lors de leur institution, les banques de développement avaient un capital de 240 millions dans la République Centrafricaine, 400 millions au Gabon, 420 au Congo et au Tchad et d'un milliard enfin au Cameroun. A la suite d'opérations d'augmentation de capital, ces montants ont été portés, à la fin de l'année 1963, à 4.500 millions pour le Cameroun, 1 milliard pour le Gabon et à 420 millions pour la République Centrafricaine. En ce qui concerne la répartition du capital d'origine, il est assez intéressant de voir que la participation de l'Etat est partout prédominante et varie entre les 50% du Gabon et les 61% du Cameroun. La participation de la Caisse Centrale de Coopération Economique varie entre les 25% du Congo et les 33% du Tchad. La Banque centrale a souscrit, elle aussi, entre 8 et 10% du capital initial des cinq banques de développement, et peut disposer ainsi d'un représentant au Conseil d'Administration. Enfin, la Caisse de Dépôts et Consignations a acquis, dans les banques de développement du Congo et du Gabon, des participations équivalentes à celles de la Banque centrale.

Les opérations propres de la Banque de Développement sont toutes celles qui peuvent contribuer au développement de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, ou à l'amélioration des conditions des logements, au développement du mouvement coopératif et à l'aménagement des bureaux professionnels. Pour remplir ces fonctions, la Banque peut effectuer — aux termes de l'article 3 de son Statut — les opérations suivantes:

- 1) la mobilisation des ressources locales moyennant l'émission d'emprunts d'obligations et la collecte de dépôts;
- 2) des opérations de refinancement et l'émission de titres sur les marchés étrangers;
- 3) la prise de participations dans des entreprises privées, dans des sociétés de développement régional, dans des sociétés d'équipement et dans tout autre organisme (1);
- 4) l'allocation de prêts à court et à moyen terme, réescomptables ou non, en plus, naturellement, de l'allocation de prêts à long terme (2);

---

(1) Les prises de participations doivent représenter, pour la Banque de Développement, des opérations ayant un caractère exceptionnel pour lesquelles il faut obtenir, aux termes de l'art. 13 du règlement interne, l'approbation particulière accordée à la majorité des 3/4 du Conseil d'Administration. Ces prises de participations devront être minoritaires et, de toute façon, ne pas dépasser 1/3 du capital versé de la société bénéficiaire. La valeur globale des prises de participation en question et celle d'autres types d'immobilisation ne peut dépasser 1/3 des ressources propres et des fonds de dotation reçus à cette fin. La Banque doit toujours se réserver la faculté de céder les titres acquis. Elle peut accorder des financements à titre de crédit à moyen et long terme en acceptant les clauses qui prévoient la participation aux revenus ou la conversion en actions.

(2) Pour ces crédits, on a établi des limites de temps bien précises. Les crédits à court terme ne peuvent en effet être accordés pour un laps de temps supérieur à 15 mois; les crédits à moyen terme pour une durée de plus de 5 ans et enfin ceux à long terme pour une période supérieure à 10 ans.

- 5) l'achat, l'exploitation et le lotissement de terrains, la construction d'immeubles destinés à l'habitation ou à l'usage industriel, louables avec ou sans faculté d'achat.

Signalons que les financements accordés ou à accorder suivant les marges de crédit inutilisées, en cours à un moment donné, sont soumis à des plafonds définis par l'article 23 du règlement interne, de la façon suivante:

- 1) pour les participations et pour les immobilisations, le plafond de crédit s'élève à 33% du capital net. Si l'on a reçu des fonds de dotation à employer à cet effet, on doit les inclure, en vue de ce contrôle, dans les moyens propres;
- 2) pour les crédits à long terme, le plafond est établi en ajoutant au capital propre et aux fonds de dotation non utilisés pour l'acquisition de participations en actions, la valeur des financements à long terme accordés à la Banque de Développement et la valeur des fonds de garantie destinés à couvrir les pertes éventuelles inhérentes aux opérations de crédit en question;
- 3) pour les crédits à moyen terme, le plafond s'obtient en ajoutant à la marge des moyens non utilisés à long terme, la valeur des crédits obtenus à moyen terme et ceux des fonds de garantie, la valeur du portefeuille d'effets réescomptables à la Banque centrale, le montant des dépôts à échéance fixe supérieure à douze mois et — dans les cas limites — une certaine somme qui sera établie par le Conseil d'Administration;
- 4) pour des crédits à court terme, le plafond est égal à la marge des moyens non utilisés dans le financement à moyen terme, plus le portefeuille réescomptable à la Banque centrale, plus les fonds de garantie qui s'y rapportent, plus 30% des dépôts à vue, plus, dans les cas d'exception, une somme fixée par le Conseil d'Administration.

Outre ces opérations, la Banque de Développement est autorisée: 1) à mettre son organisation à la disposition de l'Etat, des collectivités locales et des institutions qui en dépendent, pour l'étude de tout projet qui leur intéresse à condition que ces projets aient des aspects économique-financiers; 2) à analyser les possibilités de réalisation et à assurer la comptabilisation des opérations qu'elle devra effectuer avec des ressources qui ne lui appartiennent pas et qu'elle n'emploiera pas à ses risques, chacune de ces opérations pouvant donner lieu, à la limite, à une convention spéciale (1). Elle peut notamment:

- a) recevoir en dépôt et utiliser — selon des conditions qui feront l'objet de conventions spéciales entre la Banque et les organismes publics intéressés — toutes les épargnes et toutes les disponibilités monétaires de ces organismes (2);
- b) recevoir et utiliser pour le compte du Trésor le produit des prêts et des donations accordés à l'Etat par des organismes de coopération, nationaux ou étrangers, telle que par exemple la C.C.C.E.;

---

(1) Ces conventions peuvent donner lieu à l'institution de comités spécialisés dont la composition est établie par le gouvernement ou par des personnes morales de droit public. Dans ce dernier cas cependant la convention doit prévoir la présence — parmi les membres du comité — d'au moins trois administrateurs de la Banque de Développement, qui en désignera un comme Président du comité. A la réunion de ces comités peut participer, à titre consultatif, le Directeur général de la Banque.

(2) Elle peut accepter des dépôts d'opérateurs privés à condition que ces dépôts soient destinés à faciliter ou à garantir l'octroi de crédits. De plus, rappelons que la Banque de Développement peut accorder — pour des opérations qu'elle est autorisée à financer directement — sa caution ou son aval. Notons à ce propos que la valeur des engagements contractés par la Banque ne peut dépasser celle des moyens propres et que chaque aval ne peut garantir un montant supérieur à 80% du financement correspondant.



- c) émettre pour le compte des Autorités publiques, des prêts sur le marché interne ou sur les marchés étrangers, et en garantir le service par des fonds publics spécialement destinés à cet effet;
- d) administrer le portefeuille des participations financières de l'Etat (1).

Son Conseil d'Administration se compose de 12 membres nommés par les actionnaires. Les sièges d'administrateurs auxquels chaque actionnaire ou groupe d'actionnaires a droit sont égaux au nombre de fois qu'un douzième du capital social est compris dans leur quote-part. Les sièges qui ne pourront être directement assignés seront répartis sur la base du reste le plus élevé. Le Président du Conseil est élu, à la majorité des trois quarts, par les administrateurs.

Le Conseil d'Administration a les plus amples pouvoirs et il peut même décider, à la majorité des trois quarts, de déléguer aux comités permanents ou techniques le pouvoir d'effectuer quelques-unes des opérations mentionnées plus haut. Ces comités sont formés par le Président du Conseil d'Administration ou par un représentant et par trois administrateurs ou leurs représentants (2). Les représentants doivent être nommés de façon à assurer le maintien du caractère paritaire du comité, autrement dit, qu'il comprenne deux membres du groupe des administrateurs de la République du Gabon et deux membres du groupe des administrateurs des institutions financières qui détiennent des participations dans la Banque de Développement.

---

(1) Ces prises de participations peuvent naturellement être majoritaires, surtout s'il s'agit de sociétés ayant pour objet la construction et la gestion d'infrastructures.

(2) Le représentant du Président et ceux des administrateurs doivent être choisis parmi les autres administrateurs.

Leurs décisions doivent être prises à l'unanimité et ils sont chargés:

- 1) d'accorder des financements d'un montant inférieur à celui pour lequel le Directeur général a été délégué par le Conseil d'Administration, mais que ce dernier désire soumettre au comité (1);
- 2) d'effectuer des opérations de crédit dont la valeur ne dépasse pas le plafond pour lequel ils ont reçu la délégation (2);
- 3) de faire l'analyse préalable des problèmes qui leur sont soumis par le Conseil d'Administration.

#### 9. STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

L'activité de crédit est répartie entre les différentes sections spéciales qui ont été instituées au sein de la Banque. Cette répartition a été effectuée selon la nature des opérations.

On a donc vu se constituer les sections suivantes (3):

- une section immobilière pour les financements à la construction;
- une section forestière pour les crédits destinés à permettre aux familles gabonaises, aux petites et moyennes entreprises d'acheter des biens d'équipement;

---

(1) Ce plafond a été fixé — pour tous les crédits à court, moyen et long terme — à 2 millions et à 1.500.000 francs C.F.A. pour les crédits automobiles et pour l'achat de bien de consommation durables.

(2) Ce plafond atteint 20 millions de francs C.F.A.

(3) La structure d'organisation que la Banque a réalisée peut être classée, suivant les critères suggérés par Nyhart, comme *sector-oriented*. Voir à ce propos J.D. NYHART, *Toward Professionalism in Development Banking*, Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, 1964, pages 2-42.

- une section artisanale pour les financements destinés à promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises gabonaises;
- une section agricole pour les crédits aux agriculteurs gabonais et aux industries qui s'adonnent à la transformation des produits du secteur agricole (1);
- une section industrielle pour le financement, à titre de crédit et de participation, des entreprises industrielles;
- une section commerciale pour les crédits destinés à promouvoir l'activité des commerçants gabonais.

Chaque section a sa propre comptabilité et dispose d'un certain montant de ressources financières (2). Dans chacune d'elles, les décisions sont prises par les organes suivants:

- 1) par le Directeur général, dans la mesure des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'Administration. Lorsqu'il le juge nécessaire, le Directeur général peut consulter le comité de gestion;
- 2) par un comité de gestion selon les pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration;
- 3) par le Conseil d'Administration, pour les opérations dont le montant dépasse le plafond assigné au comité de gestion par délégation et lorsque ce dernier lui demande conseil;
- 4) par le comité spécialisé compétent, lorsqu'il s'agit d'opérations devant être financées au moyen de ressources qui n'appartiennent pas à la Banque et qui sont investies à ses risques.

---

(1) Après 1964, la section de crédit agricole de la B.G.D. a limité son activité exclusivement en faveur de l'O.N.C.A.

(2) Pour établir les résultats d'exercice de chaque section, on procède au partage des frais communs proportionnellement à la valeur des investissements effectués par chaque section.

Les comités de gestion ont connaissance de toutes les opérations effectuées par leur section, qui rentrent dans le cadre de la compétence du Conseil d'Administration, et ils élaborent, pour chaque affaire qui leur est soumise, une proposition de résolution sur laquelle se prononcent les administrateurs membres du comité permanent. Ces comités sont formés:

- a) par les administrateurs membres du comité permanent;
- b) par des membres, en nombre variable et d'origine différente, de chaque section (1).

---

(1) Il faut préciser que, si le comité de gestion de la section immobilière n'est composé que par les administrateurs qui forment le comité permanent, les autres comités sont caractérisés par la présence d'autres personnes. Celles-ci sont nommées par divers organismes publics comme le montre leur composition. Ainsi, par exemple, le comité de la section forestière comprend — pour les opérations financées par les fonds propres — quatre membres du comité spécialisé qui ne sont pas administrateurs de la Banque Gabonaise de Développement, et un membre désigné — en raison de sa compétence technique — par le Ministre des Eaux et Forêts; tandis que pour les opérations financées sur des fonds mis à sa disposition par le Ministère des Forêts, le comité spécialisé est composé de personnes nommées par l'Office des Bois et de celles qui appartiennent au comité permanent de la Banque; et encore, dans le comité de la section de crédit aux petites et moyennes entreprises, on note la présence de deux représentants de la Chambre de Commerce, d'un représentant de l'enseignement technique nommé par le Ministre de l'Education Nationale et d'un représentant du Ministère du Travail. Ces personnes constituent, en liaison avec les services de la Banque, une commission technique chargée d'évaluer les qualifications des requérants et la mesure dans laquelle leur demande est digne de crédit. Enfin, le comité de la section de crédit agricole comprend deux membres désignés par la Banque de Développement (dont l'un est spécialisé dans le contrôle et l'inspection des coopératives et collectivités rurales) et un membre nommé par le Ministre de l'Agriculture en raison de sa compétence technique, tandis que dans le comité de gestion de la section des participations et des financements industriels, quatre personnes sont présentes, respectivement nommées par le Ministre de l'Economie Nationale, le Ministre des Finances, le Ministre des Travaux Publics et par la Chambre de Commerce, en raison de leur compétence particulière en matière technique; dans le comité de gestion de la section commerciale, enfin, il y a un représentant du Ministre de l'Economie Nationale et un représentant de la Chambre de Commerce.



## 10. DÉFINITION ET CARACTÉRISTIQUES DES PRÊTS DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

Les organes de décision devront tenir compte, pour établir la valeur des prêts à accorder et les conditions de remboursement, des éléments suivants:

- 1) l'objet du prêt;
- 2) l'âge de l'opérateur qui demande le crédit;
- 3) ses revenus;
- 4) son ancienneté et ses références professionnelles;
- 5) les garanties.

D'habitude, le montant maximum du crédit que la Banque peut accorder est déterminé, pour chaque catégorie de prêts, d'après certains paramètres qui établissent un rapport directement proportionnel entre le revenu actuel ou futur du requérant et le montant maximum en question. Ainsi, par exemple, pour les crédits immobiliers on a prévu, suivant que le salaire mensuel est supérieur ou inférieur à 80.000 francs, des paramètres équivalant à 30 ou 35 fois la valeur de la part de salaire mensuel librement cessible. Ou bien, lorsqu'il s'agit de prêts destinés à l'ameublement d'habitations et de cabinets professionnels, à l'achat d'automobiles ou au financement de petites et moyennes entreprises et de l'agriculture (1), le montant du prêt à accorder peut être un multiple ou une fraction:

- 1) du salaire mensuel brut ou de la part cessible;
- 2) du revenu moyen des trois dernières années (2);

---

(1) Le montant global des financements qui sont accordés aux petites et moyennes entreprises ne peut dépasser la valeur nette de leur capital.

(2) Ce critère peut se révéler particulièrement restrictif pour les entreprises qui opèrent dans les Pays en voie de développement et peut donner lieu, en réalité, à des résultats opposés à ceux qu'on envisageait car il est bien connu que la capacité d'une entreprise de rembourser ses propres dettes ponctuellement à l'échéance dépend essentiellement de sa rentabilité future.

- 3) de la valeur moyenne des recettes prévues sur la commercialisation (au cours du prochain ou des prochains exercices) des produits agricoles suivant qu'il s'agit de cultures pauvres ou riches.

Cependant, dans certains cas, la définition du plafond de financement à accorder peut être faite suivant d'autres procédures. Dans les opérations effectuées pour le compte d'opérateurs publics, comme, par exemple, pour le crédit forestier, le comité spécialisé peut employer les dépôts à moyen terme, constitués à la Banque aux termes de la loi 67/61 du 16 décembre 1961 et du décret n. 29 du 19 janvier 1962, pour une valeur triple de celle du fonds de garantie créé pour l'exercice de cette activité de crédit. Par contre, lorsque les financements sont accordés avec les disponibilités de la Banque de Développement, le plafond atteint 80% du coût total de l'investissement pour les prêts inférieurs à 5 millions de francs C.F.A., et 75% pour les prêts allant de 5 à 10 millions. Cependant, même dans le respect de ces conditions, ces financements ne sont accordables que si les risques reposent sur un fonds spécial de garantie ou si on peut réunir les moyens nécessaires en escomptant des effets de démobilisation dont l'émission aurait été préalablement autorisée par la Banque centrale. En tous cas, la valeur globale des financements accordables à un même opérateur ne pourra dépasser le dixième des recettes prévues sur les ventes de bois provenant de l'exploitation d'une zone forestière, qui a fait l'objet d'une enquête systématique sur les possibilités futures de production.

Les crédits industriels ne peuvent dépasser 30% de la valeur des investissements déjà effectués par l'entreprise requérante pendant les douze mois précédents.

Un critère semblable a enfin été appliqué pour les crédits destinés à l'achat de biens d'équipement. Ces financements ne peuvent,

en effet, dépasser la moitié des besoins financiers de l'investissement pour lequel on a fait appel à la Banque, à moins que les prêts ne soient inférieurs à 1.500.000 francs C.F.A.

Par contre, la durée des prêts est établie d'après certains facteurs, dont:

- 1) le montant des disponibilités que la Banque peut utiliser pour un certain type de financement;
- 2) l'objet du crédit;
- 3) les revenus des bénéficiaires des prêts;
- 4) la capacité de remboursement des bénéficiaires et les garanties qu'ils offrent.

Le règlement intérieur de la Banque de Développement a établi, pour presque toutes les catégories de prêts, des limites temporelles bien définies. Ainsi, par exemple, pour les financements immobiliers on a prévu un maximum de 10 ans; pour ceux destinés à couvrir les besoins financiers des petites et moyennes entreprises pour l'achat de biens d'équipement, la limite ne peut aller au delà de la période d'amortissement et en tous cas, elle ne peut dépasser 5 ans pour les crédits à moyen terme et 10 ans pour les crédits à long terme; par contre, pour l'achat de biens d'équipement, les crédits ne vont pas au delà de 12 mois sauf pour les prêts accordés à l'achat de postes de radio vendus par la Radio Gabonaise et pour lesquels le remboursement peut se faire en 20 mois. Cette limite est valable également pour ce qu'on appelle les prêts automobiles.

Pour les financements accordés aux commerçants gabonais, on a prévu deux limites suivant qu'il s'agit de prêts pour le financement de biens d'équipement ou pour la constitution de stocks. Dans le premier cas, la durée du prêt ne peut dépasser 5 ans, tandis que dans le second 6 mois. Cependant, dans le deuxième cas, les prêts sont renouvelables deux fois, toujours étant que le montant de ces opérations ne dépasse pas le plafond prévu pour de tels prêts et que leur durée totale ne dépasse pas 18 mois.

Enfin, pour certaines catégories de prêts, comme les crédits forestiers et industriels, on n'a pas établi de limites bien précises. Dans le premier cas on doit verser à la Banque 30% des recettes annuelles de la vente du bois, tandis que pour les crédits industriels, la durée a été établie pour chaque opération d'après:

- 1) les ressources liées au remboursement du prêt;
- 2) les estimations des recettes et des dépenses prévues des entreprises requérantes, effectuées par le comité de gestion et par le Conseil d'Administration.

L'utilisation des prêts est généralement subordonnée au concours, de la part de l'emprunteur, à la couverture des besoins financiers de son projet d'investissement.

Ce concours n'en devra pas pour autant prendre la forme de dépôts à la Banque de Développement, mais il pourra être représenté par des investissements déjà effectués dans ce projet et déjà payés.

Il sera fixé de manière différente, même si les critères sont semblables, pour chacune des catégories de financements accordés par la Banque de Développement.

Pour la section de crédit immobilier, on demande un apport personnel à fixer par rapport au montant global du devis de construction, de la manière suivante:

pour les investissements jusqu'à 1 million de francs C.F.A.	0%
pour les investissements au delà de 1 million et jusqu'à 3 millions	2%
pour les investissements au delà de 3 millions et jusqu'à 5 millions	5%
pour les investissements au delà de 5 millions et jusqu'à 8 millions	10%
pour le investissements au delà de 8 millions	20%.



Lorsque ces financements sont destinés à la construction d'immeubles de location, l'apport demandé devient d'un tiers si le crédit dépasse les 5 millions.

Pour les opérations de crédit destinées à l'achat de biens d'équipement, on demande généralement un apport monétaire égal à la différence entre le montant total du devis et le prêt accordé.

Même dans ce cas on pourra tenir compte, dans l'établissement de l'apport monétaire, des investissements déjà effectués dans le projet, ou d'autres apports en nature. Dans ce dernier cas, le débiteur devra justifier leur utilisation dans le projet financé, et la valeur de ces apports devra être estimée par les organes préposés de la Banque de Développement.

Pour les crédits à l'achat de biens d'équipement, pour les habitations particulières ou les cabinets professionnels, et pour l'achat de biens de consommation durables, le plafond de financement arrive à 70% du prix de chaque bien. L'emprunteur aura donc l'obligation, suivant les critères qui précèdent, de déposer les 30% restants (1).

Pour les prêts accordés par la section de crédit forestier, il faut distinguer le cas où ces derniers sont financés par des fonds provenant d'organismes publics, de celui où l'on a recours aux disponibilités de crédit de la section elle-même.

Dans le premier cas, en effet, le comité spécialisé pourra accorder des financements à des conditions particulières, sans deman-

---

(1) Si le prêt est accordé à une personne dont le salaire est inférieur à 50.000 francs C.F.A. par mois, celle-ci est dispensée de l'apport lorsque le financement est destiné à l'achat de matériaux de construction. Voir l'art. 12 du règlement interne de la Banque Gabonaise de Développement. Rappelons en outre que si ces crédits servent à l'achat de postes de radio mis en vente par Radio-Gabon, l'apport demandé se limite à 15% du prix d'achat.

der d'apport personnel, à condition qu'ils soient utilisés par des diplômés de l'Institut National des Eaux et Forêts du Gabon qui entreprennent pour la première fois l'activité de déboisement (1), ou par des membres d'une société ou d'un groupement de forme coopérative, collective ou semi-collective, lorsque cette société ou ce groupement est soumis à un contrôle public et jouit d'une assistance technique continue, jugée suffisante par le Ministère des Eaux et Forêts et par celui de l'Economie Nationale.

Par contre, pour les financements accordés sur les disponibilités de la Banque, on demandera un apport personnel de 20% ou de 25% suivant l'importance relative des crédits accordés par la Banque de Développement. La moitié de cet apport pourra être couverte par certains investissements en rapport avec l'activité considérée ou avec la valeur du droit de déboisement assigné à l'emprunteur.

Pour les financements accordés par la section de crédit agricole, on demande toujours un apport en monnaie égal à 5%. En raison des risques particuliers qui accompagnent cette activité de crédit, les prêts à l'agriculture sont assistés par un fonds de garantie alimenté par des dotations autorisées par le Conseil d'Administration, et par le produit du prélèvement obligatoire sur l'apport personnel, dans la mesure de 1% de la valeur nominale des prêts.

Enfin, pour les crédits automobiles on demandera le versement d'un apport équivalant à 25% du prix du véhicule et de la prime d'assurance.

---

(1) Pour avoir recours à la forme de financement en question, ces personnes devront avoir reçu l'autorisation conjointe du Ministère des Eaux et Forêts et du directeur de l'entreprise où elles ont exercé leur activités de formation pratique, après leur diplôme.

## 11. TAUX D'INTÉRÊT

Examinons à ce point la structure des taux actifs.

Les taux d'intérêt appliqués aux prêts immobiliers croissent avec le volume des prêts accordés, de la manière suivante (1):

- 5,50% pour les crédits jusqu'à 3 millions de francs C.F.A.;
- 7 % pour les crédits jusqu'à 5 millions de francs C.F.A.;
- 8 % pour les crédits supérieurs à 5 millions de francs C.F.A.

Pour les crédits se rapportant à la construction d'immeubles de location on demande, à égalité de montants de financement, des taux d'intérêt supérieurs de deux points à ceux que nous venons d'énumérer.

Une structure de taux légèrement moins élevés est appliquée aux opérations effectuées par la section de crédit forestier. Pour ces financements, en effet, on pourra demander au maximum les taux suivants (2):

- 5,50% pour les prêts inférieurs à 2 millions;
- 6,50% pour les prêts entre 2 et 5 millions;
- 7,50% pour les prêts supérieurs à 5 millions.

Les intérêts sur les placements de la section de crédit aux petites et moyennes entreprises sont calculés sur la base des plafonds suivants (3):

- 5% pour les financements inférieurs à 1 million;
- 6% pour les financements inférieurs à 2 millions;
- 7% pour les financements supérieurs à 2 millions.

Pour les crédits accordés par la section de crédit agricole, les taux demandés varient suivant la forme technique du prêt, comme

---

(1) Voir l'art. 44 du règlement interne.

(2) Voir l'art. 82 du règlement interne.

(3) Voir l'art. 90 du règlement interne.

il ressort clairement des dispositions de l'article 96. Aux termes de cet article, on devra appliquer les taux suivants:

- 3% pour les prêts « Aménagements Ruraux »;
- 4% pour les prêts de campagne;
- 4% pour les prêts collectifs inférieurs à 1 million;
- 5% pour les prêts individuels inférieurs à 1 million;
- 5% pour les prêts collectifs supérieurs à 1 million;
- 6% pour les prêts individuels supérieurs à 2 millions.

Sur les financements aux entreprises industrielles, de durée égale ou inférieure à trois ans, les taux appliqués seront compris entre 5 et 8%, suivant les effets de ces prêts sur la rentabilité industrielle. Pour les placement de plus longue durée, il sera demandé une majoration de 0,50% pour chaque année successive à la troisième.

La section commerciale demande par contre, pour ses placements, des taux différents suivant qu'il s'agit de prêts destinés à l'achat de biens d'équipement ou de stocks.

Dans le premier cas le taux appliqué s'élève à 5,50% tandis que dans le second il arrive à 6%.

Enfin, les intérêts sur les crédits destinés à l'achat de voitures sont établis sur la base de 7% par an.

## 12. FACTEURS AUXQUELS PEUT ÊTRE SUBORDONNÉE L'ALLOCATION DES CRÉDITS

Signalons que l'allocation de financements de la part de la Banque de Développement peut être subordonnée à l'existence de certaines garanties ou à l'accomplissement de certaines conditions. Parfois, en effet, on peut demander un minimum d'ancienneté professionnelle de deux ans pour les crédits jusqu'à 2 millions et de cinq ans pour les crédits de montant supérieur.



Ces conditions sont toutefois atténuées lorsque l'emprunteur peut fournir des garanties supplémentaires telles que, par exemple, une hypothèque sur un autre immeuble ou un aval de la part d'opérateurs solvables.

Il a même été prévu des limites d'âge. Ainsi, par exemple, aux termes de l'article 89, on exige, pour les petits entrepreneurs qui demandent un financement à la Banque de Développement, un âge inférieur à 45 ans. Dans d'autres cas, l'âge peut limiter la durée du remboursement.

De plus, une grande importance a été attribuée à l'existence de garanties réelles ou personnelles (1).

Dans certaines circonstances, outre ces garanties, on peut en demander d'autres, comme c'est le cas des crédits de la section forestière.

La Banque exige en effet, aux termes de l'article 86 du règlement intérieur:

- 1) le droit de nantissement sur le matériel acheté avec les fonds du dernier prêt;
- 2) la souscription d'une demande de transfert, en blanc, de tous les permis et les droits de coupe de l'emprunteur.

Rappelons enfin que les fonds ne sont pas mis directement à la disposition du débiteur, car la Banque préfère effectuer directement, au fur et à mesure, les paiements aux fournisseurs.

Cependant, même si l'on doit accorder à l'emprunteur les disponibilités monétaires relatives à l'utilisation du crédit qui lui a

---

(1) Aux termes de l'art. 93, il pourra être dérogé à ces dispositions pour les crédits accordés aux nouveaux entrepreneurs, à condition que le risque puisse être imputé sur un fonds spécial de garantie pour les prêts dont la durée ne dépasse pas deux ans et pour une valeur globale qui ne soit pas plus du double du fonds de garantie institué pour les prêts aux petits et moyens entrepreneurs.

été octroyé, les versements ne seront effectués que par l'intermédiaire ou sur l'avis favorable d'un expert qualifié et désigné par contrat, comme, par exemple, l'expert d'un service technique de la Banque (1).

La Banque suit le déroulement des travaux et vérifie si les fonds ont été employés conformément à l'objet du crédit, soit en se servant de ses agents, soit par l'intermédiaire d'un mandataire.

Lorsqu'elle n'est pas en mesure de suivre le déroulement des travaux, pour des motifs d'éloignement, par exemple, elle peut exiger la présentation des factures des matériaux et des fournitures, et faire inspecter les travaux par un agent de son choix.

Parfois, la Banque impose aux bénéficiaires des financements des obligations particulières, comme celles de:

- ne pas s'endetter, sans son consentement préalable, pour des sommes supérieures à 1/5 du solde non remboursé de leurs engagements envers la Banque;
- accepter l'assistance technique offerte par les services publics, la Banque ou ses représentants.

L'inobservation de ces dispositions comporte pour le débiteur la perte du bénéfice du terme.

### 13. INVESTISSEMENTS DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

Les financements accordés par la Banque de Développement ont augmenté au cours de la période 1960-1969, et ont passé de

---

(1) Rappelons qu'aux termes de la délibération du 14 mars 1966 du Conseil d'Administration, les crédits inutilisés six mois après la signature des contrats seront annulés, tandis que les crédits qui n'auront pas été complètement utilisés 18 mois après la signature des contrats seront réduits au montant effectivement utilisé. Le Directeur général peut accorder, dans des cas d'exception et en présence de justifications valables, des dérogations partielles à cette règle.

566 millions de francs C.F.A. pendant l'exercice 1960-1961 à 2.435 en 1968-1969. Remarquons toutefois que cette tendance a été caractérisée par une forte variabilité. Au cours des exercices 1964-1965, 1965-1966 et 1968-1969 notamment, on a vu se produire des accroissements sensibles tandis que pendant les exercices 1966-1967 et 1967-1968 ils ont connu de fortes contractions.

Si l'on examine les variations qui sont intervenues dans les financements de la Banque au cours des exercices 1967-1968 et 1968-1969, on note facilement que les secteurs les plus fortement intéressés par cette expansion sont les Collectivités locales publiques qui ont reçu des financements pour un montant de 1.062 millions avec un accroissement d'environ 779 millions, le secteur forestier avec 317 millions et un accroissement de 202, le secteur agricole avec 160 millions et une expansion de 155 et le secteur immobilier avec 512 millions et un accroissement de 129 millions. La valeur moyenne des investissements a augmenté nettement, elle aussi, et a passé de 1,6 millions de francs C.F.A. à 4,1 millions. Cet accroissement a intéressé le secteur des Collectivités locales publiques, le secteur forestier et le secteur agricole.

Par contre, si l'on considère l'ensemble des prêts accordés par la Banque de Développement depuis sa constitution, on remarque que le secteur immobilier a bénéficié du crédit plus largement que les autres: ce secteur a reçu en effet 28,20% du total des prêts accordés par la Banque de Développement. Il est suivi de loin par le secteur des Collectivités locales publiques, qui a obtenu 15,37% de la valeur totale des financements, par le secteur industriel: 11,92%, par celui de l'artisanat: 8,42% et par le secteur forestier: 6,94 pour cent.

Cela signifie que 70,84% du total des investissements de la dite Banque est concentré dans ces cinq secteurs.

TABLEAU 33

EVOLUTION DES FINANCEMENTS ACCORDES PAR LA BANQUE GABONAISE DE DEVELOPEMENT (1)  
(en millions de francs C.F.A.)

Rubriques	Exercice 1960-1961	Exercice 1961-1962	Exercice 1962-1963	Exercice 1963-1964	Exercice 1964-1965	Exercice 1965-1966	Exercice 1966-1967	Exercice 1967-1968	Exercice 1968-1969 (2ème semestre)
Nombre de prêts	972	882	1.020	983	860	730	640	653	592
Financements accordés	566,0	581,0	666,0	606,0	1.088,0	1.672,0	1.097,0	1.039,0	2.435,1
									1.060,0

(1) Les données ci-dessus représentent le volume des prêts accordés après la création de la B.G.D., déduction faite des prêts accordés et annulés au cours d'un même exercice et excepté les crédits accordés aux « marchés publics », dont la banque concourt au financement en voie exceptionnelle, et pour certaines opérations bien définies.

(2) Au cours des derniers mois de l'exercice 1968-1969, un préfinancement pour un emprunt obligatoire d'environ 500 millions de francs a été accordé. Il en découle que, si l'on isole cette opération, le volume des prêts que la banque a accordés au cours de cet exercice se réduit à 2.038 millions.

SOURCE: BANQUE GABONAISE DE DEVELOPEMENT, *Rapport d'activité pour l'exercice 1968-1969*, page 2.



TABLEAU 34

ETUDE COMPAREE DES PRETS ACCORDES PAR LA B.G.D. AU COURS  
DES EXERCICES 1967-1968 ET 1968-1969  
(en milliers de francs C.F.A.)

Catégories	Exercice 1967-1968		Exercice 1968-1969		Différences	
	Nombre	Total	Nombre	Total	Nombre	Total
Agriculture	1	5.000	3	159.500	+ 2	+ 154.500
Artisanat	15	23.379	14	44.402	— 1	+ 21.023
Industrie	3	167.000	4	255.000	+ 1	+ 88.000
Organismes locaux	3	283.362	8	1.062.340	+ 5	+ 778.978
Forêts	20	114.647	9	316.509	— 11	+ 201.862
Immeubles	242	382.919	161	511.612	— 81	+ 128.693
Commerce	3	1.500	10	16.200	+ 7	+ 14.700
Petit équipement	308	20.015	307	19.668	— 1	— 347
Crédit automobile	59	41.073	76	49.861	+ 17	+ 8.788
Total	654	1.038.895	592	2.435.092	— 62	+ 1.396.197
Marchés publics (1)	2	16.200	4	103.603	+ 2	+ 87.403
Total	656	1.055.095	596	2.538.695	— 60	+ 1.483.600

(1) Dans cette catégorie sont comprises les avances accordées aux créanciers de l'Etat en tant que fournisseurs — sur commande — de ce dernier.

SOURCE: B.G.D., *Rapport d'activité, op. cit.*, page 4.

En outre, si l'on ne considère pas que les financements accordés au secteur Marchés publics (1) représentent 20,72 % de l'ensemble des investissements, le degré de concentration de l'activité de la Banque de Développement s'élève encore, puisque 89,35 % des crédits qu'elle accorde intéressent les secteurs: immobilier, collectivités locales publiques, industriel, artisanal et forestier.

Il en est tout autrement du nombre d'opérations effectuées pour chaque secteur. En effet, si l'on fait abstraction du secteur

(1) La Banque de Développement accorde exceptionnellement, et pour des opérations bien déterminées, des crédits au secteur Marchés publics. Ces placements ne peuvent donc pas être considérés comme faisant partie des activités normales de l'établissement. Les financements accordés à ce secteur doivent avoir

TABLEAU 35

REPARTITION DES PRETS ACCORDES PAR LA B.G.D. DEPUIS SA CONSTITUTION  
(en milliers de francs C.F.A.)

Catégories	Depuis l'origine au 30-6-1964		Exercice 1964-1965		Exercice 1965-1966		Exercice 1966-1967	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Agriculture	152	107.926	1	99.079	1	66.450	2	101.461
Aménagements ruraux (1)	78	31.129	2	3.845	4	311	—	—
Artisanat	406	508.080	68	132.674	50	261.438	56	163.687
Industrie	3	136.000	1	30.500	4	872.500	4	143.330
Collectivités publiques locales	54	252.642	5	275.505	4	22.142	3	174.219
Forêts	70	203.622	33	138.044	21	46.383	27	115.906
Immeubles	3.243	1.924.336	272	315.494	243	329.451	270	335.591
Petit équipement	2.321	95.831	376	28.262	344	44.470	193	16.739
Commerce	—	—	—	—	3	2.572	5	2.700
Crédit automobile	143	89.211	104	64.847	56	26.236	80	43.331
Total	6.470	3.348.777	860	1.088.250	730	1.671.953	640	1.096.964
Marchés publics	22	2.101.895	5	224.422	—	—6.436	2	352.000
Total général	6.492	5.450.672	865	1.312.672	730	1.665.517	642	1.448.964
Pourcentages	65,04	40,46	8,67	9,74	7,32	12,36	6,43	10,76

Catégories	Exercice 1967-1968		Exercice 1968-1969		Totaux au 30-6-1969		Pourcentages	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Agriculture	1	5.000	3	159.500	158	539.416	1,59	4,01
Aménagements ruraux (1)	—	—	—	—	84	35.285	0,84	0,26
Artisanat	15	23.379	14	44.402	609	1.133.660	6,10	8,42
Industrie	3	167.000	4	255.000	19	1.604.330	0,19	11,91
Collectivités publiques locales	3	283.362	8	1.062.340	77	2.070.210	2,77	15,37
Forêts	20	114.647	9	316.509	180	935.111	1,80	6,94
Immeubles	242	382.919	161	511.612	4.431	3.799.403	44,40	28,20
Petit équipement	308	20.015	307	19.668	3.849	224.985	38,56	1,67
Commerce	3	1.500	10	16.200	21	22.972	0,21	0,17
Crédit automobile	59	41.073	76	49.861	518	314.559	5,19	2,33
Total	654	1.038.895	592	2.435.092	9.946	10.679.931	99,65	79,28
Marchés publics	2	16.200	4	103.603	35	2.791.684	0,35	20,72
Total général	656	1.055.095	596	2.538.695	9.981	13.471.615	100	100
Pourcentages	6,57	7,83	5,97	18,85	100	100		

(1) Il s'agit d'opérations qui ont complètement disparu. Elles étaient financées soit par des subventions du Trésor, soit par des fonds propres de la B.G.D. afin de consentir la réalisation d'œuvres d'intérêt collectif à l'intérieur du Pays.

SOURCE: B.G.D., *Rapport d'activité*, op. cit., page 5.

immobilier, où l'on trouve non seulement le niveau d'investissements le plus élevé, mais aussi la plus grande fréquence relative dans les opérations effectuées, il est impossible de relever dans les autres secteurs cette même corrélation entre le nombre des opérations et le montant des financements. Outre le secteur immobilier, ceux du petit équipement, de l'artisanat et du crédit automobile sont caractérisés par 38,56%, 6,10% et 5,19% en ce qui concerne la fréquence relative la plus élevée.

Cependant, pour mieux analyser le comportement de la Banque de Développement, il vaut mieux examiner quelles ont été les opérations financées par les crédits de chacune de ses sections au cours du dernier exercice considéré.

Les investissements effectués par la section artisanat sont allés, dans la mesure de 5,2 millions, au secteur public et de 39,2 millions de francs C.F.A. au secteur privé. Le secteur public en a utilisé 3,1 pour acheter des véhicules militaires, tandis que, dans le secteur privé, 2,1 millions seulement ont été destinés aux petites et moyennes entreprises.

---

pour objet la mobilisation de crédits sur le Trésor en vue de faciliter le financement des commandes. Pour ce genre de placements, la Banque Gabonaise de Développement est tenue à respecter les conditions suivantes:

- 1) le montant total ne peut être supérieur à 80% de la valeur des contrats. Ce pourcentage peut, sur la décision à l'unanimité du Conseil, être élevé à 90%;
- 2) les taux doivent être les mêmes que ceux qu'applique la Banque centrale pour des opérations de refinancement similaires, majorés de 2,30%;
- 3) des accords préalables de réescompte doivent subsister avec la Banque centrale dans une mesure égale ou supérieure à 80% du crédit accordé;
- 4) leur durée ne peut dépasser trois ans;
- 5) les garanties sont représentées par la cession en gage des contrats et de toute autre garantie inhérente;
- 6) l'opération doit être effectuée moyennant versement en compte courant jusqu'à la limite du pourcentage consenti sur le titre qui donne droit au paiement.

Voir l'art. 20 du règlement intérieur.



Le secteur industriel a obtenu 255 millions. La valeur moyenne de chacune de ces opérations a été d'environ 63,7 millions. Ce sont donc les grandes entreprises qui ont joui, très probablement, de ces crédits. La section collectivités locales publiques a accordé des financements pour un montant de 1.062 millions, destinés en grande partie aux besoins financiers des infrastructures telles que digues, installations électriques, routes et édifices publics (1).

La section de crédit forestier a effectué des investissements pour un montant de 317 millions, dont la plupart ont servi à l'achat de tracteurs et de camions; tandis que les crédits accordés par la section du petit équipement ont servi surtout à l'achat de biens de consommation durables. Les financements accordés au crédit automobile (50 millions) ont servi en grande partie, eux aussi, à l'achat de voitures de tourisme. Il ressort donc clairement que l'activité d'investissement de la Banque de Développement ne se limite pas aux opérations qui peuvent contribuer, dans l'immédiat, au développement économique du Pays, mais qu'elle satisfait aussi les besoins financiers inhérents à la construction d'oeuvres publiques, à la construction et à l'exercice d'entreprises de services et même à l'achat de biens de consommations durables.

Il est vrai que les fonctions et les politiques de chaque institution doivent s'adapter aux besoins de chaque Pays; il est donc opportun que leurs Statuts leur ouvrent un vaste champ d'action et mettent à leur disposition toute une série d'instruments opérationnels. Ceci afin de leur permettre d'adapter rapidement leur politique aux fluctuations et aux variations qui se produisent dans

---

(1) Dans les 1.062 millions est compris aussi un refinancement de 500 millions en faveur du Trésor qui devrait être remboursé grâce aux recettes monétaires provenant du classement d'un emprunt par obligations.

un système économique. Il semble donc que, théoriquement, les banques de développement peuvent assumer les fonctions suivantes:

- 1) fournir des prêts à moyen ou long terme ou garantir ces prêts lorsqu'ils sont accordés par d'autres opérateurs;
- 2) accorder des avances à court terme lorsqu'il n'existe pas, à l'intérieur du Pays, d'autres sources appropriées pour ce genre de crédit;
- 3) accorder des financements à court terme aux entreprises qui présentent un intérêt prioritaire pour le développement et qui subissent un processus de rationnement du crédit, soit à cause du manque d'articulation du système bancaire, soit à cause des incertitudes inhérentes à l'exercice de leur activité économique;
- 4) mobiliser l'épargne familiale et l'acheminer vers les canaux productifs;
- 5) contracter des emprunts à l'étranger;
- 6) prendre des participations en actions;
- 7) déceler les occasions d'investissements productifs du Pays, développer et promouvoir ces projets au moyens de financements à accorder dans la mesure des moyens disponibles à titre de capital propre et, si cela s'impose, remplir les fonctions d'entrepreneur;
- 8) développer les capacités locales au moyen de services de consultation et d'assistance technique appropriés ainsi que de cours de formation professionnelle;
- 9) promouvoir le développement d'un marché des capitaux;
- 10) exercer, le cas échéant, les fonctions caractéristiques des banques commerciales et, notamment, la collecte des dépôts (1).

---

(1) Voir H. HARLANDER et D. MATZGER, *Development Banking in Africa*, Weltforum Verlag, Munich, 1971, page 35.

Voilà pourquoi on ne peut donner de réponse satisfaisante au problème de la spécialisation par secteurs d'une banque de développement sans tenir compte du niveau de développement du système économique, de la structure et du comportement du système bancaire au sein duquel elle sera appelée à opérer. Dans certains Pays aux premiers stades du développement et disposant de ressources très limitées, il vaudra donc peut-être mieux concentrer les ressources financières et humaines dans une seule institution qui opère dans tous les secteurs.

Signalons, cependant, que le financement des différents secteurs et, notamment, du secteur agricole et du secteur industriel, demande une habileté et une aptitude à la direction différentes et pose des problèmes administratifs complexes. Très souvent, un établissement de ce genre arrive à se concentrer à tel point sur les nécessités de financement d'un certain secteur qu'il finit par négliger tous les autres. Ces problèmes se font sentir encore plus lorsque l'on entend financer les petites exploitations agricoles. Il est bien connu que ces financements comportent une activité très onéreuse qui implique, de la part de l'établissement qui s'en occupe, la gestion de nombreux guichets et une assistance technique continue aux exploitations en question. Il est donc évident que l'exercice d'une activité de ce genre se prête mieux aux établissements spécialisés. La preuve en est fournie par le comportement de certaines banques de développement qui ont préféré laisser cette activité, même si elles l'exerçaient depuis très longtemps (1), à des établissements spécialisés.

Il existe donc des chances pour que les Autorités monétaires interviennent sur la structure du système bancaire pour réaliser une meilleure articulation à l'intérieur de ce même système, afin

---

(1) La Banque de Développement d'Éthiopie en fournit un exemple typique.

de satisfaire autant que possible, là où il existe des prémisses économiques, les besoins de financement de l'économie par la promotion de l'épargne et sa canalisation vers les secteurs de la production.

Dans un contexte de ce genre, l'octroi de crédits, de la part de la Banque de Développement Gabonaise, au secteur automobile, aux marchés publics, aux collectivités publiques, au petit équipement et à l'agriculture, semble pour le moins inopportun, car non seulement ces financements servent, pour la plupart, à l'achat de biens de consommation durables d'origine étrangère ou à la réalisation de projets dont la productivité est fort différée, mais ils posent également de délicats problèmes de direction. Il est bien connu que la direction d'une banque de développement implique un vaste éventail de connaissances économiques, financières, juridiques et techniques qui sont déjà difficile à trouver — même dans les Pays plus avancés — réunies chez une seule personne. Par surcroît, dans les Pays en voie de développement, cette difficulté est aggravée par le manque de préparation du personnel technique et des cadres ainsi que par le désir de mettre tout l'appareil de crédit sous le contrôle d'éléments africains (1). On peut donc voir que l'activité d'une banque de développement, comme intermédiaire de crédit non spécialisé, pose non seulement

---

(1) Remarquons que, dans le but d'atténuer cette pénurie, les banques de développement ont commencé à tenir des programmes spéciaux de préparation professionnelle à tous les niveaux. Les banques des Pays de l'Afrique francophone ont souvent recours au C.E.F.E.B. (Centre d'Etudes Financières, Economiques et Bancaires) qui organise des cours de préparation professionnelle dans le contexte de l'assistance technique de la C.C.C.E. (Caisse Centrale de Coopération Economique). De plus, ces dernières années, ces banques et celles qui opèrent dans les autres Pays africains, se sont tournées de plus en plus fréquemment vers les cours de spécialisation du personnel bancaire que la Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde a organisés à Milan.



des problèmes de balance des paiements, mais aussi des problèmes difficiles à résoudre sur le plan de la direction. Donc, puisqu'il est nécessaire que le système de crédit d'un Pays évolue par rapport aux différentes phases de son développement (1), il est nécessaire que la Banque de Développement du Gabon arrive à un stade de spécialisation fonctionnelle plus élevé. Il vaudrait mieux notamment, compte tenu de la dynamique des transactions courantes du Gabon et des flux d'exportation et d'importation de biens et de services qui leur donnent lieu, que cette banque limite ses activités de crédit au financement des petites entreprises industrielles (2), et laisse aux autres établissements le rôle de couvrir les besoins financiers des entreprises d'autre genre ou ceux qui sont inhérents à la construction d'immeubles ou d'oeuvres publiques (3). Le soutien des petites entreprises qui produisent pour

---

(1) Gambino affirme que: « Du choix effectué (en ce qui concerne les innovations dans l'organisation institutionnelle) avec une vision anticipatrice des exigences futures, dépend le concours que pourra donner au développement économique le système du crédit et, à travers lui, l'activité de crédit dans toutes ses manifestations ». *Economia creditizia*, op. cit., page 368.

(2) Rappelons à ce propos qu'« elles (les entreprises mineures) contribuent largement à alimenter la production par leurs épargnes incessantes qui réduisent d'autant les capitaux de crédit demandés au marché. On peut ajouter que dans ces entreprises l'autofinancement... atteint son maximum ». DELL'AMORE, *Le caratteristiche economiche delle imprese minori*, Giuffrè, Milan, 1969, page 7 et du même auteur *Politica bancaria e politica del risparmio nei paesi africani*, Giuffrè, Milan, 1971, page 7.

(3) Il apparaît nécessaire, dans ce contexte, que les investissements de la banque de développement intéressent également les petites entreprises forestières et commerciales. Les motifs qui peuvent justifier l'octroi de crédit à des entreprises forestières sont assez évidents dans un Pays comme le Gabon dont une bonne portion des recettes en devises vient de l'exportation du bois, et notamment de l'okoumé, pour la vente duquel le Gabon jouit d'un régime de quasi-monopole. Le développement de ces petites entreprises — surtout dans la première et dans la deuxième zone forestière du Pays — permettrait avant tout

le marché intérieur (1) est plus que nécessaire dans le système économique que nous examinons, soit parce qu'elles représentent le siège où se forment et s'affinent les capacités des entrepreneurs locaux, soit parce qu'elles ont, du moins en puissance, de fortes capacités de revenu, soit enfin parce qu'elles devraient permettre, à travers la réduction du volume des importations, de meilleures disponibilités de devises pour l'achat de biens d'équipement, pour un processus plus rapide d'accumulation du capital et enfin — dernier objectif par ordre d'exposition mais non d'importance — pour une plus grande autonomie par rapport au reste du monde. Il serait bon en outre d'assurer aux entreprises emprunteuses certains services d'assistance technique (2). Cette assistance devrait toutefois être étroitement liée à l'octroi du financement tout en utilisant, par exemple, le « crédit contrôlé ». Elle pourrait viser à augmenter la productivité et à rationaliser l'organisation des entreprises, à coordonner leurs opérations d'achat de biens d'équipe-

---

de garder à l'intérieur du Pays une portion plus élevée des ressources réelles de ce dernier et contribuerait ensuite à diminuer le degré de dépendance du système économique vis-à-vis des décisions de l'étranger.

D'autre part, le financement des entreprises commerciales appartenant à des ressortissants gabonais pourrait consentir une atténuation des lacunes qui entravent le secteur de la distribution et pourrait permettre, là aussi, d'obtenir une plus grande autonomie par rapport à l'étranger. L'importance de poursuivre un tel objectif, dans un but de développement, ressort clairement si l'on considère l'influence que ce secteur peut avoir sur le niveau général des prix et sur la composition qualitative des consommations de la population.

(1) Signalons toutefois que, dans la mesure où les entreprises adoptent des systèmes de *backward linkages*, on se trouve en présence d'un processus de substitution des importations plus que d'une contraction de leur volume, à cause de l'augmentation de leur demande de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

(2) Actuellement, opère au Gabon une société de droit public, la PROMO-GABON, qui a pour but de promouvoir la création de petites et de moyennes entreprises en leur accordant surtout une assistance technique et administrative.

ment et de matières premières et à faciliter le placement de leurs produits.

De plus, afin d'éviter que l'activité de la Banque ne donne lieu au gaspillage de l'épargne en finançant des investissements qui ne favorisent pas le développement général, il faudrait que ces banques effectuent des recherches visant à la solution de certains problèmes techniques de gestion ou à l'établissement des possibilités de développement de certains secteurs de la production. Cependant, dans les cas où le manque d'esprit d'entreprise représente un problème qui n'est pas résoluble par l'apport financier ou par l'assistance technique, il est bon de permettre l'institution d'intermédiaires financiers non bancaires du genre des *development corporations*. Ces intermédiaires devraient avoir pour objet principal de prendre des participations dans des entreprises déjà opérantes et d'étudier la création et la gestion d'entreprises qu'elles jugent utiles en vue du développement économique. Naturellement les interventions de ces intermédiaires impliquent l'application de critères hautement sélectifs, c'est-à-dire aptes à déceler les initiatives économiquement saines, et tels qu'ils ne fassent pas considérer ces interventions comme un instrument de sauvetage pour les industries dont l'avenir apparaît incertain.

Remarquons à ce point que la reconversion de ces investissements en forme monétaire exige des délais assez prolongés. Ce processus est en effet étroitement lié aux revenus inhérents aux activités financées et à la gestion des entreprises dans lesquelles l'intermédiaire non bancaire a pris des participations, soit que le sujet économique de ces entreprises se prête au remboursement desdites participations, soit que l'intermédiaire puisse être substitué dans son rôle par d'autres bailleurs de fonds ou par d'autres épargnants. Un intermédiaire de ce genre doit cependant pouvoir

disposer de moyens financiers considérables à engager comme capital ou à échéance indéterminée (1). Il lui faut donc, à sa formation, programmer dans le temps ses besoins de capital pour éviter d'épuiser ses ressources en quelques opérations et de se transformer en une sorte de *holding* incapable d'étendre son activité à d'autres projets ou à d'autres petites entreprises durant la période nécessaire à la reconversion en monnaie de ses investissements (2).

Il est donc plus opportun qu'une banque de développement au lieu de prendre des participations limite son activité au financement des entreprises (3).

---

(1) Voir sur ce point G. DELL'AMORE, *Politica bancaria e politica del risparmio*, *op. cit.*, page 9.

(2) Voir H. HARLANDER et D. MATZGER, *Development Banking in Africa*, *op. cit.*, page 17.

(3) Une structure bancaire de ce genre s'est développée principalement dans les anciennes possessions britanniques, tandis que dans les territoires francophones on se trouve généralement en présence d'un degré de spécialisation beaucoup moins élevé de cette activité financière. Je dirai même que, fréquemment, l'activité des banques de développement — comme dans le cas de la Banque Gabonaise — comprend toute une série de fonctions, y compris celle de financer les opérations d'achat de biens de consommation durables. Ce genre de comportement a été défini par Engel comme étant typique d'une Caisse centrale. Cette définition s'applique d'ailleurs fort bien à la Banque Gabonaise de Développement en raison de ses rapports étroits avec la C.C.C.E. française. Rappelons à ce propos qu'aux termes de l'article 3 du Statut de la B.G.D., cette dernière est tenue à recevoir et à utiliser — pour le compte du Trésor — les disponibilités monétaires qu'elle a obtenues, à titre de crédit ou de donation, de la C.C.C.E. Voir ENGEL, *Development Bank Financing in Africa*, dans « Africa », volume VII, 1966, n. 5 et volume VII, 1967, n. 1, Afrika — Verlag, Paffenhofent, Ilmcon Deutsche Afrika — Gesellschaft, Bonn. Soulignons encore une fois qu'il n'existe pas de type idéal d'institution de développement prêt à satisfaire tous les besoins de tous les Pays d'une même catégorie. Cette forme dépendra de la dimension et du stade de développement de chaque système économique et aussi, bien entendu, des aptitudes à l'entreprise de ses habitants.



TABLEAU 36

PRETS ACCORDES PAR LA B.G.D. DEPUIS SON ORIGINE, CLASSES SELON LEUR DUREE  
(en milliers de francs C.F.A.)

Catégories	Long terme		Moyen terme		Court terme		Total		Pourcentages	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Agriculture	52	38.300	87	33.380	19	467.736	158	539.416	1,59	4,01
Aménagements ruraux	9	19.980	18	9.699	57	5.606	84	35.285	0,84	0,26
Artisanat	6	3.040	353	658.221	250	472.399	609	1.133.660	6,10	8,42
Industrie	5	1.110.000	12	319.330	2	175.000	19	1.604.330	0,19	11,91
Collectivités publiques locales	11	1.132.000	27	299.810	39	638.400	77	2.070.210	0,77	15,37
Forêts	—	—	141	729.569	39	205.542	180	935.111	1,80	6,94
Immeubles	2.644	2.329.759	1.653	1.437.535	134	32.109	4.431	3.799.403	44,40	28,20
Petit équipement	—	—	—	—	3.849	224.985	3.849	224.985	38,56	1,67
Commerce	—	—	5	14.340	16	8.632	21	22.972	0,21	0,17
Crédit automobile	—	—	59	43.000	459	271.559	518	314.559	5,19	2,33
Marchés publics	—	—	3	397.000	32	2.394.684	35	2.791.684	0,35	20,72
Total	2.727	4.633.079	2.358	3.941.884	4.896	4.896.652	9.981	13.471.615	100	100
Pourcentages	27,32	34,39	23,63	29,26	49,05	36,35	100	100		

SOURCE: B.G.D., *Rapport d'activité, op. cit.*, page 6.

Après cette brève analyse, nous allons passer à l'étude de l'activité de financement déployée par la Banque Gabonaise de Développement dès sa création.

Les prêts octroyés au 30 juin 1969 intéressaient pour les 34,39% le long terme, pour les 29,26% le moyen terme et pour les restants 36,35% le court terme.

Les crédits à long terme intéressent tout particulièrement le secteur immobilier (2.330 millions de francs C.F.A.), celui des collectivités locales publiques (1.132 millions) et le secteur industriel (1.110 millions).

Les placements à moyen terme ont été mieux répartis entre les différents secteurs. Mais, là aussi, le secteur immobilier avec ses 1.438 millions de francs C.F.A. a obtenu le plus fort volume de crédit. Cependant, les autres secteurs — notamment le secteur forestier et celui de l'artisanat — ont obtenu des financements d'une certaine importance. D'après les données fournies par la Centrale des Risques — pour la période allant du 30 juin 1965 au 30 juin 1970 — les financements à moyen terme augmentaient dans la mesure de 116,17% alors que les financements à long terme connaissaient un accroissement de 184,22%. On peut voir en outre que l'importance relative des investissements à moyen et à long terme de la Banque Gabonaise de Développement, quoique toujours supérieure à 74,31% du total des crédits à moyen et à long terme de l'ensemble du système bancaire, a une allure tendentiellement décroissante. Cela manifeste une participation accrue des banques de dépôt à ce genre de crédit et notamment au crédit à moyen terme.

Comme il ressort clairement des données du tableau ci-dessous, les investissements de la Banque de Développement dans le secteur du crédit à moyen terme ont d'abord augmenté de 67,79% en 1964-1965 à 73,94% en 1965-1966, puis ils ont

TABLEAU 37

EVOLUTION DES CREDITS A MOYEN ET A LONG TERME  
(en millions de francs C.F.A.)

Rubriques	30-6-1965	30-6-1966	30-6-1967	30-6-1968	30-6-1969	30-6-1970
Moyen terme						
Banques commerciales	315	252	291	434	1.047	1.065
Banque de Développement	663	715	806	781	717	1.056
Total	978	967	1.097	1.215	1.764	2.121
Pourcentage des financements accordés par la B.G.D. à moyen terme	67,79	73,94	73,47	64,28	40,65	49,79
Long terme						
Banque de Développement	900	995	1.443	2.059	2.275	2.558
Total	1.878	1.962	2.540	3.274	4.039	4.679
Pourcentage des financements accordés par la B.G.D. à moyen et à long terme	83,23	87,16	88,54	86,74	74,08	77,24

SOURCE: B.C.E.A.E.C., *Rapports d'activité*.

progressivement diminué pour toucher un minimum de 40,65% en 1968-1969 et ont enfin remonté à 49,79% en 1969-1970. C'est là une preuve irréfutable de la tendance des banques de dépôt vers un processus de déspecialisation fonctionnelle. Il est donc fort probable que ces établissements de crédit aient modifié leur comportement pour faire affluer — grâce à leur activité d'intermédiaires — une plus grande quantité de moyens pour couvrir les besoins financiers durables des entreprises emprunteuses.

Enfin, l'activité de crédit à court terme mérite une attention toute particulière. Les placements effectués par la Banque de Développement dans ce secteur ont pris, au cours de la période considérée, une importance prépondérante, tant en ce qui concerne le nombre des opérations, qu'en ce qui concerne leur valeur globale.

Un tel comportement est cependant en contraste avec ce que l'on pourrait considérer comme les fonctions d'un établissement de ce genre qui devrait opérer surtout dans le secteur des financements à moyen et long terme (1), et se limiter à faciliter aux petites et moyennes entreprises, moyennant l'érogation de crédits de signature, l'accès aux lignes de crédit à court terme chez les banques commerciales ou à l'accorder directement lorsque ces entreprises ne peuvent accéder au crédit ordinaire (2).

---

(1) Cependant, afin de satisfaire au mieux les exigences financières des entreprises emprunteuses, il faudrait modifier la structure technique du processus d'amortissement des prêts accordés, c'est-à-dire accorder une période de préamortissement et adopter la méthode des taux croissants de capital de façon à réduire au minimum le décalage temporel entre le début du remboursement du crédit et le début du flux de reconversion monétaire de ces prêts.

(2) Il est fort probable que, en présence d'un système bancaire largement basé sur des établissements de crédit étrangers, la satisfaction de la part de besoins financiers à court terme qui intéresse les petites entreprises — et notamment celles qui sont nouvellement constituées — soit entravée par un volume insuffisant de financements et par une variabilité excessive du flux de crédit,



Ce comportement apparaît encore plus en contraste avec les buts institutionnels de la Banque de Développement si l'on considère qu'une bonne partie des financements à court terme qu'elle a accordés a alimenté des opérations d'achat de biens de consommation durables qui ont donné lieu — devant une offre intérieure peu élastique aux variations de la demande — à une augmentation des importations et, dans la meilleure des hypothèses, à une destruction de l'épargne réelle ainsi qu'à un ralentissement de l'accumulation du capital.

Des investissements existants au 30 juin 1969, 7,8% seulement avaient rencontré des difficultés de remboursement. Sur en-

---

aussi bien au cours des vicissitudes de la gestion de l'entreprise que par rapport aux modifications de la conjoncture. C'est pourquoi, même si l'on fait abstraction du manque d'articulation territoriale des guichets des banques de dépôt qui, à cause de la faible mobilité de la demande de crédit de ces entreprises, pouvant leur empêcher d'avoir accès au court terme, il est probable que les petites entreprises doivent subir des processus de rationnement du crédit. Et il ne semble pas que l'on puisse porter remède à cette insuffisance en imposant aux banques commerciales d'adopter certaines formes techniques particulières, telles que les *term loans*, du moment que l'introduction d'opérations de crédit à échéance fixe dans un système de crédit qui a de faibles chances d'investir en valeurs mobilières peut sérieusement conditionner l'élasticité de la politique monétaire de la Banque centrale et peut augmenter, en dernière analyse, le degré de dépendance du système bancaire vis-à-vis de l'étranger. Il semble donc opportun, du moins tant que les Autorités monétaires n'auront pas éliminé ces troubles, que les banques de développement interviennent dans ce secteur. On pourrait même conseiller, dans les limites compatibles avec l'élasticité de la politique monétaire, le recours de la Banque centrale aux manoeuvres de sélection afin de soustraire aux banques de dépôt une part de leurs disponibilités monétaires et de les affecter aux banques de développement. On a dit notamment à ce sujet: «... les plus graves défauts des banques commerciales africaines se trouvent dans leur articulation territoriale limitée en ce qui concerne les zones rurales; en effet, elles s'implantent habituellement dans les agglomérations urbaines... et négligent les petits centres périphériques où manquent généralement des guichets aptes à diffuser territorialement les investissements ». Voir G. DELL'AMORE, *Politica bancaria nei Paesi africani*, op. cit., page 4.

viron 3.976 millions investis, 215 millions avaient été classés comme étant d'exigibilité douteuse et 95 avaient donné lieu à des procédures de contentieux (1).

La presque totalité de ces crédits avait été accordée, respectivement dans la mesure de 85,83% et 96,43% aux secteurs de l'artisanat, des forêts et du bâtiment. Signalons toutefois que, sur un accroissement total de 1,3% des crédits douteux et contentieux par rapport au 30 juin 1968, on a eu une augmentation respectivement de 10% et 17% dans le Fonds de garantie et dans les réserves.

Les participations de la Banque (2) au 30 juin 1969 s'élevaient à 81.878.120 francs C.F.A. contre 85.759.120 francs C.F.A. à la même date de l'année précédente. Cette diminution est due au remboursement de la participation dans la Foley Gabon, par suite de la liquidation de cette société, et à la restitution d'une partie du capital souscrit dans l'U.A.M.B.D. à la suite de la réduction de capital que cette dernière avait effectué. Les participations actuelles de la Banque Gabonaise de Développement sont les suivantes:

- 1) 400.000 francs C.F.A. dans la Société d'Etudes Gabonaises dont le capital est de 4.000.000 de francs C.F.A. (3);

---

(1) En outre, dans le cas de l'exercice 1968-1969, environ 12,5 millions de francs C.F.A. furent jugés irrécupérables par la banque en question.

(2) Comme chacun sait cette activité est réglée par les dispositions de l'article 3/A de son Statut et par celles des articles 13-14-15-16-17 de son règlement intérieur.

(3) La participation initiale de la Banque était de 100.000 francs C.F.A. A la suite de la décision de la S.E.G. d'augmenter son capital par l'incorporation des réserves, le volume de cette participation s'est élevé à 400.000 francs C.F.A.

- 2) 10.000 francs C.F.A. dans la Compagnie Cinématographique du Gabon (1);
- 3) 25.000.000 de francs C.F.A. dans la Société Gabonaise d'Élevage dont le capital est de 100.000.000 de francs C.F.A.;
- 4) 15.000.000 de francs C.F.A. dans l'Union Gabonaise de Banque dont le capital est de 300.000.000 de francs C.F.A. (2);
- 5) 6.233.120 francs C.F.A. dans l'Union Africaine des Banques de Développement;
- 6) 33.000.000 de francs C.F.A. dans la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon dont le capital est de 400.000.000 de francs C.F.A.;
- 7) 250.000 francs C.F.A. dans la Gabonaise Immobilière, dont le capital est de 125.000.000 de francs C.F.A.;
- 8) 25.000 francs C.F.A. dans la Cellulose du Gabon dont le capital est de 1.000.000 de francs C.F.A.;
- 9) une action de 10.000 francs C.F.A. dans la SO.GA.CHIM., libérée à 50 pour cent.

Enfin, les investissements immédiatement liquidables méritent une attention toute particulière. Ils sont représentés par des espèces et par des dépôts effectués à la Banque centrale, au Trésor, aux Centres de Chèques Postaux et aux banques de dépôt, locales et étrangères. Le montant de ces investissements s'élevait à 505 millions le 31 décembre 1968 et à 948 millions le 30 juin 1969.

#### 14. LES RESSOURCES DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

En ce qui concerne les sources d'approvisionnement en disponibilités monétaires de cette banque, le capital propre revêt

---

(1) Par suite des résultats défavorables de la gestion de la C.C.G. on a constitué un fonds de dévaluation d'un montant égal à celui de toute la participation.

(2) Même pour cette participation on a constitué un fonds de dévaluation s'élevant à 60% de la quote-part souscrite.

une importance particulière. Ce capital s'élevait, lors de la constitution de la Banque, à 400 millions, puis il a été porté à un milliard de francs C.F.A. et enfin à 1.100 millions en avril 1970. La correspondance ou non de ce capital propre aux exigences de gestion de l'établissement influence de façon déterminante les possibilités d'atteindre les objectifs qu'il se propose. Cependant, la détermination du minimum nécessaire pour garantir le bon fonctionnement de sa gestion comporte des problèmes difficiles à résoudre, tels que l'établissement du montant global de capitaux qu'un Pays peut employer de façon productive dans une période donnée et l'estimation raisonnable du pourcentage que peut investir la Banque de Développement (1).

De même, l'octroi de financements excessifs à titre de capital propre, n'est pas, lui non plus, dénué de risques, car une surcapitalisation contraindrait la Banque à investir une part relativement large de ses fonds dans des crédits à court terme. Cela peut l'exposer aux pressions des actionnaires publics ou privés qui tendent à favoriser de plus gros volumes d'investissement soit pour obtenir de plus larges marges de profit, soit pour combler les besoins de financement des activités qu'ils agréent. De plus, ces pressions

---

(1) Pour plus de détails sur ce point voir diffusément: J. ADLER, *Absorptive Capacity, the Concept and the Determinants*, The Brookings Institution, Washington, D.C., 1965, et P. PERERA, *Development Finance — Institutions, Problems and Prospects*, dans « Praeger Special Studies in International Economics and Development », New York, 1968, pages 52-59. D'après Houk la limite supérieure du capital propre devrait être représentée par les financements que la banque peut accorder en deux ans. Ce critère implique cependant que le système bancaire ou d'autres organismes aient déjà en vue les projets dans lesquels investir, ce qui représente pour bien des Pays africains une hypothèse dénuée de fondement. Cet auteur voit en outre la limite minimum de capital propre indispensable pour une banque de développement dans: « ... les ressources nécessaires à couvrir les frais de gestion et à laisser un surplus raisonnable à distribuer entre ses actionnaires ou à destiner à l'autofinancement ». J. T. D. HOUK, *Financing Problems of Development Banking*, Praeger, New York, 1967, pages 48-50.



peuvent pousser la Banque de Développement à accorder des prêts sans avoir préalablement effectué l'enquête nécessaire sur les possibilités de ces investissements de se reconvertir en forme monétaire et de contribuer au développement de l'économie (1).

En ce qui concerne la nature du sujet économique, il semble que le caractère public de ce dernier représente — bien que subissant des interférences politiques plus fortes qu'un établissement privé de même nature — la meilleure solution, puisqu'il facilite la coordination entre les politiques de collecte et d'investissement et celles que propose l'organisme de la programmation économique (2). D'autre part, cette solution qui diminue le souci de rémunérer de façon appropriée les fonds obtenus à titre de capital, permet des investissements à productivité différée qui contribuent plus efficacement au développement économique du Pays (3). Lorsque les disponibilités du Trésor n'arrivent pas à couvrir 51% des actions émises, le Trésor peut avoir recours à l'I.F.C. (*International Financing Corporation*) qui peut prendre, aux termes de son propre Statut, des participations temporaires jusqu'à 25% du ca-

---

(1) Le rapport entre capital versé et capital autorisé peut représenter un indice de la mesure dans laquelle la capacité d'absorption a été surestimée. Remarquons toutefois que plutôt qu'un véritable manque de projets fiables, ce sont parfois des facteurs de nature politique qui agissent sur ce rapport.

(2) Voir J. T. DOTTONCK, *Financing Problems*, *op. cit.*, page 198; W. DIAMOND, *Development Banks*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1957, page 12 et S. BOSKEY, *Problems and Practice of Development Banks*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1959, page 6 et suivantes.

(3) Voir G. DELL'AMORE, *Politica bancaria nei Paesi africani*, *op. cit.*, page 6. Les critères que suggère la Banque Mondiale, visant à préférer les banques de développement dont le capital serait souscrit par des opérateurs privés, ne semblent pas s'appliquer au contexte économique où ces banques sont appelées à opérer. Voir aussi H. HARLANDER et D. MATZGER, *Development Banking in Africa*, *op. cit.*, page 23.

pital social de la Banque de Développement. L'intervention de cet organisme est soumise à l'engagement, de la part des Autorités gouvernementales, de classer aussitôt que possible chez des opérateurs privés les titres ainsi souscrits.

De plus, les disponibilités des banques de développement peuvent être intégrées par une part annuelle des recettes budgétaires de l'Etat, comme dans les cas où ces établissements sont autorisés à percevoir certaines contributions. Dans d'autres cas, le concours du Trésor varie suivant les besoins financiers de la banque de développement, ce qui lui permet une certaine élasticité de gestion.

Parfois, les moyens nécessaires sont obtenus par le recours à l'épargne forcée ou par des manoeuvres de caractère sélectif de la part des Autorités monétaires centrales (1).

Dans certains cas les banques de développement ont pu obtenir des prêts d'organismes financiers internationaux ou de groupes financiers étrangers (2).

Les Autorités gouvernementales peuvent enfin accorder à ces établissements des prêts à longue échéance (25 à 30 ans) sans intérêt et avec une période de préamortissement de 10 à 15 ans. De plus, ces prêts, que la Banque Mondiale considère — tant que leur montant ne dépasse pas 150% des financements accordés avec des liens de risque à un établissement de développement donné — comme une forme particulière de capital propre, augmentent considérablement la capacité d'endettement des banques de dévelop-

---

(1) Par contre, le recours à une politique de subventions fortuites de la part du Trésor n'est pas conseillable à cause des dangers inhérents à ce genre d'interventions.

(2) Voir G. DELL'AMORE, *Politica bancaria nei Paesi africani*, op. cit., page 8.

pement. D'après la Banque Mondiale, une banque de développement qui a une structure financière du type suivant (1):

capital propre	100
capital en obligations	150
base d'endettement	250
volume maximum d'endettement consenti pour l'admissibilité au crédit de la Banque Mondiale	750

est considérée apte à l'allocation de financements (2).

La Banque Mondiale devrait opérer selon le principe de n'accorder de crédit qu'aux banques dont le capital est entièrement souscrit par des particuliers. Cependant, puisque l'application rigide de ce principe excluait pratiquement toutes les institutions africaines, elle a modifié son comportement et actuellement elle est disposée à accepter les demandes de financement qui proviennent d'établissements dont 51% du capital au moins a été souscrit par des opérateurs locaux et par l'*International Financing Corporation*.

Dans certains cas, les banques de développement, afin d'élargir leur activité de crédit, se sont adressées aux prêts bilatéraux. Ces derniers sont très onéreux et lorsqu'ils comportent l'obligation d'utiliser les moyens obtenus pour importer des biens d'équipement en provenance de certains Pays ou de certaines entreprises, ils représentent presque toujours des financements aux exportations des Pays bailleurs de fonds (3). Ils ont donc pour effet de diminuer l'élasticité de la gestion de ces banques et ils compliquent

---

(1) Notons cependant que les crédits de la Banque Mondiale doivent être garantis par les Autorités gouvernementales du Pays où opère la banque financée.

(2) Voir H. HARLANDER et D. MATZGER, *Development Banking in Africa*, *op. cit.*, page 26.

(3) Voir O.C.D.E., *Efforts et politique d'aide au développement — Examen*, 1966, tab. 4, page 168.

leur gestion en réduisant leur apport au processus de développement (1).

Les banques de développement peuvent également avoir recours à d'autres sources de financement et, notamment, à l'émission d'obligations sur le marché intérieur ou sur les marchés étrangers (2). Signalons même que le recours aux émissions d'obligations s'avère d'importance fondamentale pour ce genre d'établissements. En effet, ces derniers doivent accorder, institutionnellement, surtout des crédits à moyenne et à longue échéance à des entreprises qui, en raison de leur constitution récente, n'ont pas encore eu le temps de montrer leur capacité de rendement et de là de remboursement des crédits obtenus.

C'est pourquoi l'émission de ces titres permet aux banques de développement de répondre à cette exigence et donc de mobiliser, en vue de l'accumulation du capital, une partie de l'épargne nationale. Dans un contexte de ce genre, les Autorités monétaires pourraient favoriser elles-mêmes, dans une certaine mesure, le classement de ces titres moyennant le recours à des manœuvres sélectives. Mais, malgré cela, les besoins financiers d'une banque de développement ne peuvent être entièrement comblés par les émissions d'obligations — à moins qu'on ne veuille surcharger le portefeuille-titres des banques de dépôt et, par là, s'exposer aux dangers et aux conditionnements qui sont inhérents à une telle position — sans

---

(1) Voir: G. DELL'AMORE, *Politica bancaria nei Paesi apricani*, op. cit., page 8; O. HIRSCHMAN et R.M. BIND, *Foreign Aid — A Critique and a Proposal - Essays in International Finance*, International Finance Section, Department of Economics, Princeton University, Princeton, n. 69, juillet 1968; H. HARLANDER et D. MATZGER, *Development Banking in Africa*, op. cit., page 27.

(2) Voir la vaste bibliographie sur ce sujet et notamment P. PERERA, *Development Financing Institutions*, op. cit., pages 183-184; W. DIAMOND, *Development Finance Companies — Aspects of Policy and Operation*, I.B.R.D., The John Hopkins Press, Baltimore, 1968, pages 59, 61-66, 70-75, 80 et 84.



pousser les particuliers à investir une partie de leur épargne dans ces titres (1). Dans ce but, il pourrait s'avérer extrêmement utile que la Banque s'engage à racheter, à n'importe quel moment, ses propres titres à un prix supérieur à celui de placement, calculé en mesure croissante en fonction du temps qui s'est écoulé depuis la date d'émission. De plus, le classement des titres pourrait être favorisé par l'attente d'un prix de remboursement supérieur à la valeur nominale (prime en dehors). L'ordre de grandeur de cette prime devrait être établi suivant des paramètres qui tiennent compte de l'intensité des processus inflationnistes éventuels. D'autre part, les Autorités monétaires centrales pourraient garantir le respect de l'engagement contracté et assumer les charges qui pourraient dériver de l'augmentation des taux d'intérêt à moyenne et à longue échéance, pour éviter aux souscripteurs des pertes en compte capital, malgré les entraves que l'octroi de ces garanties impose à leurs possibilités de manœuvre. Cette position de garant, de la part de la Banque centrale, serait justifiée par le fait que des dis-

---

(1) Si cet établissement avait un comportement tel qu'il lui fasse assumer les caractéristiques d'un intermédiaire financier non bancaire, les Autorités monétaires ne devraient pas oublier la création de dépôts qu'il effectue, lorsqu'elles font l'estimation de la base monétaire. Ceci, naturellement, dans la mesure où cet intermédiaire investit ses réserves (qui sont volontaires) dans les valeurs financières qui caractérisent les banques de dépôt car, du moment qu'il ne leur enlève pas de base monétaire, il leur permet de ne pas réduire le volume de ces valeurs. Voir J. J. GURLEY et EDWARD S. SHAW, *Financial Aspects of Economic Development*, dans « American Economic Review », 1955, pages 515-538; DON PATINKIN, *Financial Intermediaries and Monetary Theory*, dans « American Economic Review », 1961, pages 95-116; KARL BRUNNER, *A Scheme for the Supply Theory Money*, dans « International Economic Review », volume 2, 1961, pages 79-109; N. KALDOR, *Speculation and Economic Stability*, dans « Review of Economic Studies », volume 7, 1939, pages 1-27; TIBOR SCITOWSKY, *Money and the Balance of Payments*, *op. cit.*, pages 35, 46, 60-62; N. KALDOR, *The New Monetarism*, dans « Lloyds Bank Review », n. 97, juillet 1970, page 8; J. TOBIN, *Commercial Banks as Creators of Money*, dans D. CARSON (éd.), « *Banking and Monetary Studies* », R. D. Irwin, Homewood, Illinois, 1963, pages 408-419.

positions visant à créer un marché mobilier ne pourraient être émanées qu'après avoir induit les opérateurs à inclure dans leur portefeuille les titres émis par la Banque de Développement et par le Trésor (1). De plus ces titres permettraient aux banques de dépôt de découvrir sur le marché intérieur des investissements rémunérateurs d'une partie de leurs réserves liquides, et d'activer aussi un cycle spontané de l'activité bancaire (2).

L'autre source de financement dont disposent les banques de développement à l'intérieur du marché financier est représentée par l'émission de titres sur les marchés étrangers ou internationaux. Le classement de ces titres sera d'autant plus facile que le niveau d'endettement du Pays (3) où opère la Banque est bas et qu'il est effectué et garanti par un consortium de banques, surtout si ce dernier est dirigé par des banques étrangères opérant dans le Pays

---

(1) Voir GIORDANO DELL'AMORE, *Il risparmio in una economia dinamica*, Giuffrè, Milan, 1969, page 17.

(2) Voir W. T. NEWLYN, *Money in an African Context*, op. cit., pages 45, 46, 49, 52. Signalons à ce sujet que, puisque l'absence de passifs financiers liquides donne lieu à un sous-investissement local de liquidité bancaire et au déplacement de cette dernière vers les marchés monétaires étrangers, il en découle que le rapport entre placements locaux et actifs totaux prend une grande signification pour l'analyse du développement de l'activité bancaire dans les Pays qui nous intéressent, car il indique dans quelle mesure les banques ont été capables d'investir localement leurs fonds.

(3) La mesure du degré d'endettement d'un Pays est donnée par le rapport entre les sorties inhérentes au service des dettes de ce dernier et toutes les rentrées en devises pendant une certaine période. De ce fait, les Pays dont le rapport présente des valeurs relativement basses peuvent — sans risquer de sérieuses difficultés de balance des paiements — élever le niveau de leur endettement envers l'étranger. Naturellement, cette expansion de l'endettement pourra être, à égalité de capacité de remboursement, d'autant plus grande que la capacité d'absorption technique du Pays et la propension à l'épargne des familles seront élevées. Voir ONORIO GOBBATO, *Il finanziamento degli investimenti fissi in economie arretrate*, extrait des « Atti del secondo seminario internazionale dell'I.S.R.E.M. », Rome, 1964, page 26.

directement ou possédant des participations dans les banques locales. Signalons, cependant, que si d'un côté l'endettement étranger peut faciliter, à brève échéance, le développement d'une économie puisqu'il rend plus élastique la politique d'importation de biens d'équipement et de consommation, il peut poser, dans la mesure où les opérateurs de ce Pays n'arrivent pas à convertir en devises une partie suffisante du produit national, des problèmes ardues qui peuvent facilement acquérir des caractéristiques pathologiques (1) et détruire la capacité d'endettement envers l'étranger des systèmes économiques en question.

En tous cas, même si ces Pays pouvaient attirer d'énormes capitaux internationaux, ils n'arriveraient pas, par manque de propension à l'épargne dans le secteur familial, à augmenter l'accumulation du capital: celle-ci tout au plus en serait facilitée (2).

Le processus d'accumulation du capital implique la disponibilité de biens d'équipement. Celle-ci à son tour, en raison des difficultés de substitution des ressources internes par les ressources étrangères et de la faible élasticité de l'offre intérieure, exige presque toujours la disponibilité des devises nécessaires à atténuer les difficultés qui peuvent surgir dans le processus de conversion de l'épargne en une augmentation de la capacité productive du système économique. Il semble donc que l'expansion du processus d'accumulation du capital d'un Pays est conditionné non seulement par les caractéristiques structurelles et fonctionnelles de son système économique et par ses capacités d'absorption, mais aussi par

---

(1) Voir: P. LIEFTINEK, *External Debt and Debt-Bearing Capacity of Developing Countries — Essays in International Finance*, International Finance Section, Department of Economics, Princeton University, Princeton, n. 51, mars 1966, page 8 et suivantes; D. AVRAMOVIC, *Economic Growth and External Debt*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1966.

(2) Voir B. BALOSSA, *The Capital Needs of Developing Countries*, dans « *Kyklos* », 1964, n. 2, pages 197-205.

le volume d'épargne nette, en termes réels, dont les opérateurs d'un Pays peuvent disposer et par celui du crédit venant d'opérateurs étrangers et disponible en vue de l'accumulation du capital. C'est pourquoi les volumes de financement que le système bancaire et, à plus forte raison, la Banque de Développement peuvent accorder à l'investissement ne peuvent pas dépasser la valeur que nous avons indiquée, faute de quoi on risquerait d'amorcer de dangereuses poussées inflationnistes. D'autre part, étant donné les caractéristiques des processus de reconversion en forme monétaire des investissements effectués dans les biens d'équipement, il faudra puiser les moyens nécessaires à des sources de provision ayant caractère non monétaire (1).

On obtient donc, à travers cette voie également, encore une preuve de l'importance de l'activité de collecte de la Banque de Développement; et cette activité devrait donner lieu, pour être efficace et fonctionnelle, à la création d'un marché financier qui permette le transfert de l'épargne familiale et de celle du système bancaire vers ceux qui, en raison de leurs capacités, sont appelés à prendre sur eux les décisions d'investissement et les risques inhérents à l'exercice de cette activité (2).

---

(1) Cela est valable à condition que les Autorités monétaires centrales ne désirent modifier le comportement des banques de dépôt dans le sens de leur attribuer les caractéristiques propres des banques mixtes.

(2) Il ne semble pas opportun qu'une banque de ce type essaie de développer le marché financier par la vente d'actions faisant partie de son portefeuille. En effet, ces titres, convoités par les opérateurs privés, devraient assurer des revenus élevés et constants. Cela priverait la Banque de rentrées parfois considérables et provoquerait une détérioration de sa situation économique, voire une hausse des prix qu'elle demande. Une telle hausse peut donner lieu — suivant le degré d'élasticité des investissements par rapport au coût des financements — à une diminution du volume des investissements, des revenus et, par là, de l'épargne. Voir à ce sujet W. T. NEWLYN, *Finance for Development — A Study of Sources of Finance in Uganda with Particular Reference to Credit Creation*, East African Publishing House, Nairobi, 1968.



Après les considérations que nous venons de faire sur la politique de collecte des banques de développement, nous allons maintenant examiner celle qui a été adoptée par la Banque Gabonaise de Développement.

Sous cet aspect aussi, on remarque que le comportement de cette institution présente de nombreux points faibles. En effet, si l'on fait abstraction de la gestion des fonds publics (1), la quasi-totalité des moyens qu'elle administre provient de prêts accordés par le Trésor national avec les disponibilités provenant de la Caisse d'Epargne Postale, des Centres de Chèques Postaux ou de la Caisse Centrale de Coopération Economique française. Au 30 juin 1969, par exemple, sur un total de 1.596 millions de francs C.F.A. de moyens disponibles à moyen et à long terme, 1.450 millions avaient été accordés par la C.C.C.E. (2). De même, les dépôts qu'elle avait reçus provenaient, comme on le sait, de l'Etat ou d'entreprises publiques. Au 30 juin 1969, ces dépôts s'élevaient à environ 1,5 milliards de francs C.F.A., dont 769,3 millions étaient investis à moyen terme (3). Cependant, sauf en ce qui

---

(1) La Banque en question peut administrer pour le compte de personnes morales de droit public — aux termes de l'art. 3 de son règlement interne — des fonds destinés à la réalisation d'opérations d'intérêt général.

(2) Signalons à cet effet que la C.C.C.E. accorde à la B.G.D. des prêts pour des opérations bien définies. En 1969, par exemple, la C.C.C.E. lui a accordé des prêts pour un montant de 11.340.000 francs français. De ceux-ci, 3 millions devaient être affectés à l'Office des P.P.T.T. pour l'élargissement du réseau téléphonique de Libreville, 1 million à l'ASECNA pour la construction d'un aéroport à Port-Gentil, 800.000 à la Société Industrielle des Textiles du Gabon et 6.540.000 aux municipalités de Port-Gentil et de Libreville pour l'exécution de travaux d'utilité publique.

(3) La structure financière de la Banque, au 30 juin 1969, répondait donc aux qualités requises par la Banque Mondiale, même si la situation de liquidité n'était pas des plus satisfaisantes. En effet, par rapport à un volume d'engagements à vue de 1.855 millions de francs C.F.A., la Banque ne pouvait utiliser que 955 millions de disponibilités à court terme.

concerne les éventuelles dérogations approuvées par le Conseil d'Administration, ces sommes — aux termes de l'article 10 du règlement intérieur — doivent être gardées sous forme liquide ou investies en titres de crédit mobilisables à la Banque centrale, en obligations ou en bons immédiatement convertibles en monnaie ou déposés dans les banques commerciales (1).

La Banque de Développement du Gabon, tout en ayant une gestion formellement autonome et étant constituée sous la forme de société anonyme, n'est donc qu'une section particulière de l'Administration publique qui ne peut être comprise dans le système bancaire même si elle représente une source de crédit qui est loin d'être négligeable (2).

---

(1) La Banque Gabonaise de Développement ne peut accepter des dépôts privés à moins que ces derniers ne soient destinés à faciliter ou à garantir certaines opérations comme cela arrive, par exemple, dans le cas des dépôts de garantie ou pour les opérations de crédit immobilier où l'utilisation des prêts est soumise à la constitution de dépôts d'épargne de la part du bénéficiaire. A ce propos, il est bon de mettre en relief l'importance que la Banque attribue aux garanties réelles ou personnelles. Ce comportement semble plus que déplacé dans un Pays en voie de développement comme le Gabon, en ce sens qu'il peut créer de sérieuses difficultés pour les petites et moyennes entreprises que la Banque devrait aider à se développer. D'autre part, lorsque l'on doit avoir recours à ces garanties, ces dernières s'avèrent bien souvent insuffisantes. Il vaudrait donc mieux, et ce serait davantage en accord avec les objectifs de la Banque, accorder des crédits sur la base des possibilités de chacune de ces entreprises de reconverter en termes monétaires les disponibilités qu'elles ont obtenues à titre de prêt et qu'elles ont engagées dans leur processus de production. Il est donc souhaitable que la Banque de Développement réduise de façon significative le montant des garanties qu'elle requiert.

(2) Ces affirmations sont ultérieurement confirmées par l'étude du comportement de la B.G.D. vis-à-vis du Trésor. En effet elle s'est chargée d'effectuer pour le compte du Trésor le service des différents titres qui font partie d'un système à caractère fiscal de promotion des investissements (bons et obligations d'investissement, obligations du « Chemin de fer Owendo-Belingua ») et la gestion de la Société Nationale d'Investissement. Voir GIORDANO DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito*, volume II, *I sistemi bancari*, Giuffrè, Milan, 1969, page 9.

C'est là la caractéristique la plus négative de cette Banque. En effet, à moins qu'elle n'abandonne le comportement typique d'une caisse de dépôts et consignations, elle ne peut promouvoir la formation d'un marché des capitaux moyennant la diffusion et le classement des obligations qu'elle émet chez les opérateurs privés. Il est donc nécessaire que le règlement interne de cette Banque soit modifié afin de permettre le classement de ces obligations chez les opérateurs privés. Il serait même opportun que les Autorités gouvernementales elles-mêmes favorisent la réalisation de cet objectif en imposant, par exemple, à la Caisse d'Épargne Postale de promouvoir chez les épargnants la diffusion des titres en question, et en arrivant même jusqu'à favoriser la conversion des dépôts effectués à cette Caisse.

#### 15. CONCLUSIONS SUR LA BANQUE GABONAISE DE DÉVELOPPEMENT

Au stade actuel de développement du système économique national, il apparaît donc nécessaire que la Banque Gabonaise de Développement:

- 1) abandonne le financement de certaines opérations et, notamment, des opérations agricoles et des opérations destinées à l'achat de biens de consommation durables ou à la construction d'immeubles ou d'infrastructures;
- 2) limite son activité à la promotion et au financement des petites et moyennes entreprises industrielles et forestières et, en particulier, de celles qui produisent pour le marché intérieur;
- 3) accorde aux entreprises débitrices l'assistance technique dont elles ont besoin et suive, à travers un contrôle scrupuleux, l'utilisation que font ces entreprises des fonds qui leur sont accordés;

- 4) donne davantage de poids — lorsqu'elle décide de l'opportunité d'accorder un prêt — aux possibilités de reconversion en termes monétaires des investissements des entreprises financées, et moins d'importance aux garanties réelles qu'elles peuvent offrir (1);
- 5) favorise la formation d'un marché des capitaux en classant ses propres titres chez les épargnants locaux.

Enfin, l'institution d'un intermédiaire financier non bancaire sur le type de la *Development Corporation* pourrait se révéler utile. Cet intermédiaire devrait avoir pour objectif principal d'atténuer les inconvénients qui découlent du manque de capacités d'entreprise de la population, moyennant l'étude, la création et la gestion d'entreprises considérées utiles aux fins du développement économique.

## 16. LA GENÈSE DE LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT RURAL

Jusqu'en 1964, le crédit agricole était accordé par la Banque Gabonaise de Développement, comme cela se passait pour d'autres catégories de prêts, tels que les prêts forestiers, immobiliers, à l'artisanat et industriels. Cependant, par rapport à ces derniers, le crédit agricole était caractérisé par l'incapacité des emprunteurs ruraux d'offrir les garanties nécessaires, et par le personnel plus nombreux que nécessitait le contrôle des activités financées à cause de la dispersion géographique des requérants. D'autre part, une bonne partie des prêts accordés dans ce secteur intéressaient des organismes particuliers tels que la Société de Prévoyance, qui les utilisaient pour financer l'exportation des produits agricoles. Lors-

---

(1) Naturellement, à égalité de conditions, ces possibilités seront d'autant plus élevées que l'habileté et la compétence de l'entrepreneur-emprunteur sera grande.



que ces organismes furent remplacés, en vertu de l'ordonnance du 2 janvier 1962, par la Société Gabonaise de Développement Rural, le volume des crédits agricoles diminua sensiblement. Il devint donc évident qu'il était nécessaire d'instituer un organisme ayant pour objet l'exercice du crédit agricole, capable d'atténuer la pénurie ainsi formée. C'est dans ce but que fut créé, par la loi du 28 décembre 1963, un établissement spécial, le Fonds de Développement Rural (F.D.R.) géré par la Société Gabonaise de Développement Rural (S.G.D.R.) (1).

Pour mieux comprendre l'activité de ces deux organismes, nous avons jugé bon, à ce point, d'en examiner la structure et le comportement.

La S.G.D.R. était une société publique ayant son autonomie financière et sa personnalité juridique. Elle représentait, en dernier ressort, un instrument du gouvernement pour la promotion du développement rural. Dans ce but, on avait chargé cette société de promouvoir, de faciliter et de coordonner toutes les actions effectuées en vue du développement, de la coopération, de la mutualité et du crédit agricole et rural. Pour exercer ces fonctions, la Société disposait des sources de provision suivantes:

- subventions ou financements du Trésor national;
- une partie des recettes réalisées par les collectivités rurales moyennant la perception de certains impôts;
- prêts;
- autofinancement.

D'autres organismes secondaires opéraient cependant à côté de cet établissement, comme les Divisions de Développement Rural

---

(1) Rappelons que le F.D.R. a relevé le solde de la section de crédit agricole de la B.G.D. Depuis 1964, cette dernière limite son activité dans le secteur agricole à financer l'O.N.C.A.

et les Centres d'Expansion Rurale. Les premières étaient des entreprises publiques, douées de personnalité juridique et d'autonomie financière, qui contrôlaient les Centres d'Expansion Rurale opérant dans chaque arrondissement. Les Divisions de Développement Rural devaient non seulement exercer une activité de promotion agricole, mais encore contrôler les Centres d'Expansion Rurale en matière de coopération et de gestion financière et commerciale (1).

Chacune de ces divisions devait en outre:

- préparer — d'un commun accord avec le Conseil des Collectivités Rurales — des programmes d'amélioration agricole;
- les soumettre à l'approbation du gouvernement par l'intermédiaire de la S.G.D.R.;
- en assurer l'exécution en cas de besoin;
- fournir les moyens nécessaires à la réalisation de ces programmes.

Les Centres d'Expansion Rurale étaient créés sur l'initiative des habitants d'une certaine communauté et effectuaient des opérations de développement agricole.

Le Fonds de Développement Rural était chargé, par contre, d'organiser, de faciliter, d'élargir et de garantir le financement des activités agricoles (2).

---

(1) L'articulation territoriale de la S.G.D.R., l'unique organisme qui effectuait, en tant que gérant du F.D.R., des opérations de crédit agricole, était la suivante:

- siège général à Libreville;
- 12 secteurs de développement rural sur tout le territoire, autrement dit, un par région administrative du Pays.

(2) Ce Fonds était chargé, en réalité, d'assurer aussi la réglementation des prix des produits agricoles exportés et notamment du cacao, du café et des arachides.

Il était administré par un Comité de Direction présidé par le Ministre de l'Agriculture ou par un de ses représentants, et formé:

- d'un représentant du Président de la République;
- un représentant du Conseil d'Administration de la S.G.D.R.;
- un représentant du Ministre de l'Economie Nationale;
- un représentant du Ministre des Finances;
- un représentant du Ministre de l'Agriculture;
- un représentant de la Banque Gabonaise de Développement;
- cinq représentants des agriculteurs;
- un représentant du Conseil Economique et Social;
- trois représentants de l'Assemblée Nationale;
- un représentant de la Chambre de Commerce et de l'Agriculture;
- un Commissaire au Plan ou un de ses représentants.

Sur le plan régional, on institua des commissions pour l'étude préalable des problèmes à soumettre au Comité de Direction.

Le Fonds disposait des sources de financement suivantes:

- dotations budgétaires de la République gabonaise;
- solde de la section de crédit agricole de la B.G.D.;
- recettes venant des prélèvements, établis par la loi, sur les produits agricoles exportés;
- part de la rémunération revenant au Trésor national pour le privilège qu'il accorde à la B.C.E.A.E.C. d'émettre de la monnaie;
- revenus réalisés sur les fonds propres;
- éventuels dépôts des agriculteurs.

Les prêts pouvaient être accordés pour répondre à des besoins financiers inhérents:

- à des opérations de production agricole, pourvu que ces prêts fussent suffisamment garantis;

- à des opérations de conservation des produits agricoles, à condition que ces opérations fussent effectuées soit directement par l'agriculteur financé, soit par des coopératives, et ne fussent pas faites dans des buts de spéculation;
- à des opérations de transformation de produits agricoles.

De plus, ce Fonds pouvait accorder des crédits pour faciliter soit l'établissement des paysans autour des fermes pilote, soit l'extension des cultures riches.

Les financements qu'il accordait pouvaient être à court, moyen et long terme (1). Pour les crédits à moyen et long terme il pouvait notamment accorder une période de préfinancement ne dépassant pas cinq ans.

Le Directeur général de la S.G.D.R. décidait s'il fallait accorder les crédits ou non (2). Cependant, en cas de prêts à moyenne et longue échéance, il devait être assisté d'un Comité des Prêts, formé de personnes choisies parmi les membres du Comité de Direction et dont faisaient obligatoirement partie les représentants du Ministre de l'Agriculture et de l'Economie Nationale.

---

(1) Les prêts à court terme ne pouvaient avoir une durée supérieure à un an. Ils étaient destinés à permettre les opérations suivantes:

- l'achat de semences ou de biens d'équipement d'un coût peu élevé;
- les travaux de plantation.

Les prêts à moyen terme avaient une durée maximum de trois ans et étaient accordés pour l'achat de matériel de culture ou pour des travaux d'amélioration foncière et immobilière.

Les prêts à long terme, enfin, étaient remboursables en quinze ans à condition que l'emprunteur n'eût pas plus de 60 ans au moment du remboursement de la dernière échéance. Ces prêts étaient destinés:

- à la plantation de cultures pérennes;
- à des améliorations ou à des acquisitions foncières ou immobilières;
- à de nouvelles constructions à vocation agricole;
- à l'achat de gros bétail.

(2) A cet effet, signalons que les disponibilités du Fonds devaient être versées sur un compte courant à la S.G.D.R.



Les taux d'intérêt maxima étaient fixés d'un commun accord, sur la proposition du Comité de Direction, par les Ministres de l'Agriculture et de l'Economie Nationale (1), tandis que chaque année le Comité de Direction du Fonds fixait le plafond de financement accordable d'après les disponibilités et les ressources dont il pouvait disposer (2).

Enfin, les bénéficiaires des crédits pouvaient les utiliser par tranches, en fonction de la part de travail qu'ils avaient effectuée et qui avait été effectivement constatée par le directeur du secteur de Développement Rural, représentant local du Crédit Agricole (3).

Cette structure fut profondément modifiée par la loi du 27 octobre 1965 qui institua une Caisse Nationale de Crédit Rural (4). Il s'agissait d'un organisme de droit public, doué de personnalité juridique et d'autonomie financière, ayant pour but de faciliter, d'organiser et de développer le recours au crédit chez les populations qui tirent leur revenu du milieu rural. Elle était administrée par un Comité de Direction dont la composition était semblable à celle du F.D.R., hormis:

- la réduction des représentants de l'Assemblée Nationale de 3 à 1;

---

(1) Pour les crédits accordés à des organismes ayant un caractère de coopératives ou de sociétés mutuelles, des taux de faveur spéciaux avaient été prévus.

(2) Les bénéficiaires de prêts devaient s'engager à commercialiser leur production par l'intermédiaire de la S.G.D.R.

(3) Ces représentants faisaient aussi l'estimation de la capacité de travail et des possibilités de remboursement du demandeur de crédit. Ils envoyaient au siège général de Libreville la demande du requérant et leur rapport sur les questions sus-mentionnées.

(4) Cette loi abrogeait toutes les dispositions qui lui étaient contraires et, notamment, la loi 62/63 du 28 décembre 1963 et le décret n. 124 du 1er avril 1964.

- la suppression des 5 représentants de l'Association Professionnelle des Agriculteurs et de celui de la S.G.D.R.;
- la présence du représentant de la B.G.D. à titre consultatif.

Ce Comité se réunissait au moins une fois tous les deux mois, examinait les demandes de crédit et décidait, suivant le montant des ressources disponibles, le montant des financements à accorder (1). Les sources de provision de la Caisse étaient les mêmes que celles de la S.G.D.R. Elle était toutefois tenue à déposer les fonds de dotation au Trésor national et toutes les autres disponibilités à la B.G.D., la seule autorisée à les recevoir. Les crédits accordés ne pouvaient avoir une durée et une période de préfinancement respectivement supérieure à 25 et à 10 ans, et leur utilisation était soumise à la constitution d'un dépôt à la C.N.C.R. dont le montant variait suivant la durée et le montant du crédit et dont le coût était calculé sur la base de 4% du découvert annuel (2).

La B.G.D., enfin, devait se charger, après avoir reçu la notification de l'octroi du crédit de la part du Comité de Direction de la C.N.C.R., de la stipulation du contrat, de l'inscription de la garantie, de la conservation des dossiers, de la tenue des comptes et de l'exécution des procédures prévues par la loi en cas de non remboursement des crédits accordés. La B.G.D. devait recevoir chaque semestre, pour l'exercice de ces activités, une certaine somme proportionnelle au volume des financements accordés par la C.N.C.R. avec ses fonds propres, suivant un taux annuel de 3,50 pour cent.

---

(1) Toutes les demandes de prêts devaient être examinées par le Comité de Direction, qui était seul compétent pour décider si le financement devait être accordé ou non.

(2) Les crédits accordés à des coopératives ne pouvaient être supérieurs à 10 fois le capital qu'elles avaient versé.

La structure et le fonctionnement de la C.N.C.R. ont été modifiés par un décret du 16 mars 1970. Aux termes de ce décret, on a apporté à la structure de la Caisse les modifications suivantes:

- 1) l'articulation territoriale, tout en restant constituée par les responsables locaux de l'Agriculture, devait être basée sur les responsables régionaux du crédit rural;
- 2) le Comité de Direction, actuellement nommé Conseil d'Administration, avait une composition égale à celle qui avait été établie par la loi du 27 octobre 1965, hormis un représentant du Ministre des Eaux et Forêts, un représentant du Ministre de l'Economie Rurale et des Affaires Sociales et un représentant du Ministre des Affaires Economiques, du Commerce, de l'Industrie et du Développement.

Les personnes qui veulent obtenir un crédit de la C.N.C.R. doivent adresser leur demande à l'un des agents locaux suivants:

- pour les financements agricoles: à l'agent des Services Agricoles;
- pour les financements à l'élevage: à l'agent du Service d'Elevage;
- pour les financements à la pêche: à l'agent du Service-Pêche.

La demande sera transmise, avec l'avis technique de l'agent compétent, au Directeur de la Région agricole. Ce dernier ajoutera son avis motivé et adressera le dossier au Directeur des Services Agricoles qui passera les documents au secteur spécialisé et celui-ci, après une étude approfondie, transmettra toute la documentation au Directeur du Crédit Rural. Ce dernier devra décider, dans un délai de quinze jours, s'il doit soumettre la demande de prêt à l'étude de la Commission technique (1). La Commission techni-

---

(1) Cette Commission est formée par le Directeur des Services Agricoles, le Directeur des services de l'Elevage et de la Pêche, les représentants de l'O.N.C.A., de la B.G.D. et de l'Economie Rurale et par le Directeur de la C.N.C.R.

que se réunit quinze jours avant la date fixée pour la réunion du Conseil (1), et, après avoir examiné les documents, élimine les demandes qui ne sont pas entièrement satisfaisantes du point de vue technique. Le Conseil décidera par la suite d'accorder le prêt ou non, suivant les disponibilités de la Caisse.

Il est cependant tenu à respecter, lors du processus de distribution des crédits entre les différentes opérations, l'ordre de priorité suivant:

- 1) opérations concernant la production agricole, l'élevage et la pêche;
- 2) opérations concernant la transformation des produits agricoles au niveau des producteurs;
- 3) opérations concernant les étangs pour la pisciculture;
- 4) opérations concernant le développement de l'artisanat dans le milieu rural (2).

Les crédits peuvent être accordés à court, moyen et long terme. Les crédits à court terme peuvent avoir une durée de 3 à 12 mois, ceux à moyen terme de 1 à 5 ans, et enfin ceux à long terme de 5 à 10 ans. Ces financements ne sont accordables qu'aux ressortissants gabonais et le Conseil d'Administration a l'obligation de s'en tenir — aux termes de l'article 18 du décret en objet — à l'ordre de priorité suivant:

- a) aux jeunes qui, après avoir reçu une formation professionnelle, exercent leur activité dans des centres agricoles et ont un contrat d'activité de 10 ans avec l'Etat;

---

(1) Aux termes de l'article 5 du décret du 16 mars 1970, le Conseil se réunit en session ordinaire 4 fois par an.

(2) Pour ces opérations un taux de 4% est demandé, tandis que pour celles qui se réfèrent à l'amélioration des habitations, le taux est de 8 pour cent.



- b) aux associations de producteurs reconnues par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage;
- c) aux particuliers qui ont une activité bien administrée dans une zone facilement contrôlable et qui opèrent dans le secteur pour lequel ils demandent le prêt depuis cinq ans au moins;
- d) aux fonctionnaires et aux agents d'Etat ou du secteur privé qui désirent entreprendre une activité agricole, de pêche ou d'élevage, sous le contrôle des services techniques.

Le montant des prêts est établi en fonction de:

- 1) la rentabilité de l'opération;
- 2) la valeur du capital d'exploitation;
- 3) les disponibilités de la Caisse.

En tous cas, ce montant ne peut dépasser, pour les agriculteurs et les éleveurs, 50% de l'investissement et, pour les associations de producteurs, dix fois le capital versé (1).

En outre, les particuliers qui désirent obtenir un financement ont l'obligation de déposer à la C.N.C.R. une certaine somme à titre de dépôt initial (2). Lorsque les particuliers sont des salariés, on leur demande un versement équivalant à 25% de l'investissement total et une ancienneté de service d'au moins trois ans. De plus, ces derniers n'ont droit à aucun préfinancement (3).

---

(1) Les emprunteurs doivent commencer à utiliser les crédits qui leur sont accordés dans un délai de trois mois après la notification de l'allocation. En cas contraire le financement pourra être révoqué.

(2) Lorsque les opérateurs ne disposent pas de revenus réguliers, ils peuvent remplir cette obligation par des travaux déjà effectués ou par des apports en nature. Dans ce cas toutefois la valeur de ces apports devra être estimée par les services techniques.

(3) Dans tous les autres cas le Conseil d'Administration de la Caisse peut, aux termes de l'article 21 du décret en question, accorder des périodes de préfinancement.

## 17. LES INVESTISSEMENTS DE LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT RURAL

La Caisse Nationale de Crédit Rural a commencé son activité en juillet 1965, après la dissolution de la Société Générale de Développement Rural, dont elle reprit tous les actifs et les passifs. Malheureusement, l'activité de cet établissement a été caractérisée par une mauvaise organisation administrative et comptable qui rend sa gestion fort difficile à quantifier. En effet la B.G.D., qui a eu la tâche d'administrer les prêts effectués par la C.N.C.R. et d'en tenir la comptabilité, n'a jamais eu en main les dossiers de tous les prêts accordés par la C.N.C.R., car une partie de ceux qui se rapportaient aux prêts de la S.G.D.R. ne lui sont jamais parvenus. De plus, bien que la B.G.D. envoie à la C.N.C.R. copie des documents comptables concernant l'administration des prêts, la Caisse ne classe pas systématiquement ces documents ni les dossiers des emprunteurs, de telle sorte que ses fichiers ne sont jamais à jour ni complets. La Caisse n'a donc jamais pu suivre exactement la dynamique de ses investissements, ni faire des prévisions dignes de foi sur sa propre situation de liquidité. Du moment que la solution de ces problèmes, qui affectent depuis longtemps la gestion interne de la Caisse, est assez facile il serait bon d'y porter remède au plus tôt. Après cette mise au point, on peut examiner les aspects quantitatifs de la gestion de cet établissement.

Jusqu'au 8 février 1967, la Caisse avait accordé 182 prêts pour un montant de 52.293.303 francs C.F.A., dont 146 avaient été accordés par la S.G.D.R., soit 32.022.899 francs C.F.A. (1). De ces prêts, 79 furent effectués en faveur du secteur de la pêche, 69 soutinrent les plantations ou l'achat d'équipements, 31 les opé-

---

(1) Au cours de l'année 1966 la Caisse accorda 14 prêts pour un montant de 2.132.180 francs C.F.A. à court terme et de 1.500.000 à moyen et long terme.

rations d'amélioration des habitations rurales et 3 furent destinés à l'élevage. Dans cette première période, une grande partie des financements fut donc accordée à la pêche et non à l'agriculture.

Au cours de l'exercice 1967, la Caisse accorda 22 prêts, dont 14 à court terme pour un montant de 3.443.504 francs C.F.A. et 8 à moyen et long terme pour un montant de 12.720.000 francs C.F.A. Pendant l'exercice suivant, toute nouvelle activité de crédit fut suspendue et l'on prolongea les temps techniques nécessaires à l'utilisation des financements accordés.

En 1969, l'établissement reprit son activité de crédit et accorda 30 prêts pour un montant de 15.835.300 francs C.F.A. Enfin, en 1970, la Caisse accorda 27 prêts (1) pour un montant de 18.505.000 francs C.F.A.

Il ressort clairement des données que nous venons d'exposer que les opérateurs agricoles n'ont pas eu fortement recours à l'endettement. En effet, même en présence de services de crédit, les agriculteurs ont couvert la plus grande partie de leurs besoins financiers par l'autofinancement. Cela a été dû en partie au manque de renseignements sur le crédit dans le milieu agricole et en partie au bas niveau de développement de l'agriculture, aux techniques de production et de commercialisation, à la production agricole limitée à l'autoconsommation, à la possibilité pour les agriculteurs d'obtenir assez facilement, par la vente des produits alimentaires en excès, les équipements dont ils ont besoin, grâce aux services gouvernementaux chargés des fournitures d'engrais et d'insecticides (2).

---

(1) Il est intéressant de noter que de ces 27 prêts, 24 furent accordés à la pêche.

(2) Voir sur ce sujet les considérations de ROBERTO RUOZI, *Rapport au Gouvernement du Gabon sur le crédit rural*, mars 1971, page 11 (inédit). Cet auteur juge que l'absence d'une véritable demande de crédit peut être démontrée par le manque presque total de bailleurs de fonds privés qui caractérise une grande partie de ce secteur du crédit dans les Pays en voie de développement.

Les Autorités gouvernementales gabonaises jugèrent cependant que le crédit aurait joué un rôle essentiel dans le passage de l'agriculture de subsistance, presque entièrement extensive, à l'agriculture de marché qui requiert l'adoption de méthodes de culture plus intensives et l'abandon des structures traditionnelles (1).

C'est dans ce but que fut créée l'organisation de crédit agricole dont nous venons d'exposer la genèse et l'évolution structurale. Dès les premières années cependant, les Autorités gouvernementales se rendirent compte que l'organisation était incapable de réaliser à elle seule les objectifs qui lui avaient été assignés. Il devint toujours plus évident, notamment, qu'il fallait adopter de nouvelles techniques d'investissement et appliquer une politique différente en ce qui concernait les aspects territoriaux. Dans un tel contexte on tenta d'avoir recours de plus en plus fréquemment au crédit contrôlé (2) dans le but de:

- 1) améliorer les programmes de culture afin d'augmenter la production des biens de consommation nécessaires aux besoins alimentaires de la population du Pays;
- 2) mettre à la disposition des agriculteurs des volumes de crédit appropriés à leurs besoins;
- 3) accorder les financements en fonction des possibilités de reconversion en termes monétaires des processus de production financés (3);

---

(1) Voir R. RUOZI, *Rapport au gouvernement du Gabon, op. cit.*, page 11.

(2) Cela fut recommandé également par un expert de la F.A.O. Voir à cet effet MARC A. HOLLY, *Moyens et méthodes d'exécution pour atteindre les objectifs du plan — Troisième instrument d'exécution — Le crédit rural et agricole*, Libreville, 1964.

(3) Il aurait même été bon d'accorder des périodes de préfinancement et de remboursement assez étendues pour faciliter le processus d'amortissement. Signalons à ce propos que les placements n'auraient pas dû être effectués uniquement en fonction des garanties réelles ou personnelles que l'emprunteur pouvait offrir



- 4) aider les agriculteurs dans le choix des équipements agricoles, des semences, des engrais, etc.;
- 5) améliorer les techniques de culture pour en élever la productivité;
- 6) encourager et faciliter le développement de coopératives agricoles de production, d'achat et de commercialisation;
- 7) améliorer les conditions d'hygiène de la population rurale (1).

---

puisque les qualités personnelles du requérant et les caractéristiques qualitatives et quantitatives de ses besoins financiers pouvaient avoir davantage de valeur que les autres. Ceci parce que les garanties réelles et personnelles s'avéraient pratiquement dépourvues d'efficacité — au moment où la C.N.C.R. se trouvait dans l'obligation d'y avoir recours — soit par manque d'un marché immobilier, soit à cause de la coutume, en cas de non paiement, de poursuivre judiciairement les personnes (fonctionnaires ou salariés), qui avaient accordé ces garanties. Pour plus de détails, voir ROBERTO RUOZI, *Le Casse di risparmio e il credito all'agricoltura*, dans « Il Risparmio », septembre 1971, page 1559, et *Rapport au gouvernement du Gabon*, op. cit., page 25.

A propos des garanties personnelles, signalons que, récemment, la C.N.C.R. a décidé de les utiliser plus rigoureusement et que, aux termes du décret n. 453 PR/Min-Agri du 16 mars 1970, elle a subordonné l'octroi de nouveaux prêts à un apport préalable — de la part des emprunteurs — équivalant à 25% du montant du crédit accordé. Cependant, si d'une part de semblables décisions ont amélioré la régularité des remboursements, de l'autre elles ont agi négativement sur la demande et sur l'utilisation des prêts régulièrement accordés. Tant il est vrai que le Conseil d'Administration a proposé au Ministre de l'Agriculture, en date du 31 octobre 1970, de demander au Président de la République de ramener ce pourcentage de 25% à 10%. D'autre part, même la tentative d'obtenir le contrôle des recettes des emprunteurs, en leur imposant de commercialiser leurs produits à travers l'O.N.C.A., et donc de s'assurer un remboursement quasi-automatique des crédits, s'est soldée par un échec à cause du mauvais fonctionnement de cet organisme.

(1) Il ressort clairement de ce que nous venons d'exposer que la C.N.C.R. a tenté de modifier son activité de manière à pouvoir financer les opérations destinées non seulement à élever la production, mais aussi à améliorer la productivité. Dans ce but, la C.N.C.R. s'est souciée d'abord d'effectuer des estimations scrupuleuses de l'utilité économique et sociale des plans d'investissement pour le financement desquels le crédit agricole avait été demandé, puis, en deuxième lieu, d'éduquer, de conseiller et de contrôler assidûment la réalisation

Cependant, le manque de personnel spécialisé en matière de crédit rural et l'absence d'une véritable collaboration avec les agents des différentes régions agricoles ont empêché, jusqu'à présent, la réalisation d'une surveillance efficace. On a tenté de remédier à ce défaut en adoptant de nouvelles politiques de prêts.

On s'est efforcé, avant tout, d'atténuer les ingérences politiques qui avaient eu, dans le passé, un rôle déterminant dans l'allocation des financements. Très souvent, en effet, les prêts étaient accordés à des personnes qui les employaient dans des activités autres que l'agriculture; et même lorsque les crédits étaient investis dans ce secteur, les pressions politiques entraînaient une répartition excessive des prêts sur le plan territorial, ce qui rendait extrêmement difficile toute activité de contrôle.

Ces deux facteurs, pénurie de personnel spécialisé et d'agents de base d'un côté et pressions politiques de l'autre, firent gonfler considérablement le nombre des prêts non remboursés. Il est vrai qu'un certain nombre de financements n'auraient pas été restitués de toute façon, comme cela arrive fréquemment dans tous les Pays en voie de développement, surtout lorsqu'une partie des bénéficiaires considère le crédit rural comme un don du gouvernement et non comme de l'argent qui doit être rendu (1).

---

de ces plans de la part des entrepreneurs agricoles. Signalons toutefois que le succès de cette activité dépend beaucoup des agents de base, car ce sont eux qui:

- 1) rédigent — avec le requérant — les plans de développement de l'exploitation;
- 2) en contrôlent l'exécution;
- 3) contribuent au remboursement des prêts.

Voir sur ce point les articles 12 et 13 du décret du 16 mars 1970, l'article 11 du décret du 27 octobre 1965 et les affirmations de ROBERTO RUOZI, *Il credito agrario*, op. cit., pages 72, 73, 75.

(1) Voir *Rapport d'activité du Crédit Rural pour l'année 1966*, page 8. Il est surprenant que, malgré les nombreux inaccomplissements, le nombre des prêts en contentieux n'ait jamais été très élevé. La B.G.D. qui, en vertu de l'article 11 du décret d'institution de la Caisse, est tenue d'appliquer les procédures de remboursement, ne s'est jamais montrée très active dans cette tâche.

Afin de parer à ces défauts et de réaliser une véritable expérience de crédit contrôlé, la C.N.C.R. a concentré ses prêts, dernièrement, sur les groupements de producteurs. Ces groupements se composent de 10 à 20 agriculteurs qui ont reçu une formation agricole dans les centres de développement (1).

Une telle inertie s'explique peut-être par le fait que la B.G.D. ne tire aucun bénéfice de ces actions. En effet, même si l'on fait abstraction des frais inhérents à l'exercice de cette activité, il faut considérer que les risques financiers restent à la charge de la C.N.C.R. et que la B.G.D. n'a aucun intérêt économique à mettre à exécution ces procédures, comme d'ailleurs elle n'a aucun intérêt à ce que les prêts accordés par la C.N.C.R. soient ponctuellement remboursés surtout si l'on considère que la rémunération à laquelle elle a droit pour son activité en faveur de cette dernière est calculée en raison de 3,50% par an, sur le volume des financements accordés par la Caisse (même lorsque ceux-ci concernent des prêts qui n'ont jamais été remboursés) pourvu qu'ils figurent dans le bilan et dans les écritures de l'Institution.

D'autre part la Caisse doit soutenir, pour l'activité de la B.G.D. en sa faveur, des frais considérables qui réduisent encore ses marges de revenu et qui rendent sa gestion presque anti-économique. En effet, sa marge brute est inférieure à 0,50% en cas de remboursement ponctuel du crédit accordé.

La Caisse ferait donc bien de rayer de sa comptabilité les prêts qui sont sûrement inexigibles et exercer directement les services que la B.G.D. effectue pour son compte.

Voir ROBERTO RUOZI, *Rapport au Gouvernement du Gabon, op. cit.*, pages 18, 24, 26 et J. NYAMA, *Note de synthèse de crédit agricole*, C.I.C.A., Zurich, 1967.

(1) Aux termes de la loi du 6 juillet 1970 et du décret exécutif 00976 du 15 octobre 1970, on a institué:

- des groupements de producteurs;
- des groupements à vocation coopérative;
- des coopératives agricoles.

Les groupements de producteurs sont associations sans capital d'agriculteurs qui désirent effectuer ensemble une opération dans le milieu rural, telle que, par exemple, la lutte phyto-sanitaire, la commercialisation de la production, les plantations, etc. Après une période d'essai, ces groupements peuvent devenir des groupements à vocation coopérative et être admis à bénéficier du crédit agricole.

Les groupements à vocation coopérative sont des associations qui ont un capital variable et ont pour but la préparation des associés à la gestion d'une coopérative moyennant la mise en oeuvre de processus de production et de distribution communs. Les associés, dont le nombre ne peut pas être inférieur à 7, étudient, avec les agents des services agricoles et ruraux, les conditions de vie



De cette manière, le travail des agents de base est énormément facilité, ne serait-ce que parce que les problèmes de production et de commercialisation sont substantiellement les mêmes pour tous les agriculteurs (1). De même, le remboursement des crédits accordés par la C.N.C.R. aux membres des groupements a été facilité par l'institution, dans chaque groupement, d'une Caisse de rééquipement. Cette dernière est administrée par le président de

---

de la future coopérative et un programme d'investissement et d'activité qui doit être accompli durant une période d'essai qui peut aller de 1 à 3 ans. Ce n'est qu'après cette période d'essai que la qualification de coopérative pourra être demandée.

Les coopératives agricoles représentent le dernier stade de l'évolution prévue par les dispositions législatives de 1970 et sont de véritables sociétés à capital variable, dont la durée ne peut dépasser 99 ans. Elles peuvent acheter, transformer, conserver, transporter, vendre et, en général, effectuer toutes les opérations qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs.

Notons cependant que lesdites dispositions n'ont défini que le cadre juridique de ce phénomène. D'autres problèmes (voir J.F. ADANDÉ, *Le mouvement coopératif au Gabon*, Libreville, 13 avril 1970, page 3), et plus précisément ceux qui se rapportent à la diffusion du principe coopératif dans la population, à la coordination entre les différents centres qui s'occupent — surtout au niveau central — des structures dans lesquelles ce phénomène doit s'insérer, et de la formation du personnel, sont encore à résoudre. Voilà pourquoi le mouvement coopératif au Gabon, malgré tous les efforts entrepris et les nombreux groupements à vocation coopérative institués, n'a pas encore été couronné par le succès: au Gabon deux tentatives infructueuses ont déjà été faites pour instaurer des sociétés coopératives, avec la création de sociétés indigènes de prévoyance (S.I.P.) et de villages coopératifs. Voir, à ce sujet, J.F. ADANDÉ, *Le mouvement coopératif*, op. cit., pages 4-5. Si l'on songe qu'il ne peut exister d'agriculture solide sans le soutien de saines exploitations coopératives, la nécessité de donner une impulsion à l'institution de ces entreprises apparaît dans toute son évidence (voir ROBERTO RUOZI, *Il credito agrario — Gli insegnamenti dell'esperienza statunitense*, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Milan, 1969, page 44).

(1) En outre tout agriculteur est tenu — sur l'ordre de l'agent de base — à effectuer des traitements phyto-sanitaires, à fournir un travail soigné pour la gestion des infrastructures du groupement et à tenir une comptabilité élémentaire qui permette à l'agent de suivre l'activité de production de chacun des opérateurs. Voir ROBERTO RUOZI, *Rapport au Gouvernement du Gabon*, op. cit., pages, 27, 28.



l'association ou par l'agent des services agricoles. C'est elle qui doit régler les coûts relatifs au fonctionnement des infrastructures et des équipements, à la conservation et à la commercialisation des produits. La commercialisation une fois effectuée (1), le président ou l'agent de base retient une partie des disponibilités monétaires acquises. Ces retenues sont en fonction, d'un côté, des dépenses de culture et d'amortissement, de l'autre, des remboursements que les agriculteurs doivent verser à la C.N.C.R. pour les financements qui leur ont été accordés. Ces retenues doivent être enregistrées à la fois dans la comptabilité de la Caisse et dans les livrets des associés. Les associés ne peuvent en outre retirer plus de produits ou de biens d'équipement que ne leur permettent leurs disponibilités à la Caisse (2).

Rappelons toutefois que l'intervention de la C.N.C.R. dans ces projets, bien qu'étant d'importance fondamentale, n'est que l'un des instruments nécessaires à la promotion et au développement du secteur agricole (3). Il s'agit plus exactement d'un

---

(1) Les produits devraient être commercialisés à travers l'O.N.C.A. Cependant, en raison du peu de possibilités opérationnelles de cet organisme à cause de sa pénurie de moyens financiers, la commercialisation est souvent effectuée par des entreprises privées. Par conséquent, si son fonds de dotation ne peut être augmenté, il vaudrait peut-être mieux liquider cet organisme.

(2) Le patrimoine foncier demeure propriété de l'Etat pendant les dix premières années d'activité agricole de chaque cultivateur et, en tous cas, jusqu'à l'extinction de sa dette envers la C.N.C.R. Voir ROBERTO RUOZI, *Rapport au Gouvernement du Gabon*, op. cit., pages 28-29.

(3) Voir ROBERTO RUOZI, *Le Casse di risparmio e il credito all'agricoltura*, op. cit., pages 1561, 1564; *Il credito agrario*, op. cit., page 94; *Rapport au Gouvernement du Gabon*, op. cit., page 299; HORACE BALSHAW, *Le crédit agricole dans les Pays économiquement sous-développés*, F.A.O., Rome, 1959; GUY BELLONCLE, *Le crédit agricole dans les Pays de l'Afrique d'expression française au sud du Sahara*, F.A.O., Rome, 1968; RENÉ DUMONT, *Développement agricole africain*, P.U.F., Paris, 1965, page 81 et JEAN FÉLIX ADANDÉ, *Le mouvement coopératif au Gabon*, op. cit.

instrument qui peut mettre à la disposition des agriculteurs d'autres services (instruction professionnelle, vulgarisation, commercialisation, coopération et promotion de l'épargne) capables de les aider à améliorer leur situation et surtout leur productivité en termes monétaires (1), toujours étant que la manipulation de tels instruments soit encadrée dans une vision unitaire des problèmes concernant la productivité des exploitations agricoles.

Au Gabon malheureusement, la situation dans ces divers secteurs est encore moins satisfaisante que celle qui existe dans le crédit rural. Même en ce qui concerne la vulgarisation agricole la situation n'est pas réconfortante. Le Ministre de l'Agriculture ne dispose que d'une centaine d'agents — dont la préparation professionnelle laisse encore à désirer (2) — pour les 9 régions et les 35 secteurs qui partagent le territoire gabonais.

Nettement insatisfaisante est par contre la situation dans le secteur de la commercialisation. L'amélioration de ce secteur requiert la mise en oeuvre d'un programme à moyen terme qui devrait porter sur (3):

- 1) l'amélioration du réseau routier;
- 2) le soutien des prix à la production;

---

(1) Il en est autrement lorsque les financements en question n'exercent qu'une influence négligeable sur le développement agricole ou sur l'amélioration des conditions de vie de la population rurale. Dans ce cas, en effet, à l'échéance du prêt, la situation de ces opérateurs, sur le plan de la capacité de production et du revenu, reste inchangée. Cependant leur situation serait encore plus mauvaise si cette activité de crédit n'existait pas du tout.

(2) Voir ROBERTO RUOZI, *Rapport au Gouvernement du Gabon*, op. cit., page 49.

(3) Voir diffusément à ce sujet ROBERTO RUOZI, *Rapport au Gouvernement du Gabon*, op. cit., page 43 et S.L. GALPIN, *Rapport au Gouvernement sur la commercialisation agricole*, F.A.O., Rome, 1969, page 1.

- 3) l'élaboration d'un système de primes et de subventions pour encourager les agriculteurs à produire davantage et à élever le niveau qualitatif de leurs productions;
- 4) l'amélioration du réseau de distribution.

L'exécution d'un tel programme requiert naturellement d'énormes moyens financiers, mais sa réalisation est indispensable si l'on veut améliorer la rentabilité monétaire des exploitations agricoles, et, en dernier ressort, atténuer les risques inhérents à l'activité de crédit de la C.N.C.R. qui trouvera dans cette amélioration la meilleure garantie de remboursement des prêts qu'elle accorde.

Enfin, dans le secteur de la promotion de l'épargne, la situation est complètement insatisfaisante. Les banques de dépôt n'ont pas de guichets dans les zones rurales du Pays et la Caisse d'Épargne Postale n'a jamais inspiré beaucoup de confiance aux agriculteurs (1). Cependant, ces derniers peuvent soit thésauriser leurs épargnes, soit les investir en biens d'équipement. Il serait par contre extrêmement utile, surtout si l'on considère le développement des exploitations coopératives, que la propension à l'épargne des agriculteurs soit poussée, même au moyen d'émissions de titres à court terme de la part des établissements de crédit qui opèrent dans le Pays.

En ce qui concerne l'intervention de l'Etat dans les prix du crédit (2), devant une agriculture faible et relativement moins rentable que certaines autres activités, l'opportunité d'une telle mesure apparaît évidente si l'on veut la renforcer et éliminer les causes de son infériorité. L'intervention de l'Etat, par l'intermédiaire du crédit facilité, devrait favoriser l'accroissement de la

---

(1) Voir ROBERTO RUOZI, *Rapport au Gouvernement du Gabon*, op. cit., page 44.

(2) La C.N.C.R. accorde des prêts — aux termes de l'article 13 du décret n. 00453 du 16 mars 1970 — au taux de 4% pour le financement des projets

productivité des exploitations agricoles et négliger les financements dont le produit est destiné à des investissements non productifs.

En tous cas, pour que le crédit en question ne prenne pas un caractère de bienfaisance, ce qui le transformerait en un organe de défense des positions de non-rentabilité, il ne faudrait pas qu'il aille au delà des termes nécessaires à permettre aux entreprises emprunteuses de surmonter certains seuils acceptables de productivité (1).

Dans ce but, on pourrait conseiller l'adoption d'une forme technique particulière de financement, c'est-à-dire les *budget loans* qui, mieux que les autres, s'adaptent aux nécessités financières de l'emprunteur aussi bien en ce qui concerne leur utilisation que leur remboursement. En effet, l'adoption de cette technique implique l'étude, de la part de l'établissement bailleur de fonds et du client, de la dynamique des flux monétaires de ce dernier et, sur

---

d'investissement dits productifs, c'est-à-dire pour répondre aux besoins financiers:

- 1) des opérations relatives à la production agricole, à l'élevage et à l'équipement pour la pêche fluviale ou côtière;
- 2) des opérations concernant la transformation ou la conservation des produits agricoles pourvu que ces activités soient effectuées par les entreprises productrices;
- 3) des opérations concernant l'aménagement d'étangs de pisciculture;
- 4) des opérations relatives à la promotion de l'artisanat dans le milieu rural.

Par contre, le taux qu'elle demande pour le financement de toutes les autres opérations s'élève à 8%. Si l'on tient compte des articles V, VI et VII de l'accord inter-bancaire sur les taux applicables aux crédits à court et moyen terme, on remarque que pour ces opérations le taux requis ne sera pas inférieur à 5% pour le court terme, à 6,65% pour les crédits à moyen terme ne dépassant pas 25 millions de francs C.F.A. et à 6,5% pour les crédits supérieurs à 25 millions.

(1) En la matière, voir les affirmations de ROBERTO RUOZI, *Il credito agrario*, op. cit., pages 67, 68, 69, 87, 88, 92; BANCA D'ITALIA, *Relazione del governatore della Banca d'Italia per l'esercizio 1966-1967*, Rome, 1967, page 353 et PAUL C. GOFFIN, *Achievements of the World Bank in Financing Agriculture in Developing Countries*, C.I.C.A., New York, 1969, page 1 et suivantes.



la base de ces prévisions, la formulation d'un programme d'allocation et de remboursement des crédits, ce qui donne à l'agriculteur une considérable élasticité et une grosse économie d'intérêts (1).

#### 18. LES SOURCES DE PROVISION DE LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT RURAL

Un des principaux défauts de l'activité de la C.N.C.R. est constitué par sa pénurie de ressources. Rappelons à ce propos qu'elle ne dispose pas d'un fonds de dotation propre et qu'elle ne peut pas émettre des titres financiers. De ce fait, pour le financement de ses investissements, la Caisse peut compter sur les flux monétaires provenant du remboursement des crédits précédemment accordés et du versement d'une partie de la rémunération qui revient au Trésor national pour le privilège qu'il accorde à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun (B.C.E.A.E.C.) d'émettre de la monnaie. Etant donné que les remboursements et les versements des Autorités monétaires centrales sont irréguliers, on comprend aisément — surtout si l'on considère que la C.N.C.R. ne peut avoir recours à une politique d'*asset management banking*, ni à une politique de *liabilities management banking* — que sa situation de liquidité est assez précaire.

Après ces considérations préalables sur les sources de provision de la Caisse, il sera bon d'examiner les aspects quantitatifs de son activité de collecte à partir de l'exercice 1967.

Au cours de cet exercice le montant des remboursements fut loin d'être satisfaisant. En effet, sur 182 opérations de crédit en cours, avec une durée moyenne de 3 ans et pour un montant de 56.312.372 francs C.F.A., la Caisse obtint un remboursement de

---

(1) Voir ROBERTO RUOZI, *Il credito agrario*, op. cit., page 105.

9.190.503 francs C.F.A. équivalant à une moyenne mensuelle de 750.000 francs C.F.A. Cela veut dire que le taux de remboursement n'atteignait pas 17% des investissements en cours. D'autre part, les recettes sur la circulation fiduciaire, qui auraient dû être versées chaque trimestre, arrivèrent très irrégulièrement. Elles s'élevèrent à 22.855.108 francs C.F.A. Les recettes de 1967 s'élevèrent donc à 32.045.611 francs C.F.A. Il ne faut pas oublier toutefois que la Caisse dut soutenir des dépenses pour un montant de 4.811.000 francs C.F.A. pour ses frais de fonctionnement et pour la commission à verser à la Banque Gabonaise de Développement.

Voilà pourquoi, à la fin de l'exercice, les crédits accordés et non utilisés s'élevaient à 22.306.008 francs C.F.A., tandis que les disponibilités n'étaient que de 11.877.664 francs C.F.A.

Le Conseil d'Administration de la C.N.C.R., vu la situation de liquidité et les taux de remboursement, décida de suspendre — pendant l'exercice 1968 — l'octroi de nouveaux crédits. Cela aurait dû permettre:

- 1) de vérifier les positions débitrices des emprunteurs;
- 2) d'améliorer la liquidité de la Caisse.

A la fin de 1968, la C.N.C.R. avait reçu 10.839.532 francs C.F.A. de remboursements et 18.356.650 francs C.F.A. de la B.C.E.A.E.C., tandis que les reflux dus aux frais de fonctionnement et à la commission à verser à la B.G.D. avaient atteint 5.310.000 francs C.F.A. A cette date les crédits non utilisés s'élevaient à 13.876.000 et les encaisses à 9.000.000 de francs C.F.A. dont 5.000.000 provenant d'une avance de la B.G.D. à 5 pour cent.

Au cours de l'exercice suivant, l'établissement reprit son activité de crédit. Durant cette année les recettes s'élevèrent à 40.597.000 francs C.F.A. dont 16.139.000 provenaient de remboursements et 24.458.000 de la B.G.D., tandis que les dépenses s'élevaient à 7.201.027 francs C.F.A. dont 2.450.000 constituaient

la commission à verser à la B.G.D. Au 31 décembre, il y avait encore des crédits disponibles pour un montant de 14.654.000 sur un ensemble d'investissements de 77.672.000 francs C.F.A. Ce qui fait qu'à cette date les disponibilités de la Caisse s'élevaient à 14.824.000 francs C.F.A.; 5.000.000 avaient toutefois été obtenus, à titre de crédit, de la B.G.D.

En 1970 la situation de liquidité s'améliora sensiblement en raison des nouveaux critères de gestion adoptés. On obtint, en effet, des rentrées monétaires de l'ordre de 58.742.000 francs C.F.A. dont 18.657.000 de la B.C.E.A.E.C. et l'on soutint des dépenses pour un montant de 6.631.000 francs C.F.A., dont 4.006.000 de frais de fonctionnement. A la fin de l'exercice, les investissements s'élevaient à 71.865.000 francs C.F.A., les crédits utilisables à 8.214.156 et les disponibilités à 39.725.000.

De cette brève analyse, il ressort clairement que les ressources de cet établissement ne peuvent être estimées suffisantes que si ses investissements augmentent. Mais si l'on considère la durée des prêts accordés, les frais de fonctionnement, les versements à la B.G.D., les non-remboursements et les taux actifs demandés par la C.N.C.R., il apparaît évident que le taux de développement de ses dimensions est très bas, voire insignifiant, pour le moins à courte et à moyenne échéance (1). De ce fait, ses disponibilités seraient insuffisantes même s'il se limitait exclusivement au financement des projets pilote, actuellement en cours de réalisation, si ces projets avaient des taux d'expansion satisfaisants. Et, du moment que le nombre des projets est destiné à s'accroître, il va

---

(1) Du moment que la C.N.C.R. est appelée à exercer — pour le compte de l'Etat — une activité de crédit facilité et, par conséquent, à distribuer des allocations, il est clair que sa gestion ne peut être économique. De ce fait, une partie des recettes dérivant des subventions que le Trésor lui accorde doivent être affectées au financement de ses frais de gestion.

de soi que les ressources de la C.N.C.R. seront de moins en moins suffisantes (1). C'est pourquoi il devient de plus en plus urgent de trouver une solution au problème de l'expansion de l'activité de collecte de cet établissement.

Dans de telles circonstances, il est indispensable que les Autorités publiques gabonaises se rendent compte que l'augmentation des ressources de la C.N.C.R. est une nécessité absolue pour le développement du Pays. Il serait donc opportun que la Caisse possède un fonds de dotation approprié. Par ailleurs, une modification de son Statut — et notamment de l'article 10 — s'impose. Cette modification devrait lui consentir d'émettre des titres financiers dont l'Etat pourrait faciliter le classement en imposant, par exemple, leur souscription aux autres établissements de crédit ou en garantissant la solvabilité de la Caisse.

Cependant, puisqu'il est probable que, pendant quelques années encore, les insolvabilités seront assez nombreuses, il serait peut-être conseillable, afin d'éviter à la Caisse des situations de liquidité précaires — ce qui pourrait arriver à compromettre sa capacité d'endettement — d'inscrire le service de ces prêts dans le budget de développement. D'ailleurs, les avantages que l'on tirerait de cette activité de promotion justifieraient largement les frais qu'elle engendrerait. En effet, l'émission de ces titres financiers non seulement favoriserait la naissance et le développement d'un marché monétaire et financier, mais elle contribuerait également à atténuer les différences régionales en matière d'épargne et l'appauvrissement progressif de l'agriculture. Et ceci parce que

---

(1) Dans de telles circonstances, en effet, il est fort probable que les ressources des caisses de rééquipement des groupements instituées à l'intérieur de ces projets, s'avèreront insuffisantes et que la C.N.C.R. sera appelée à soutenir, par des prêts à moyen et long terme plus nombreux, l'activité des agriculteurs qui opèrent dans le cadre de ces projets.



les disponibilités monétaires obtenues grâce à une émission centralisée de titres financiers seraient réparties par la Caisse, sur la base d'une vision unitaire des besoins nationaux entre les différentes régions, ce qui permettrait aux investisseurs de trouver des financements sans devoir se plier aux conditions locales en matière d'épargne et de coût du crédit (1). En outre, ces émissions représentent le seul moyen de réinvestir dans l'agriculture une partie des épargnes des agriculteurs, car ceux-ci pourraient souscrire avantageusement les titres financiers émis par la Caisse au lieu de confier leurs excédents monétaires aux bureaux de poste (2).

Cependant, du moment que le classement de ces titres chez les agriculteurs ne peut se faire qu'à travers un grand nombre de guichets éparpillés dans les centres agricoles et directement en contact avec les épargnants (3) et qu'il doit s'appuyer sur des cours stables, il faudrait modifier substantiellement la structure de la C.N.C.R. et obtenir — du moins tant que la Caisse est tenue à exercer une

---

(1) Voir GIORDANO DELL'AMORE, *La difesa finanziaria dell'agricoltura italiana*, Giuffrè, Milan, 1959.

(2) Si d'un côté ces derniers, à travers la collecte de l'épargne monétaire, contribuent à satisfaire les besoins croissants de l'Administration publique, de l'autre — vu que les épargnes collectées sont concentrées entre les mains du Trésor — ils contribuent à appauvrir les zones de collecte et à déplacer systématiquement les ressources du secteur agricole vers d'autres secteurs suivant les décisions d'investissement du Trésor. En réalité, l'effet négatif de ce transfert d'épargne de la périphérie vers le centre du système peut être partiellement atténué par les flux financiers de la dépense publique qui se déplacent en sens inverse et par les sommes qui sont localement érogées par les organismes et par les entreprises qui ont bénéficié des financements accordés par le Trésor. Voir PAOLO MOTTURA, *Controllo della concorrenza bancaria*, *op. cit.*, pages 1557 et 1558; ROBERTO RUOZI, *Il credito agrario*, *op. cit.*, pages 101-102 et GIORDANO DELL'AMORE, *Politica bancaria nei Paesi africani*, *op. cit.*, page 11.

(3) Voir GIORDANO DELL'AMORE, *Politica bancaria nei Paesi africani*, *op. cit.*, page 12.

activité de crédit facilité — la prise en charge de la part des Autorités monétaires centrales du maintien de la liquidité des titres financiers en question (1). En ce qui concerne notamment la modification de la structure de la C.N.C.R., celle-ci pourrait être réalisée en transformant les caisses de rééquipement en véritables guichets de la Caisse. Les possibilités de réalisation d'une telle transformation dépendront naturellement du développement et de la diffusion des groupements de producteurs et, plus généralement, des coopératives agricoles.

A son tour, le développement de ces organismes dépendra en grande partie des disponibilités monétaires de la C.N.C.R., du volume des crédits qui leur seront accordés et de la productivité des investissements réalisés avec les financements de la Caisse.

Pour cette raison, ce processus de transformation ne pourra se réaliser dans le court terme. Cependant, dans la mesure où la nouvelle politique d'investissement de la C.N.C.R. sera couronnée par le succès, l'évolution structurelle de cet organisme financier consentira — à travers l'émission de titres financiers diversifiés — la collecte des surplus monétaires non consommés des agriculteurs et du reste de la population rurale dont les possibilités de choix en matière d'investissement sont plutôt limitées. Cela consentira l'investissement dans le secteur agricole des épargnes de la population rurale et augmentera, à conditions égales, la possibilité d'auto-développement de ce secteur et, de là, du système écono-

---

(1) Cela favoriserait certainement la naissance de marchés secondaires. Rappelons toutefois que le fait d'avoir pris cet engagement diminuerait dans le court terme la liberté de manoeuvre des Autorités monétaires et élèverait, dans les mêmes conditions, la possibilité de trouver des fonds sur les marchés étrangers et internationaux. Voir sur cette question HANG-SHENG CHENG, *International Bond Issues of the Less Developed Countries — Diagnosis and Prescription*, The Iowa State University Press, Ames, Iowa, 1969, pages 35-36.

mique tout entier. Donc, dans la mesure où la transformation de la C.N.C.R. en une véritable Caisse Nationale d'Epargne et de Crédit Rural contribuera au développement du système économique, les Autorités gouvernementales auront intérêt à favoriser le transfert des fonds de la Caisse d'Epargne Postale et des Centres de Chèques Postaux vers la Caisse, parce que ce transfert favorisera l'amélioration à moyen terme — à travers l'expansion des revenus monétaires de la population — des possibilités de couverture de ses besoins financiers.

Des considérations du même ordre peuvent être faites pour les banques de dépôt nationales. En effet, ces dernières sont intéressées à acheter les titres financiers de la Caisse à cause des avantages qu'elles peuvent en tirer, à moyen terme, en termes de liquidité et de possibilités de développement de leurs dimensions (1).

Il est bon toutefois de rappeler encore que ces possibilités dépendent des disponibilités de la Caisse à court terme, et notamment, de la mesure de son fonds de dotation (2).

---

(1) Voir LYLE E. GRAMLEY, *Deposit Instability at Individual Banks*, op. cit., pages 42-43, 50-51; *Commercial Bank Investments in Recession and Expansion*, *Essays on Commercial Banking*, op. cit., dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City », pages 66, 74-75; ARNOLD DILL, *Liability Management Banking — Its Growth and Import*, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Atlanta », février 1971; *An Alternative Approach to Liquidity*: part III, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City », avril 1970; *Reserve Adjustment Behavior of Tenth District Banks*, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City », mai 1970; *An Alternative Approach to Liquidity*, part IV, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City », mai 1970; *Modern Money Mechanisms — A Workbook on Deposits Currency and Bank Reserves*, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Chicago », septembre 1971; D. R. COWTHORNE, *Reserve Adjustment of City Banks*, dans « Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City », *Essays on Commercial Banking*, op. cit., pages 34-35.

(2) Etant donné cette situation, il pourrait être bon d'attribuer à la

Naturellement, l'augmentation des ressources et, de là, de l'activité de la C.N.C.R. rendra conseillable sa complète autonomie de la B.G.D. et lui imposera la spécialisation et la formation bancaire de son personnel.

Un tel processus aurait donc son influence non seulement sur la structure, mais aussi sur la nature de l'organisme en question. En effet, si l'on considère qu'actuellement la C.N.C.R. ne peut, de fait (1), émettre sur le marché du crédit ses propres titres financiers, et qu'elle ne dispose pas d'un fonds de dotation, il en découle qu'elle n'a pas droit à la qualification d'établissement de crédit (2). Elle se trouve beaucoup plus près d'un organisme public, chargé de distribuer des allocations de la part des Autorités gouvernementales.

Les modifications à apporter aux processus de collecte non seulement donnent un essor nouveau à la mobilisation et à la formation de l'épargne, mais confèrent aussi à la C.N.C.R. les caractéristiques d'un établissement de crédit complexe, car ce serait, à moyen terme du moins, un établissement qui opère presque exclusivement en dehors du marché en accordant surtout du crédit

---

C.N.C.R. — à titre de fonds de dotation — les disponibilités du Fonds de Développement Rural (F.D.R.). Les ressources de ce dernier devraient provenir des recettes de certaines retenues, imposées — dans une mesure de 0,50% sur les salaires ou les appointements mensuels — sur les revenus de tous les travailleurs gabonais. Voir ROBERTO RUOZI, *Rapport au Gouvernement du Gabon*, op. cit., page 36.

(1) Son articulation territoriale, exception faite pour les caisses de rééquipement qui n'intéressent toutefois qu'une portion limitée de la population rurale, l'empêche de recevoir les dépôts des agriculteurs. En tous cas, la consistance quantitative de ceux-ci est, à ce jour, absolument insignifiante.

(2) Voir GIORDANO DELL'AMORE, *L'economia delle aziende di credito*, volume II, *I sistemi bancari*, op. cit., page 69.



facilité et un bureau de consultation et d'assistance technique, commerciale, d'organisation financière et administrative des agriculteurs isolés ou associés (1).

## 19. CONCLUSIONS SUR LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT RURAL

Nous avons mis en relief au paragraphe précédent l'importance du développement du secteur agricole dans le développement général de l'économie, sans en analyser les motifs. Cependant, étant donné l'importance d'une telle constatation pour la politique monétaire et le comportement du système bancaire, nous avons jugé bon de l'examiner plus à fond. Comme chacun sait, la possibilité d'expansion des entreprises qui produisent pour les marchés étrangers est très limitée (2). Les difficultés augmentent lorsque les entreprises implantées dans un Pays en voie de développement se mettent en concurrence avec des maisons étrangères qui traversent un moment de crise et qui travaillent en dessous de leur capacité de production.

Tel est le cas par exemple des scieries gabonaises. Le bois qu'elles travaillent est en concurrence sur les marchés européens avec les produits des entreprises européennes; ces dernières, qui n'utilisent qu'une partie de leur capacité de production, trouvent avantageux d'avoir recours à des politiques de prix afin de conserver ou même d'étendre leur part de marché (3). Les Autorités publiques des Pays en voie de développement n'ont donc pas intérêt à promouvoir la formation d'entreprises destinées à exporter vers des marchés stagnants où la demande est presque entiè-

---

(1) Voir ROBERTO RUOZI, *Il credito agrario*, *op. cit.*, page 69.

(2) Voir A. F. EWING, *Industry in Africa*, Oxford University Press, Londres, 1968.

(3) Ceci, lorsque leurs volumes de vente ne sont pas protégés, pour des raisons de nature sociale, par des tarifs douaniers.

rement saturée (1). C'est pourquoi, dans les Pays caractérisés par de petits marchés intérieurs — comme celui qui nous intéresse — les possibilités de développement du secteur industriel dépendent, en majeure partie, des possibilités de l'agriculture.

En effet, son développement fera augmenter la demande de biens d'équipement, d'engrais, d'insecticides et de biens de consommation. Cependant, si l'agriculture n'est pas en mesure de répondre à l'accroissement de la demande de biens de consommation et de matières premières du secteur industriel (2), le volume des importations augmentera rapidement et la balance des paiements finira par devenir déficitaire (3) avec toutes les conséquences négatives qui s'ensuivent.

Il existe donc entre les deux secteurs des rapports d'interdépendance très étroits, car l'agriculture permet non seulement l'épargne de devises, mais elle offre à l'industrie des biens de consommation, des matières premières, des capitaux, du travail et un

---

(1) NICHOLAS KALDOR, *Saggi sulla stabilità economica e lo sviluppo*, Einaudi, Turin, 1965, page 251.

(2) Il est intéressant de noter que, si par hypothèse le nombre des travailleurs dans l'agriculture diminuait, et si ces derniers avaient une propension constante à la consommation, la quantité de biens fournis par l'agriculture au secteur extérieur pourrait diminuer si les opérateurs agricoles étaient motivés par des critères d'autosuffisance plutôt que par des critères de profit. Dans ces circonstances, en effet, la diminution des travailleurs entraîne une diminution des besoins de produits industriels et de la quantité de biens qu'il faut offrir aux opérateurs étrangers pour pouvoir satisfaire les besoins de ces produits. On peut donc affirmer que le développement des Pays économiquement arriérés dépend, en grande partie, de la possibilité d'agir sur la mentalité, sur les connaissances techniques et sur la spécialisation des populations rurales. Voir NICHOLAS KALDOR, *Saggi sulla stabilità economica*, op. cit., pages 261-262.

(3) Si l'on tient compte de la faible élasticité de la demande de produits agricoles par rapport au revenu et de la rigidité de la demande des biens d'importation des Pays en voie de développement, il ne semble pas que ces derniers aient intérêt à encourager la production de biens destinés à l'exportation, à cause des détériorations considérables qui peuvent s'avérer dans leurs rapports d'échange.

marché pour ses produits (1). Cela provoquera l'expansion des revenus monétaires des secteurs non agricoles, le développement de leur demande et, en dernier ressort, le développement du système économique tout entier. Les efforts des Pays en voie de développement pourraient donc se concentrer, plus qu'à présent, sur la solution du problème de l'amélioration — en termes de capacité de production et de revenus — de la situation des opérateurs agricoles en tant que condition du développement industriel (2).

Dans un contexte de ce genre, il est indispensable d'adopter des mesures draconiennes en matière de coopération, de commercialisation des produits agricoles, de promotion de l'épargne familiale et de crédit contrôlé, si l'on veut arriver au développement du secteur agricole et à celui de toute l'économie.

## 20. LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE DU GABON

La loi du 26 décembre 1964 instituait, à partir du 1er janvier 1965, la Caisse d'Épargne Postale de la République du Gabon. Cet établissement public doit collecter des dépôts et les investir, en même temps que ses propres moyens, en placements à long terme et en dépôts à vue.

Le service des guichets doit être assuré par l'Office des Postes et Télécommunications. Pour ce service, la Caisse est tenue à lui verser un certain montant à établir d'un commun accord.

---

(1) Dans la mesure où l'offre de biens de consommation nationaux parvient à modifier en faveur de ces derniers les schémas de consommation de la population urbaine, on verra s'élever — en présence d'un certain volume d'épargne nette — la capacité d'importation de biens d'équipement et de produits semi-finis d'un certain Pays et, à conditions égales, la capacité d'accumulation de ce dernier.

(2) Voir NICHOLAS KALDOR, *Saggi sulla stabilità economica*, op. cit., page 262.

Elle est placée sous le contrôle du Ministre des Postes et des Télécommunications qui en préside le Conseil d'Administration. Le Directeur de l'Office des Postes et Télécommunications s'occupe de la direction et de l'administration de la Caisse. Le Conseil se compose de dix membres qui sont:

- le Ministre des Finances ou l'un de ses représentants;
- le Ministre de l'Economie Nationale ou l'un de ses représentants;
- le Ministre de l'Intérieur ou l'un de ses représentants;
- le Ministre des Services Publics ou l'un de ses représentants;
- deux députés désignés par l'Assemblée Nationale;
- un représentant de la Chambre de Commerce;
- un représentant du personnel;
- deux personnes désignées par le Président du Conseil et choisies en fonction de leur compétence.

Le Conseil doit se réunir au moins une fois par an sur convocation du Président dans le courant du deuxième trimestre, ou en session extraordinaire lorsque le Président le juge nécessaire. Ses délibérations sont valables lorsqu'une moitié au moins de ses membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité simple et, en cas de parité des voix, le vote du Président l'emporte. Le Conseil établit annuellement le niveau des taux d'intérêt que l'on devra verser aux déposants au cours de l'exercice suivant et il peut demander à l'Office des Postes et Télécommunications l'ouverture ou la fermeture de guichets de la Caisse.

La comptabilité générale de la Caisse est confiée à un agent comptable nommé par le Ministre des Postes sur la proposition du Directeur.



La Caisse a son propre budget. Son fonds de dotation (1) peut être employé:

- dans l'acquisition de titres garantis par l'Etat;
- dans la construction ou l'achat d'immeubles nécessaires à l'activité de la Caisse;
- dans l'achat de terrains de construction et d'habitations destinées à loger le personnel;
- dans des actions émises par des sociétés immobilières ou par des établissements de crédit dont l'activité principale est l'octroi de crédits destinés à faciliter l'achat ou la construction d'habitations.

Les déficits de la Caisse, après épuisement des réserves, sont couverts par des subventions à charge du budget national.

Les autres sources de provision sont représentées par la collecte des dépôts (2). Chaque déposant reçoit un livret nominatif. Les intérêts sont calculés à partir du premier ou du seizième jour du mois qui suit le mois du versement et jusqu'à la quinzaine qui précède le jour du remboursement.

Les intérêts sont capitalisés chaque année. Le versement minimum est de 100 francs C.F.A. (3). Les sommes déposées ne peuvent dépasser 1.500.000 francs C.F.A. Cependant, les sociétés mutuelles, les institutions assimilées et les organismes préposés à la construction d'habitations populaires autorisés par le Conseil d'Administration peuvent effectuer des versements illimités.

---

(1) Ce fonds s'élevait, au 31 décembre 1969, à 2.795.000 francs C.F.A. A la même date les réserves arrivaient à 14.504.000 francs C.F.A.

(2) Les fonds déposés à la Caisse jouissent de la garantie de l'Etat.

(3) Sauf les versements effectués par des jeunes en âge scolaire. Pour eux, le plancher a été réduit à 10 francs C.F.A.

Les sommes déposées sont remboursées à vue, sans limite de montant, au guichet qui a délivré le livret. En ce qui concerne les demandes de prélèvement aux autres guichets de la Caisse, il faut l'autorisation préalable de l'agent comptable qui peut être donnée sans aucune limitation de montant par voie postale, ou par télégraphe si les sommes ne dépassent pas 25.000 francs C.F.A. par jour (1). Ceci parce que l'on a pratiquement abrogé la clause de sauvegarde qui consentait au gouvernement, en cas de force majeure, d'imposer un intervalle de 15 jours entre les prélèvements et d'en limiter le montant à 2% du maximum déposable.

Une seule personne ne peut être titulaire de deux livrets de dépôt. Les transgresseurs de cette disposition perdent les intérêts échus sur les sommes déposées durant la période de coexistence des livrets. Cette pénalité ne peut toutefois dépasser les intérêts d'un an, mais, si le montant cumulé des dépôts ne dépasse pas le maximum légal, les intérêts échus sur le livret ouvert en dernier seront versés également.

La Caisse opère à travers 38 guichets, dont 5 à Libreville. C'est aussi dans cette ville que se trouve le siège de l'établissement. Les dépôts qu'elle collecte se partagent en deux catégories: dépôts d'épargne individuelle et dépôts d'épargne collective. Les premiers sont effectués par des particuliers et les autres par des sociétés et par des organismes publics. Leur montant a connu, comme nous le montrent les tableaux 38 et 39, un accroissement constant et ils ont passé, durant la période considérée, de 296 à 520 millions.

---

(1) Les transferts entre les caisses d'épargne postales appartenant à la U.A.M.P. & T., la Caisse Nationale d'Epargne Française et la Caisse d'Epargne Postale Gabonaise sont effectués sans frais et sans perte d'intérêts pour les titulaires d'un livret de dépôt.

TABLEAU 38

NOMBRE DES COMPTES ET MONTANT DES DEPOTS A LA  
CAISSE D'EPARGNE POSTALE DU GABON  
(en millions de francs C.F.A.)

Dates	Nombre des comptes	Montant des dépôts (1)
31-12-1965	14.086	296
31-12-1966	16.269	335
31-12-1967	18.458	380
31-12-1968	20.943	414
31-12-1969	23.763	487
31-12-1970 (2)	...	520

(1) Les données de ces dépôts comprennent tant les intérêts capitalisés que le solde des transferts.

(2) Estimation tirée du budget de l'exercice 1971.

SOURCE: OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS, *Rapport sur les résultats de la Caisse d'Epargne*, N1/CE/70, 9-6-1970, page 2.

Cela représente un accroissement de 75,68% (1). Le nombre des livrets a été caractérisé lui aussi par une tendance ascendante, avec une augmentation absolue de 9.677 unités et une augmentation relative de 68,7 pour cent.

(1) A ce propos signalons que les fonds détenus par les organismes publics peuvent constituer un obstacle sérieux à un gouvernement efficace de la liquidité, si ces fonds sont déplacés des comptes du Trésor à des établissements de crédit ou vice versa, ou encore d'un établissement de crédit à un autre sans que ces décisions n'aient été prises en étroite collaboration avec les Autorités monétaires centrales. Dans ce cas, en effet, les déplacements desdits fonds peuvent contraindre les Autorités monétaires — surtout en période de restriction du crédit — à élargir, moyennant des politiques de refinancement ou en élevant les plafonds d'endettement envers l'étranger, la base monétaire du système. Voir PAOLO MOTTURA, *Il controllo pubblico della concorrenza bancaria*, op. cit., page 31, note 40.

TABLEAU 39

ETUDE COMPAREE DES OPERATIONS EFFECTUEES A LA CAISSE D'EPARGNE POSTALE DU GABON  
(en millions de francs C.F.A.)

D a t e s	Nombre de prélèvements			Montant des prélèvements		Nombre des versements			Montant des versements		Variation	
	Par-tiels	Inté-graux	Total	Par-tiels	Inté-graux	Total	Pre-miers	Succes-sifs	Total	Pre-miers		Succes-sifs
1965	12.180	112	12.292	111	2	113	1.544	7.722	9.266	83	151	234 + 121
1966	14.696	101	14.797	135	3	138	2.282	11.920	14.204	24	145	169 + 31
1967	17.795	137	17.932	172	2	174	2.326	12.762	15.088	24	185	209 + 35
1968	17.509	91	17.600	184	3	187	2.576	12.675	15.251	25	182	207 + 20
1969	18.487	124	18.611	203	5	208	2.944	14.138	17.082	34	232	266 + 58

SOURCE: O.P.T., *Rapport sur les résultats*, op. cit., page 4.



TABLEAU 40

COEFFICIENT DEPOTS CAISSE D'EPARGNE/DEPOTS A TERME  
DES BANQUES

Rubrique	31-12-1965	31-12-1966	31-12-1967	31-12-1968	31-12-1969
Pourcentage	55,43	57,66	44,65	48,71	61,26

Au cours de la période considérée, le coefficient dépôts d'épargne/dépôts à terme dans le système bancaire a connu toute une série de variations, d'abord très irrégulières puis, à partir du 31 décembre 1967, constamment positives.

Il faut toutefois remarquer que les dépôts d'épargne — 1967 exclu — ont toujours représenté plus de la moitié des dépôts à terme. Cela manifeste d'un côté l'importance de l'activité de collecte qu'exerce la Caisse d'Epargne Postale et, d'un autre côté, cela met en relief le manque d'un ensemble de titres financiers où les épargnants puissent investir leurs disponibilités monétaires à certaines conditions de risque (1).

(1) Il faut en effet tenir compte du fait que la Caisse d'Epargne Postale mobilise — par son activité d'intermédiaire — des tranches d'épargne monétaire qui, autrement, auraient été en grande partie thésaurisées et contribue, par l'octroi de financements à l'Administration publique ou au secteur public de l'économie, à répondre aux besoins financiers de ces opérateurs. Signalons toutefois que, suivant les décisions d'investissement de ces derniers, les fonds mobilisés peuvent aboutir dans des régions autres que celles où ils ont été collectés. Cela provoque un appauvrissement des zones où ces épargnes s'étaient formées et, du moins dans le court terme, un effet négatif sur le processus de mobilisation de l'épargne. D'autre part, si l'on tient compte du fait que le Gabon a connu un processus d'urbanisation accentué et que la Caisse a vu augmenter l'importance de sa collecte, il est facile de constater non seulement l'insuffisance de l'organisation territoriale du système bancaire qui représente « ... une infrastructure indispensable pour promouvoir le développement économique de toute communauté nationale » (GIORDANO DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito*, volume II, *I sistemi bancari*, op. cit., page 645), mais aussi la faible importance des activités



TABLEAU 42

REPARTITION EN POUR CENT DU VOLUME DES DEPOTS SUIVANT LA  
CATEGORIE DES DEPOSANTS A LA CAISSE D'EPARGNE POSTALE  
DU GABON

Années	Particuliers	Sociétés	Organismes publics
1964	98,20	1,80	—
1965	64,30	0,90	34,80
1966	67,85	1,40	30,75
1967	67,59	1,99	30,42
1968	69,44	0,11	30,45
1969	69,13	0,10	30,77

SOURCE: O.P.T., *Rapport sur les résultats de la Caisse d'Epargne*, op. cit., page 2.

En ce qui concerne la répartition relative du volume des dépôts, entre épargne individuelle et épargne collective, signalons que — hormis 100 millions de dépôts effectués en 1965 par des organismes publics — l'importance relative des sommes collectées chez les particuliers est de l'ordre de 99 pour cent.

D'ailleurs, l'importance de l'activité d'intermédiation et de la mobilisation exercée par la Caisse en faveur de l'opérateur familial ressort des données relatives au nombre des comptes ouverts, respectivement, aux particuliers, aux sociétés et aux organismes publics pendant la période considérée.

de mobilisation et de promotion de l'épargne exercées par les banques de dépôt opérant au Gabon. C'est pourquoi, tant qu'on n'aura pas éliminé les défauts qui caractérisent actuellement la structure et le comportement du système bancaire du Gabon, la Caisse d'Epargne Postale gabonaise continue à représenter un canal financier capable d'exercer une activité utile d'intermédiation capillaire, surtout chez les épargnants situés dans les zones rurales ou chez ceux qui perçoivent des revenus inférieurs à la moyenne nationale. Voir GIORDANO DELL'AMORE, *Il contributo del risparmio familiare al riscatto del Mezzogiorno*, Giuffrè, Milan, 1969, pages 8-9 et 89-92; ARNALDO MAURI, *Le caratteristiche dinamiche del risparmio postale*, Giuffrè, Milan, 1968, et GIORGIO FUÀ, *Lo Stato e il risparmio privato*, Einaudi, Turin, 1961, page 53 et suivantes.

En effet, sur un accroissement absolu de 9.677 livrets, 9.667 ont été délivrés à des particuliers. Cela montre sans doute la capillarité de l'activité de mobilisation de l'épargne de cette Caisse, et la possibilité qu'elle devienne, avec l'élargissement du secteur monétisé de l'économie, un instrument important de contrôle quantitatif, capable de réduire l'importance intermédiaire du système bancaire (1). En effet, le classement chez l'opérateur familial des titres financiers émis par les caisses postales donne lieu, à égalité de propension à l'épargne de l'opérateur en question, à une perte de base monétaire dans le système bancaire et, à conditions égales, à une contraction du volume de ses dépôts et de ses investissements.

---

(1) En réalité cette affirmation doit être mieux qualifiée. En effet, lorsque le classement des valeurs financières que la Caisse émet n'entre pas en concurrence avec celui qui est appliqué par le système bancaire, on a une mise en activité de la base monétaire qui — en l'absence d'une bonne articulation territoriale du système bancaire — autrement serait thésaurisée. Dans de telles circonstances — fréquentes d'ailleurs dans bien des zones du Gabon — l'activité de la Caisse d'Epargne Postale contribue à la promotion et à la mobilisation de l'épargne et à la monétisation de l'économie. D'ailleurs, même si la Caisse réalise, par son activité de collecte, un processus capable de réduire l'importance du système bancaire en tant qu'intermédiaire, lorsque ce dernier est par trop conditionné par les intérêts des opérateurs étrangers, son activité peut représenter la plate-forme sur laquelle pourrait s'édifier un système de crédit autonome. Il semble donc que dans la mesure où la Caisse d'Epargne Postale facilite la solution du problème de la réglementation territoriale et quali-quantitative du circuit des flux financiers, elle pourra être appelée à remplir des fonctions d'importance fondamentale, surtout si elle opère au sein d'une économie planifiée. Dans de telles circonstances, en effet, les Autorités monétaires pourraient lui confier la tâche de répondre aux besoins financiers des différents plans de développement régionaux. Ce problème embrasse donc toute la politique de développement, et cette dernière demande, pour pouvoir être menée à bonne fin, la création d'une structure d'intermédiaires de crédit diversifiée et bien articulée, ainsi que d'instruments aptes à régler le comportement de ces intermédiaires, afin de pouvoir agir, suivant les exigences du plan de développement, sur le circuit et sur les caractéristiques quali-quantitatives des flux financiers qui se produisent au sein de toute économie monétisée.



TABLEAU 43

NOMBRE DES COMPTES SUIVANT LA CATEGORIE DES DEPOSANTS A LA CAISSE D'EPARGNE DU GABON

Années	Particuliers	Sociétés	Organismes publics	Total	Accroissement	
					Absolu	En %
1965	14.061	24	1	14.086	1.432	11,3
1966	16.238	30	1	16.269	2.183	15,4
1967	18.425	32	1	18.458	2.189	13,3
1968	20.909	33	1	20.943	2.485	13,4
1969	23.729	33	2	23.763	2.820	13,5

SOURCE: O.P.T., *Rapport sur les résultats de la Caisse d'Epargne*, op. cit., page 6.

TABLEAU 44

EMPLOIS DE LA CAISSE D'EPARGNE POSTALE DU GABON AU 31-12-1969

Argent chez les receveurs	24.000.000
C/c à la C.D.D.C.C. (1)	46.500.000
C/c à la B.G.D.	41.700.000
Portefeuille-prêts	368.200.000
C/ postaux	20.800.000
Meubles	2.800.000
<b>Total francs C.F.A.</b>	<b>504.000.000</b>
A cette date le Portefeuille-prêts était ainsi formé:	
— Postes et Télécommunications 5,50% - 6%	51.000.000
— Agence Transéquatoriale de Communications	2.200.000
— B.G.D. 5% - 4,40%	285.000.000
— Commune de Libreville	20.000.000
— Trésor national	10.000.000
<b>Total francs C.F.A.</b>	<b>368.200.000</b>

(1) La Caisse d'Epargne Postale a effectué des dépôts à la C.D.D.C.C., mais elle en a obtenu du crédit également, souvent en plus large mesure, ce qui rend souvent débitrice sa position nette. Il en est de même pour les dépôts qu'elle a effectués aux C.C.P.

SOURCE: O.P.T., *Rapport sur les résultats de la Caisse d'Epargne*, op. cit., pages 10-11.

TABLEAU 45

DEPOTS DANS LES CAISSES D'EPARGNE POSTALES DE LA ZONE MONETAIRE  
(en millions de francs C.F.A.)

Rubriques	Exercice 1964-1965		Exercice 1965-1966		Exercice 1966-1967		Exercice 1967-1968		Exercice 1968-1969		Exercice 1969-1970	
	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur
Valeurs maximums	Juin 1965	2.107	Mai	2.228	Juin 1967	2.190	Juin 1968	2.529	Mars	3.080	Juin 1970	3.429
Valeurs minimums	Décembre 1965	1.630	Juin 1966	2.033	Novembre 1966	1.938	Septembre 1966	2.183	Octobre 1966	2.521	Septembre 1966	3.063
Moyenne mensuelle		1.799		2.118		2.057		2.324		2.746		3.229

SOURCE: B.C.E.A.E.C., *Rapports d'activité*.

Il semble, de toute façon que, dans la phase d'évolution où se trouve le Gabon, la Caisse d'Epargne Postale joue un rôle très utile en contribuant d'un côté à répandre dans la population la possession de titres financiers autres que la monnaie et à promouvoir le développement du marché financier, et de l'autre à répondre aux besoins financiers de certains opérateurs publics. L'étude des investissements de la Caisse en cours au 31 décembre 1969 peut en donner la confirmation.

Ce que nous venons d'exposer fait toutefois ressortir la nécessité de modifier la structure et le comportement de cet établissement, de façon à le transformer en une véritable Caisse d'Epargne dès que se formeront dans le Pays les conditions nécessaires à cette transformation (1).

## 21. LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE GABONAISE

Après avoir examiné les aspects structurels et fonctionnels du système de crédit au Gabon, nous allons examiner brièvement les fonctions qu'il exerce dans le financement de l'économie. Dans ce but nous allons procéder à l'étude des sources de financement de ce système.

A un premier examen, on remarque immédiatement une forte expansion de la masse fiduciaire qui, au cours de la période considérée, a connu une progression atteignant 89,35%. La série temporelle des données montre que les augmentations les plus fortes ont eu lieu dans le courant du dernier exercice (26,71%) et de l'exercice intermédiaire (20,72%). A l'intérieur de cette masse, les

---

(1) Il existe également dans les autres Pays de la zone d'émission des institutions semblables à la Caisse d'Epargne Postale du Gabon. La dynamique des dépôts collectés par ces établissements, dans la période allant du 30 juin 1964 au 30 juin 1970, nous est donnée par le tableau 45.

TABLEAU 46

SOURCES DE FINANCEMENT DU SYSTEME BANCAIRE  
(en millions de francs C.F.A.)

Rubriques	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Dépôts						
Etat et Poste	662	287	299	390	637	1.557
Particuliers et entreprises	4.254	5.190	5.893	6.159	6.778	7.766
Total	4.916	5.477	6.192	6.549	7.415	9.323
Sièges et correspondants étrangers						
C.C.C.E	515	654	683	869	1.504	1.391
Emprunts obligatoires	942	1.477	1.384	—	—	—
Divers	177	— 468	— 57	2.031	798	1.698
Total	1.634	1.663	2.010	2.900	2.302	3.089
B.C.E.A.E.C.						
Court terme	646	506	391	630	572	926
Moyen terme	269	194	106	367	866	797
Total	915	700	497	997	1.438	1.723
Capital propre	1.626	1.686	1.789	2.058	2.184	2.356

SOURCE: B.C.E.A.E.C., *Rapports d'activité*.

dépôts revêtent la plus grande importance relative. Cette dernière a connu d'abord une allure croissante et a passé de 65,85% à 71,18% du total au 30 juin 1967, puis elle a constamment diminué jusqu'à toucher 65,96 pour cent.

Les dépôts effectués par les particuliers et les entreprises ont été, de loin, les plus importants. Cependant, on peut mieux analyser leur allure si on les partage en deux sous-périodes. Durant la première, qui va du 30 août 1965 au 30 juin 1968, nous voyons une expansion sensible de l'importance relative de cette quantité économique qui arrive à représenter 94,04% du total. Par con-



tre, dans la deuxième sous-période, on assiste à une contraction progressive de son importance relative, à tel point qu'au 30 juin 1970 elle atteignait un minimum de 83,30 pour cent.

De même la série temporelle des données relatives à l'endettement du système de crédit envers les correspondants étrangers a connu une expansion continue. En cinq ans, en effet, on a assisté à un accroissement de 89,05%. Il faut notamment souligner, en raison de son importance considérable aux fins de la politique monétaire, la forte expansion qui s'est manifestée dans le courant de l'année 1968 (44,28%) et 1970 (34,19%). Cette expansion est, en effet, presque entièrement attribuable à l'endettement envers les banques étrangères. Enfin, en ce qui concerne le refinancement, on remarque d'abord une allure décroissante, puis une forte progression. En effet, durant la sous-période, allant du 30 juin 1965 au 30 juin 1967, on a passé de 915 à 497 millions de francs C.F.A. Par contre, durant la deuxième sous-période on a vu une très forte expansion, équivalant, en valeur relative, à 246,68%. Pour cette quantité économique notamment, il vaut peut-être mieux souligner le fort accroissement qui s'est produit, au cours des derniers exercices, dans les crédits à long terme. Considérons enfin le capital propre. La valeur de ce dernier a augmenté d'environ 44,90%, suivant des taux d'accroissement particulièrement élevés (15,04%) au cours de l'exercice 1967-1968. Cependant, l'expansion qu'il a connu a été inférieure à celle de la masse fiduciaire. On peut facilement arriver à cette constatation en suivant l'allure du rapport entre masse fiduciaire et capital net. Ce rapport, en effet, a constamment augmenté et a passé de 4,59% à 9,6 pour cent.

Après cette brève analyse de l'activité de collecte du système bancaire, nous allons passer à l'activité d'investissement surtout

en ce qui concerne les placements. Ces derniers, dans le courant de la période considérée, ont connu un accroissement de 99,31 pour cent. Le rapport investissements/dépôts a été caractérisé par une allure très irrégulière bien que tendentiellement montante, comme nous le montrent les coefficients suivants:

Investissements/Dépôts

1965	1966	1967	1968	1969	1970
1,52	1,32	1,31	1,75	1,56	1,59

Il peut être intéressant de comparer les disponibilités monétaires avec la valeur de la quantité économique en question afin d'en tirer un indice de liquidité de gestion.

Disponibilités/Investissements

1965	1966	1967	1968	1969	1970
2,79	3,17	4,78	1,30	1,45	1,39

La série de données ainsi obtenue montre une forte corrélation de nature inverse avec le coefficient investissements/dépôts.

On peut donc en déduire que la vitesse d'expansion différente des dépôts et des investissements s'est répercutée en grande partie sur les réserves volontaires du système. De plus, les bas coefficients de liquidité nous donnent encore une preuve du degré de dépendance du système bancaire gabonais vis-à-vis des refinancements de leurs correspondants ou affiliés étrangers.

Une bonne partie de l'accroissement des investissements est attribuable au court terme. Ce dernier a enregistré, au cours de la période considérée, une expansion de 28,71% et n'est jamais descendu au-dessous de 55,85% du total des investissements, avec des pointes de 81,38%. Il faut en outre mettre en relief la grande expansion des investissements à moyen terme qui ont monté de 989

à 1,515 millions de francs C.F.A. (1). Un intérêt particulier revêt le fait que ces accroissements se sont concentrés dans les trois derniers exercices. Au cours de cette sous-période on a enregistré, en effet, une augmentation de 92,33 pour cent.

Intéressante également — en vue d'une estimation du comportement du système bancaire et de son apport à la mobilisation et à la promotion de l'épargne — est la subdivision des placements par secteur d'activité.

Les crédits accordés par le système bancaire sont allés en large mesure aux entreprises d'importation. Cependant, même si l'on constate que ces investissements se sont accrus en valeur absolue, on voit qu'une tendance descendante a caractérisé leurs valeurs relatives. Ces dernières ont passé en effet, du 30 juin 1969 au 30 juin 1970, de 59,5% à 46,6%. L'autre catégorie d'entreprises qui a bénéficié d'importants financements bancaires est celle des entreprises d'exportation. La série temporelle des données concernant ce genre d'investissements est cependant bien inférieure à la précédente et son allure est plutôt irrégulière. On y distingue en effet deux sous-périodes. Dans la première, allant du 30 juin 1965 au 30 juin 1968, on a vu se manifester une expansion sensible qui a fait monter le poids relatif des crédits accordés aux maisons d'exportation de 4,9% à 13%. Puis, au cours de l'exercice 1968-1969 on a vu, par contre, se produire une brusque contraction suivie par une forte expansion dans le courant de l'exercice suivant.

Si l'on considère les financements accordés globalement à ces deux catégories d'entreprises, on se rend compte facilement de l'envergure de l'activité de crédit que le système bancaire a exercé en leur faveur. En effet, le crédit qui leur a été affecté n'a jamais

---

(1) Ces données ont été relevées à fin juin. Voir à ce propos le tableau 13 des *Rapport d'activité* de la B.C.E.A.E.C.

TABLEAU 47

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE DES CREDITS A COURT TERME DECLARES A LA CENTRALE  
DES RISQUES  
(en millions de francs C.F.A.)

Rubriques	30-6-1965		30-6-1966		30-6-1967		30-6-1968		30-6-1969		30-6-1970	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Maisons d'importation	2.274	53,2	2.965	59,5	2.951	59,8	3.999	45,6	3.472	49,4	4.525	46,6
Maisons d'exportation	257	4,9	256	5,1	315	6,4	970	13,0	455	6,5	918	9,4
Agriculture et forêts	320	6,1	232	4,7	248	5,0	320	4,3	294	4,2	205	2,1
Travaux publics	1.329	25,5	791	15,9	686	13,9	1.120	15,0	1.196	17,0	1.397	14,4
Transports	253	4,8	295	5,9	343	7,0	425	5,7	546	6,5	566	5,8
Industries	206	3,9	440	8,8	348	7,1	606	8,1	500	7,1	729	7,5
Mines	85	1,6	—	—	—	—	395	5,3	448	6,4	1.075	11,1
Divers	10	0,0	4	0,1	39	0,8	221	3,0	210	2,9	300	3,1
Total	5.225	100	4.983	100	4.930	100	7.456	100	7.031	100	9.715	100

SOURCE: B.C.E.A.E.C., *Rapports d'activité*.



été inférieur — au cours des différents exercices — à 55,9% des investissements globaux du système bancaire dans son ensemble.

On voit donc que leur caractère de filiales de banques étrangères, destinées à financer les courants commerciaux de leur Pays d'origine, ne s'est que légèrement atténué, d'autant plus que, fort probablement, on peut attribuer cette modification dans les données de la Centrale des Risques aux investissements effectués par la Banque Gabonaise de Développement plutôt qu'à une évolution dans le comportement des banques commerciales. On peut donc en déduire que l'activité de collecte des moyens administrés se fonde en majeure partie sur les encaisses temporaires des entreprises emprunteuses. Une preuve de ce comportement peut d'ailleurs nous être donnée par le niveau excessivement bas — pour un Pays dont l'économie dépend fortement de l'étranger, comme le Gabon — des réserves volontaires de liquidité. Naturellement, d'après ce que nous avons exposé, et dans la mesure où ces conclusions sont fiables, quelques intéressantes remarques s'imposent. Tout d'abord, que le Pays ne dispose pas d'une structure d'intermédiaires de crédit qui se consacrent à la promotion et à la mobilisation de l'épargne familiale; deuxièmement, que le circuit des flux financiers en objet peut donner lieu à de considérables distorsions dans les processus de production du Pays, car les objectifs poursuivis répondent aux exigences de développement — en termes de revenu ou de dimension — des banques étrangères associées.

Ces considérations sont encore confirmées par la valeur des investissements effectués en faveur des entrepreneurs étrangers. Le taux de crédit destiné à ces derniers dépasse en effet de très loin 70%. Si l'on tient compte enfin du secteur public, on constate que les entreprises nationales privées n'ont obtenu que des taux de crédit tout à fait négligeables, presque sûrement inférieurs — pendant les trois derniers exercices — à 10% du total.

TABLEAU 48

CONCOURS DU SYSTÈME BANCAIRE A L'ECONOMIE  
(en millions de francs C.F.A.)

R u b r i q u e s	Exercice 1965-1966		Exercice 1966-1967		Exercice 1967-1968		Exercice 1968-1969		Exercice 1969-1970	
	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur
Crédits à court terme:										
Valeurs maximums	Avril	6.136	Novembre	6.543	Juin 1968	8.207	Mai	8.159	Juillet	10.206
Valeurs minimums	Juin 1966	5.135	Août	5.448	Octobre	5.698	Juillet	6.652	Avril	7.931
Valeurs moyennes		5.688		5.858		6.511		7.321		8.892
Crédits à moyen terme:										
Valeurs maximums	Novembre	1.039	Mars	1.103	Juin 1968	1.215	Juin 1969	1.776	Avril	2.121
Valeurs minimums	Juin 1966	938	Juillet	933	Juillet	1.075	Août	1.188	Août	1.547
Valeurs moyennes		989		1.016		1.141		1.515		1.804

Rubriques	Exercice 1965-1966		Exercice 1966-1967		Exercice 1967-1968		Exercice 1968-1969		Exercice 1969-1970	
	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur
Crédits à long terme:										
Valeurs maximums	Juin 1966	1.065	Juin 1967	1.443	Juin 1968	2.059	Juin 1969	2.275	Juin 1970	2.552
Valeurs minimums	Juillet	844	Juillet	1.147	Juillet	1.443	Juillet	1.987	Novembre	2.238
Valeurs moyennes		905		1.203		1.809		2.091		2.413
Total:										
Valeurs maximums	Avril	8.097	Décembre	8.655	Juin 1968	11.481	Juin 1969	11.533	Juin 1970	14.846
Valeurs minimums	Juin 1966	7.318	Août	7.578	Juillet	8.350	Février	10.710	Septembre	11.592
Valeurs moyennes		7.582		8.077		9.461		10.927		13.109

SOURCE: B.C.E.A.E.C., *Rapports d'activité*.

TABLEAU 49

DISTRIBUTION EN POUR CENT DES FINANCEMENTS A MOYEN ET LONG TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Rubriques	30-6-1965	30-6-1966	30-6-1967	30-6-1968	30-6-1969	30-6-1970
Exploitations agricoles et forestières	3,54	3,44	3,44	5,14	4,36	4,67
Grandes entreprises	69,50	63,44	66,27	65,32	66,20	64,38
Petites entreprises	11,20	10,18	9,50	11,11	12,30	16,53

SOURCE: B.C.E.A.E.C., *Rapports d'activité*.

En ce qui concerne les investissements à moyen et long terme, ces mêmes considérations restent valables. Les grandes entreprises, en effet, quoique bénéficiant de pourcentages de crédit décroissants, en ont cependant reçu en moyenne des volumes dépassant 64,38 pour cent.

Signalons en outre que l'augmentation des crédits à moyen terme, au cours des trois derniers exercices, est due sans doute à l'activité de crédit de la Banque Gabonaise de Développement.

Ce que nous venons d'exposer nous permet d'avancer une autre considération sur la création de base monétaire. A conditions égales, en effet, le type de banque en question permettra la création d'un plus grand volume de monnaie, car l'activité de collecte de l'épargne familiale qu'effectuent les caisses d'épargne postales est très répandue (1).

Les acquisitions de bons d'équipement de la part du système bancaire méritent également une attention particulière.

Les données relatives à ce genre d'investissement montrent une progression continue arrivant jusqu'à 121,63%. Remarquons

(1) Comme chacun sait, dans la mesure où cela se produit, on peut dire que la dépense publique s'est partiellement auto-financée.



toutefois que la consistance de ces investissements a toujours été inférieure à 8,57% des dépôts.

Après cette brève analyse de l'activité d'intermédiaire de crédit qu'exerce le système bancaire, nous allons procéder à l'étude des financements accordés à l'économie par le Trésor. A cet effet, il est bon de souligner, avant tout, que l'importance quantitative de ces financements a été nettement inférieure à celle des financements effectués par le système bancaire. En effet, elle n'a jamais représenté, au cours des différents exercices — sauf pendant le premier — plus de 14,40% de l'ensemble des financements accordés à l'économie et son importance relative a continué à diminuer.

Nous allons enfin examiner l'allure temporelle de l'ensemble des financements accordés à l'économie par le système bancaire et par le Trésor.

Ces financements ont connu, au cours de la période considérée, un fort accroissement et ont passé de 8.857 millions à 14.621 millions de francs C.F.A. Cette expansion a représenté un accroissement de 65,08% et son rythme s'est accéléré au cours des trois derniers exercices.

Il semble donc que l'on peut indiquer, au terme de cette brève analyse, de graves défauts structurels et fonctionnels dans le système du crédit et, notamment, dans le système bancaire. Ce dernier apparaît largement dépendant de l'étranger en ce qui concerne l'établissement des politiques de collecte et d'investissement. Cet état de choses a donné lieu à une insuffisance de la promotion et de la mobilisation de l'épargne familiale et à des processus de rationnement du crédit au détriment des entrepreneurs nationaux. Remarquons qu'un tel comportement est d'autant plus grave qu'il a donné lieu à une perte considérable de ressources en devises qui représentent un facteur d'importance stratégique pour la promotion et la mobilisation de l'épargne et pour la formation d'une classe de petits entrepreneurs locaux.

TABLEAU 50

FINANCEMENTS A L'ECONOMIE DE LA PART DU SYSTEME BANCAIRE ET DU TRESOR  
(en millions de francs C.F.A.)

Rubriques	Exercice 1965-1966		Exercice 1966-1967		Exercice 1967-1968		Exercice 1968-1969		Exercice 1969-1970	
	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur	Mois	Valeur
Valeurs maximums	Avril	9.239	Novembre	9.940	Juin 1968	13.057	Juillet	12.994	Juin 1970	16.542
Valeurs minimums	Juin 1966	8.535	Juillet	8.772	Juillet	9.644	Avril	11.646	Septembre	13.001
Valeurs moyennes		8.857		9.321		10.899		12.261		14.621

SOURCE: B.C.F.A.E.C., *Rapports d'activité*.

## CONCLUSIONS

D'après l'analyse que nous avons effectuée dans cet ouvrage, il apparaît que les cinq Pays considérés — Cameroun, Congo, Tchad, République Centrafricaine et Gabon — présentent une série de caractéristiques communes telles que:

- une faible diversification et un caractère fortement saisonnier de l'économie;
- un grave défaut de capacités d'entreprise chez la population locale;
- une forte insuffisance des infrastructures et des sources d'énergie.

Il résulte de plus que les économies de ces Pays ne sont pas suffisamment intégrées et que, dans chacune d'elles, les processus de production manifestent des caractéristiques et des aspects tous particuliers. On ne peut donc pas leur appliquer une politique monétaire unique et les différents conseils monétaires sentent le besoin d'une plus grande autonomie (1).

De plus, à l'intérieur de chaque économie, on peut déceler certaines circonstances qui revêtent une importance particulière pour le développement. Au Gabon, ces circonstances sont les suivantes:

- l'existence de quelques zones industrielles ou minières;

---

(1) Voir RATTAN J. BATIA, *Factors Influencing Money Supply in B.C.E.A.O. Countries*, dans « International Monetary Fund Staff Papers », juillet 1971, page 396.

- l'exode de la population rurale vers les villes;
- l'absence d'un vaste marché intérieur;
- une agriculture qui produit pour la consommation;
- le défaut d'infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, sanitaires, etc.;
- un système de crédit fortement dépendant de l'étranger;
- l'absence d'un marché de valeurs mobilières et le manque d'un volume approprié de titres financiers;
- le défaut d'esprit d'entreprise;
- l'insuffisance de promotion et de mobilisation de l'épargne des particuliers et des entreprises.

Il en ressort clairement que les problèmes qui se présentent aux Autorités monétaires gabonaises pour promouvoir le développement n'ont pas de solution facile ou immédiate.

On voit donc, même si l'on considère les difficultés que ces Autorités devront affronter, la nécessité d'élaborer des plans de développement détaillés qui permettent une collaboration plus étroite entre le Trésor et la Banque centrale et qui sont indispensables en vue d'un usage rationnel des ressources dont le Pays peut disposer.

Le Trésor, notamment, étant à même de prévoir avec un plus haut degré de fiabilité les résultats de certaines décisions de dépense, peut probablement éviter de s'endetter excessivement envers la Banque centrale. Un fort endettement s'avèrerait particulièrement dangereux dans un Pays comme le Gabon où le budget de fonctionnement du Trésor dénote une forte rigidité par rapport aux reflux monétaires (1) et une forte variabilité par rapport aux

---

(1) En effet, une bonne partie des sorties monétaires du bilan de fonctionnement du Trésor gabonais sont destinées au paiement des appointements des fonctionnaires du secteur public.



recettes (1), et où le contenu d'importation, pour chaque unité de dépense, est particulièrement élevé (2).

D'autre part, le recours à l'endettement sur les marchés des capitaux étrangers pour financer ces investissements n'est pas toujours possible, tandis que les financements directs en devises peuvent comporter des frais trop élevés. Il en découle que les Autorités monétaires, à moins qu'elles ne veuillent déclencher de dangereux processus inflationnistes, seront conditionnées dans l'établissement de leurs plans de développement par la limite de leurs disponibilités de devises.

Il semble cependant, dans le contexte qui nous intéresse, que le problème le plus ardu demeure le problème humain, et, notamment, la formation de cadres et d'entrepreneurs locaux. Et, puisque cet objectif ne peut être poursuivi qu'en présence d'un vaste marché intérieur, il faudra promouvoir la formation d'une classe d'agriculteurs qui se consacrent à la production destinée à ce marché plutôt qu'à l'auto-consommation ou à la production destinée aux marchés étrangers. Un tel phénomène amènerait une réduction des migrations vers les centres industriels du Pays et permettrait en outre d'atténuer les conséquences négatives des importations de

---

(1) Comme chacun sait, la quasi-totalité des recettes fiscales du Trésor provient du produit des impôts sur la valeur des importations et sur celle des exportations. Du moment que le volume de ces courants commerciaux dépend des décisions des entreprises internationales, le Trésor gabonais peut se trouver dans un état de liquidité insuffisante à cause de simples variations dans les stocks de l'une de ces entreprises.

(2) En effet, une bonne partie des investissements publics devra être affectée aux infrastructures. Ces dernières, bien entendu, commenceront à manifester leurs effets sur le produit national brut avec un certain retard et, de ce fait, les besoins de disponibilités de devises, pour chaque unité monétaire investie, seront particulièrement élevés.

biens de consommation et de la fonction des disponibilités de devises qui s'y rattache. Cependant, on ne peut résoudre ce problème sans accorder aux opérateurs en question une assistance technique et financière appropriées; et cette dernière demande pour sa réalisation de profondes modifications dans la structure du système de crédit.

Il serait bon, notamment, de transformer les caisses postales en véritables caisses d'épargne; transformation qui permettrait, ne serait-ce que par l'articulation territoriale très étendue, un meilleur financement des exploitations agricoles et une plus intense activité de promotion et de mobilisation de l'épargne familiale. Cependant, puisque cet objectif ne peut être immédiatement poursuivi, il serait bon d'améliorer le fonctionnement de la Caisse Nationale de Crédit Rural en perfectionnant ses critères de gestion, ses politiques d'investissement et en lui donnant une plus grande capacité de crédit. Cet objectif pourrait être atteint par l'émission, sur le marché du crédit intérieur, d'obligations dont la stabilité des cours serait garantie par les Autorités monétaires centrales. S'il était possible d'y constituer des caisses d'épargne, l'établissement en question pourrait avoir la fonction d'Institut central de catégorie.

On peut faire les mêmes considérations en ce qui concerne la Banque de Développement Gabonaise. Cette dernière devrait, elle aussi, être douée d'une plus grande capacité de crédit et prévoir notamment, dans l'établissement de sa politique de crédit, le financement des petites entreprises locales comme objectif prioritaire.

Il faudrait enfin intervenir dans le secteur des établissements de crédit commercial. Le capital de ces banques, comme chacun sait, a été en grande partie souscrit par des banques étrangères qui, de fait, parviennent à conditionner leur activité au point de leur

imposer le comportement qui convient le mieux à la réalisation de leurs objectifs.

Cette dépendance vis-à-vis des opérateurs étrangers se traduit par une activité de crédit qui rapporte surtout aux grandes entreprises internationales. Cet état de choses est particulièrement nocif pour les intérêts du Pays où elles opèrent car, du moment qu'elles ne participent pas à la collecte de l'épargne nationale, elles peuvent favoriser la formation de processus inflationnistes et faciliter l'appauvrissement des ressources de l'économie.

Il devient donc nécessaire pour les Autorités monétaires de pouvoir disposer d'une série d'instruments capables d'agir sur les flux financiers qui y aboutissent, afin de les rendre conformes aux intérêts du Pays.

Dans ce but, il serait indispensable d'introduire des plafonds sur les comptes courants interbancaires et sur l'endettement étranger. En outre, il serait utile d'avoir recours à des plafonds de rées-compte et à une politique de décalage de temps entre la demande et l'octroi des refinancements. Cependant, remarquons que l'objectif de l'autonomie du système bancaire implique, pour sa réalisation, la création de titres financiers de réserve caractérisés par un degré de liquidité assez élevé.

En ce qui concerne, enfin, la structure des taux d'intérêt, rappelons que tant que l'économie n'aura pas atteint une certaine autonomie vis-à-vis des opérateurs étrangers, elle ne pourra être très différente de celles qui existent sur les marchés étrangers, et, en particulier sur le marché du crédit français, à moins qu'on ne veuille provoquer à travers les entreprises internationales un endettement excessif de l'économie et un reflux des capitaux vers l'étranger.

La forte dépendance de l'étranger du système économique et financier du Gabon peut donc conditionner le processus de développement du Pays et provoquer son appauvrissement en termes réels.

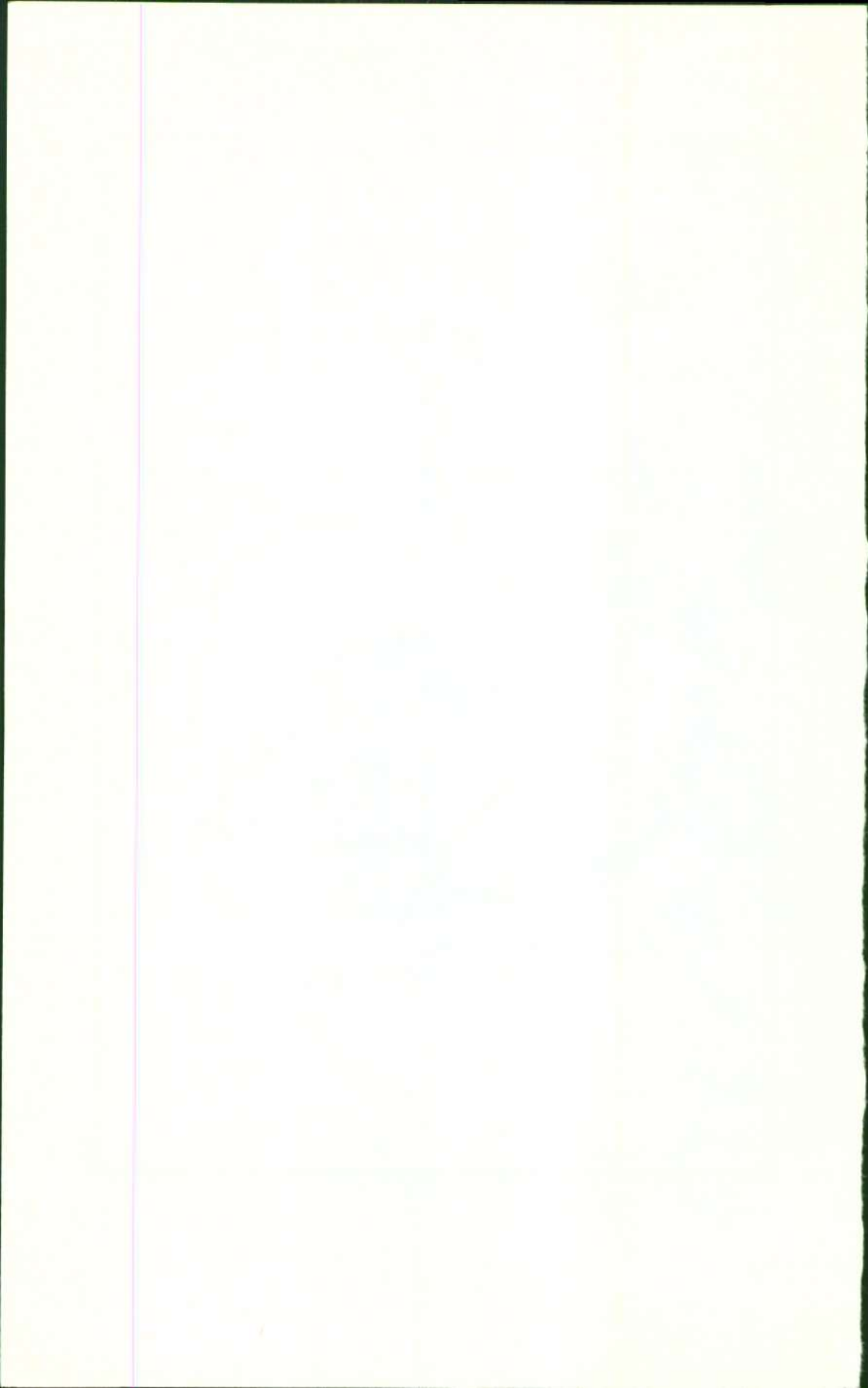
Nous jugeons donc que les Autorités gabonaises devraient se fixer, en vue du développement, deux objectifs fondamentaux: la formation de cadres de direction et la promotion de l'épargne.



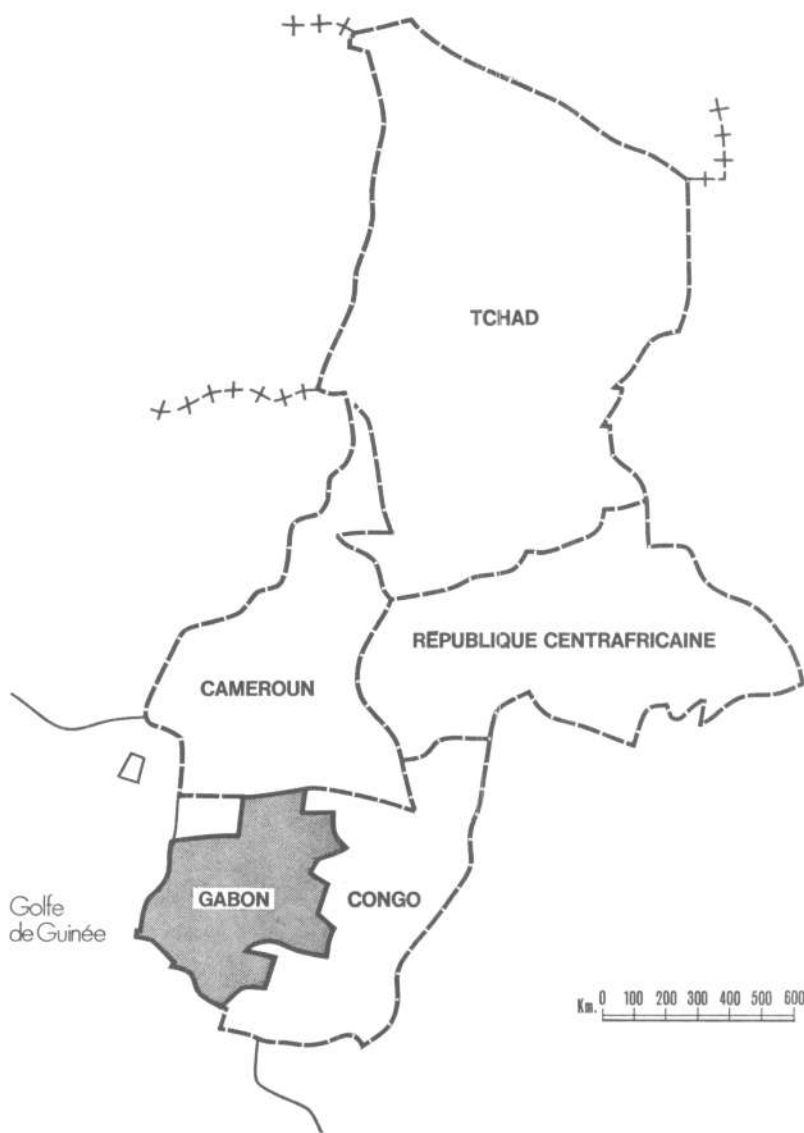


REPUBLIQUE DU GABON  
ET PAYS DE L'U.D.E.A.C.











## TABLE DES MATIÈRES

	<i>page</i>
AVANT-PROPOS . . . . .	VII
Chapitre I: LES PAYS DE L'UNION DOUANIÈRE ET ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE (U.D.E.A.C.) . . . . .	1
Chapitre II: LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRI- QUE ÉQUATORIALE ET DU CAMEROUN . . . . .	21
1. INTRODUCTION . . . . .	23
2. CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE DU CAMEROUN . . . . .	33
3. LA STRUCTURE DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE DE LA RÉPUBLIQUE CENTRA- FRICAINE . . . . .	37
4. LA STRUCTURE DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE DU TCHAD . . . . .	42
5. LA STRUCTURE DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE . . . . .	45
6. LA STRUCTURE DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE DU GABON . . . . .	48
7. CONCLUSIONS . . . . .	68
Chapitre III: LA BANQUE CENTRALE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE ÉQUATORIALE ET DU CAMEROUN . . . . .	71
1. INTRODUCTION . . . . .	73
2. GENÈSE ET STRUCTURE DE LA BANQUE CENTRALE . . . . .	73
3. LA CIRCULATION MONÉTAIRE . . . . .	79
4. LES OPÉRATIONS GÉNÉRATRICES DE L'ÉMISSION . . . . .	109
a) <i>Les opérations avec les Trésors nationaux</i> . . . . .	109
b) <i>Les rapports entre les Trésors nationaux et la Banque centrale</i> . . . . .	111
c) <i>Les rapports entre le Comité monétaire et le Trésor gabonais</i> . . . . .	121

	<i>page</i>
5. LES DISPONIBILITÉS DE DEVISES . . . . .	129
a) <i>Les disponibilités de devises de la B.C.E.A.E.C.</i> . . . . .	136
b) <i>La dynamique de la balance des règlements gabonaise</i> . . . . .	149
6. LES CRÉDITS À L'ÉCONOMIE . . . . .	155
Chapitre IV: LES SYSTÈME BANCAIRE GABONAIS . . . . .	191
1. LA LÉGISLATION DE LA BANQUE ET DU CRÉDIT . . . . .	193
2. DIMENSIONS, STRUCTURE ET CONCENTRATION . . . . .	204
3. LES INSTRUMENTS POUR LE CONTRÔLE STRUCTUREL ET FONCTIONNEL DU SYSTÈME BANCAIRE GABONAIS . . . . .	217
4. LES CARTELS BANCAIRES . . . . .	225
5. LA CENTRALE DES RISQUES . . . . .	231
6. LE CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT, LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES BANQUES ET L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES . . . . .	237
7. LES CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DU SYSTÈME BANCAIRE . . . . .	242
8. LA BANQUE GABONAISE DE DÉVELOPPEMENT . . . . .	246
9. STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT . . . . .	252
10. DÉFINITION ET CARACTÉRISTIQUES DES PRÊTS DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT . . . . .	255
11. TAUX D'INTÉRÊT . . . . .	261
12. FACTEURS AUXQUELS PEUT ÊTRE SUBORDONNÉE L'ALLOCATION DES CRÉDITS . . . . .	262
13. INVESTISSEMENTS DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT . . . . .	264
14. LES RESSOURCES DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT . . . . .	285
15. CONCLUSIONS SUR LA BANQUE GABONAISE DE DÉVELOPPEMENT . . . . .	297
16. LA GENÈSE DE LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT RURAL . . . . .	298
17. LES INVESTISSEMENTS DE LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT RURAL . . . . .	308
18. LES SOURCES DE PROVISION DE LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT RURAL . . . . .	319
19. CONCLUSIONS SUR LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT RURAL . . . . .	327
20. LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE DU GABON . . . . .	329
21. LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE GABONAISE . . . . .	341
CONCLUSIONS . . . . .	353
REPUBLIQUE DU GABON ET PAYS DE L'U.D.E.A.C. (carte sché- matique) . . . . .	359



## LISTE DES TABLEAUX

	<i>page</i>
1. Evolution de la circulation fiduciaire dans la zone d'émission . . . . .	86
2. Taux d'accroissement de la circulation fiduciaire . . . . .	88
3. Evolution de la circulation fiduciaire au Gabon . . . . .	88
4. Disponibilités scripturales des particuliers et des entreprises . . . . .	92
5. Disponibilités scripturales du Trésor . . . . .	94
6. Disponibilités scripturales du Trésor . . . . .	96
7. Disponibilités monétaires et quasi-monétaires des particuliers et des entreprises . . . . .	102
8. Disponibilités monétaires et quasi-monétaires du Trésor . . . . .	104
8bis. Disponibilités scripturales du Trésor . . . . .	106
9. Disponibilités monétaires et quasi-monétaires des opérateurs économiques du Gabon . . . . .	107
10. Financements de la Banque centrale aux Trésors nationaux . . . . .	112
11. Disponibilités scripturales des Trésors à la Banque centrale . . . . .	113
12. Evolution des financements de la Banque centrale en faveur du Trésor du Gabon . . . . .	122
13. Financements du système bancaire au Trésor du Gabon . . . . .	124
14. Classement des bons d'équipement dans le système bancaire . . . . .	126
15. Disponibilités en devises de la Banque centrale . . . . .	137
16. Composition des disponibilités en devises de la Banque centrale . . . . .	139
17. Transferts des Trésors nationaux de la Caisse Centrale de Coopération Economique et du Fonds Monétaire International . . . . .	143
17bis. Transferts publics . . . . .	143
18. Transferts bancaires effectués par la Banque centrale à l'intérieur de la zone d'émission . . . . .	144

	<i>page</i>
19. Transferts bancaires avec le reste du monde . . . . .	146
19bis. Transferts bancaires effectués par la Banque centrale . . . . .	146
20. Transferts privés avec le reste du monde . . . . .	147
21. Balance des règlements des Pays de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun . . . . .	148
22. Balance des règlements du Gabon . . . . .	150
23. Transferts effectués par la Banque centrale pour le compte du Comité Monétaire du Gabon . . . . .	152
24. Balance des règlements du Gabon . . . . .	153
25. Evolution de l'activité de refinancement à court terme de la B.C.E.A.E.C. en faveur du système bancaire de la zone monétaire . . . . .	166
26. Evolution de l'activité de refinancement à moyen terme de la B.C.E.-A.E.C. en faveur du système bancaire de la zone monétaire . . . . .	172
27. Evolution de l'activité de refinancement de la B.C.E.A.E.C. dans la zone monétaire . . . . .	173
27bis. Allure des dépôts en c/c et des dépôts spéciaux des Trésors à la B.C.E.A.E.C. . . . .	173
28. Evolution de l'activité de refinancement à court terme de la B.C.E.-A.E.C. en faveur du système bancaire du Gabon . . . . .	175
29. Evolution de l'activité de refinancement à moyen terme de la B.C.E.A.E.C. en faveur du système bancaire du Gabon . . . . .	175
30. Evolution de l'activité de refinancement de la B.C.E.A.E.C. au Gabon . . . . .	176
31. Importance relative du refinancement à moyen terme de la B.C.E.A.E.C. au système bancaire . . . . .	177
32. Importance relative du refinancement de la B.C.E.A.E.C. au système bancaire . . . . .	177
33. Evolution des financements accordés par la Banque Gabonaise de Développement . . . . .	266
34. Etude comparée des prêts accordés par la B.G.D. au cours des exercices 1967-1968 et 1968-1969 . . . . .	267
35. Répartition des prêts accordés par la B.G.D. depuis sa constitution . . . . .	268
36. Prêts accordés par la B.G.D. depuis son origine, classés selon leur durée . . . . .	279
37. Evolution des crédits à moyen et à long terme . . . . .	281
38. Nombre des comptes et montant des dépôts à la Caisse d'Epargne Postale du Gabon . . . . .	333

	<i>page</i>
39. Etude comparée des opérations effectuées à la Caisse d'Epargne Postale du Gabon . . . . .	334
40. Coefficient dépôts Caisse d'Epargne/dépôts à terme des banques . .	335
41. Répartition des versements et des prélèvements entre l'épargne individuelle et l'épargne collective collectée par la Caisse d'Epargne du Gabon . . . . .	336
42. Répartition en pour cent du volume des dépôts suivant la catégorie des déposants à la Caisse d'Epargne Postale du Gabon . . . . .	337
43. Nombre des comptes suivant la catégorie des déposants à la Caisse d'Epargne du Gabon . . . . .	339
44. Emplois de la Caisse d'Epargne Postale du Gabon au 31.12.1969 . .	339
45. Dépôts dans les caisses d'épargne postales de la zone monétaire . .	340
46. Sources de financement du système bancaire . . . . .	342
47. Répartition par secteur d'activité des crédits à court terme déclarés à la Centrale des Risques . . . . .	346
48. Concours du système bancaire à l'économie . . . . .	348
49. Distribution en pour cent des financements à moyen et long terme par secteur d'activité . . . . .	350
50. Financements à l'économie de la part du système bancaire et du Trésor	352





ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 31 MARS 1974  
PAR LES SOINS DU SERVIZIO STUDI E STATISTICA  
DE LA CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE  
SUR LES PRESSES DE GRAFICA COMENSE - TAVERNERIO (CÔME)

